

CREDIT
SUISSE

bulletin 6

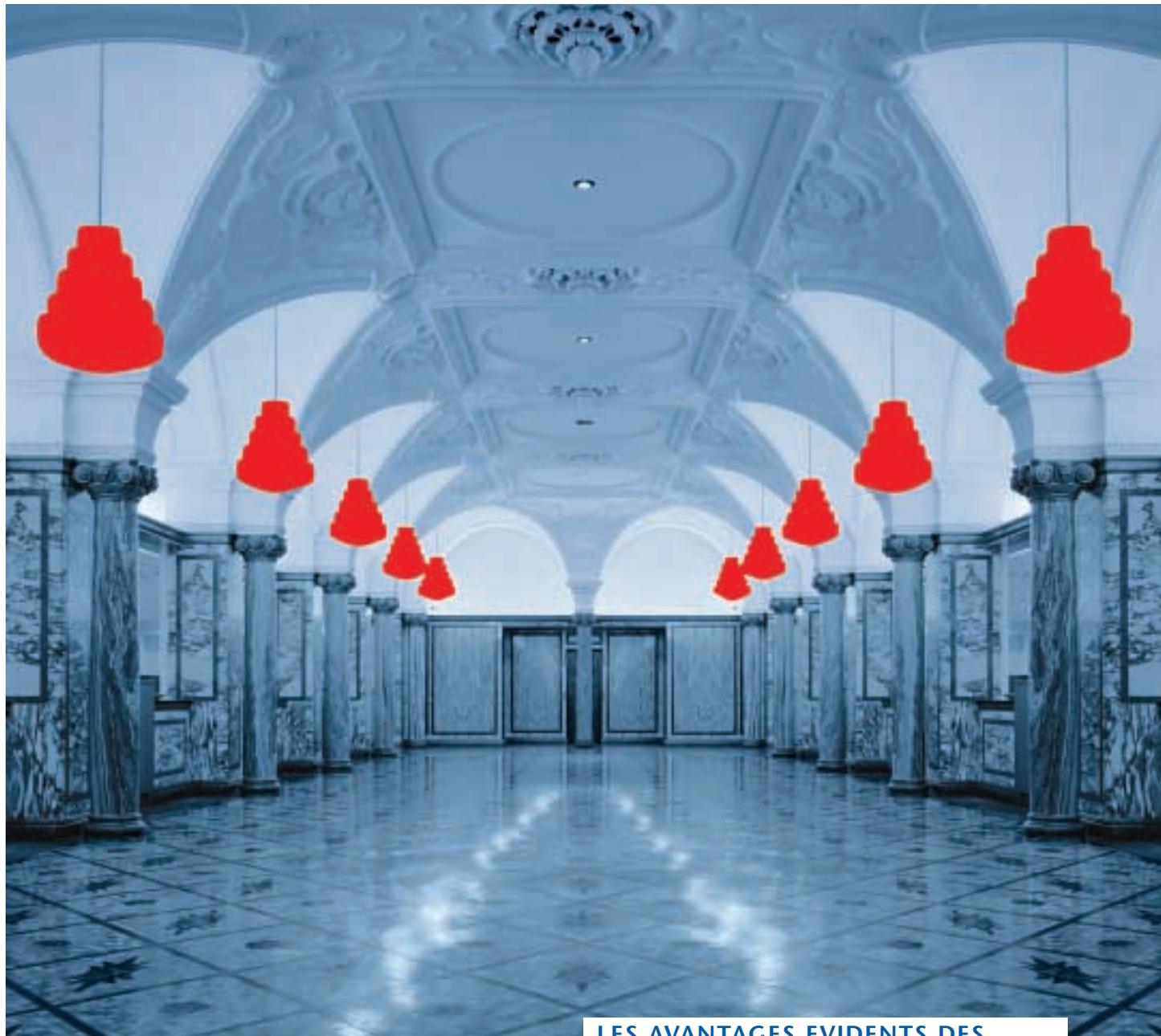
Le magazine de Credit Suisse Financial Services et de Credit Suisse Private Banking

La richesse

a de nombreux visages

Prévisions conjoncturelles 2002 Récession exclue |

ONU Adhésion profitable à l'image et à l'économie | **Sponsoring** Nouveaux stades de football



LES AVANTAGES EVIDENTS DES PLACEMENTS ALTERNATIFS.



Compte tenu de la volatilité persistante de l'environnement boursier, les placements alternatifs sont devenus des instruments incontournables. C'est pourquoi nous les intégrons, avec succès, dans nos stratégies de placement depuis 1993. Etant donné leur faible corrélation avec les placements traditionnels, ils réduisent les variations de cours et ainsi le risque du portefeuille total. De plus, les placements alternatifs visent à produire un rendement positif indépendamment de l'évolution du marché. C'est le cas de notre Leu Prima Global Fund. Changez d'optique! **Rejoignez les partisans d'un private banking cultivé.**

Focus: «richesse»



Richesse oblige

Ce visage ne me laissait pas de répit, il me poursuivait jusque dans mon sommeil. Je l'avais vu à la télévision, dans un des nombreux documentaires sur le monde arabe diffusés au cours de ce triste automne. Le reportage montrait des musulmans qui avaient survécu par hasard à des attentats-suicides.

C'était un visage jeune, mais mutilé. La bombe avait explosé pendant la préparation de l'attentat, déchiquetant les membres et les yeux du jeune homme. Pourtant, il n'y avait pour lui aucun doute : si c'était à refaire, il le referait. D'une voix sans émotion, il disait au micro du journaliste : « L'Occident est comme un magnifique stylo dans lequel il n'y aurait pas d'encre. Toute la richesse de l'Occident est vide et inutile car les valeurs en sont absentes. »

Ces paroles résonnaient dans ma tête. J'avais du mal à accepter que le jeune Arabe dénie aux Occidentaux la capacité de défendre un système de valeurs. N'était-elle pas valable aussi en Occident, la pensée formulée par le poète Angelus Silesius au XVII^e siècle ? « Ce qui n'est pas en toi, même si c'est le monde entier, n'est qu'un poids pour toi. »

Si banal qu'il puisse paraître, l'aphorisme de Silesius n'a rien perdu de son actualité. Car il existe

un lien étroit entre richesse et valeurs. Or les valeurs n'obéissent pas à des règles comptables. Personne ne les possède pour toujours, et elles sont rarement prévisibles. Chaque jour nous oblige à nous engager, à assumer nos opinions. Ici ou ailleurs, aucune civilisation ni religion ne connaît la formule magique qui nous apporterait cette richesse que sont la satisfaction et le bonheur.

Peut-être souffrons-nous ici des maladies de la prospérité ? Et il est certes plus facile de dire que l'argent ne fait pas le bonheur lorsqu'on a l'estomac plein et qu'on vit dans un pays comme la Suisse. La richesse relative, la possibilité de bénéficier d'une bonne formation et tous les autres avantages dont nous jouissons doivent faire rêver bon nombre de gens dans les pays en développement.

Malgré le pessimisme ambiant, et contrairement à ce que nous reprochent les fanatiques, je pense que le monde occidental n'est pas décadent. Chez nous aussi, la véritable richesse se définit en termes de santé, d'amour, de chances de vie, de paix et de solidarité. Vue sous cet angle, la richesse de la Suisse crée des obligations. C'est un lieu commun, j'en conviens, mais pour une fois un lieu commun auquel j'adhère.

**Christian Pfister, directeur des publications,
Credit Suisse Financial Services**

Banque d'investissement • Gestion de fortune • Services financiers • Gestion privée • Assurance-vie et prévoyance • Assurance



INFLUENT

Orchestrer des actifs partout dans le monde. Trouver l'harmonie financière en toutes circonstances. www.credit-suisse.com

**CREDIT
SUISSE** GROUP 360° FINANCE™

FOCUS: « RICHESSE »

- 6 **Or, paysages et matière grise** | Les trésors de la Suisse
- 22 **Richesse et pauvreté** | Beaucoup d'idées fausses
- 28 **Enquête exclusive** | Les Suisses et l'argent
- 32 **Marchés d'actions** | Non aux stratégies à court terme
- 34 **Gestion de fortune** | Les plus riches ont aussi besoin d'aide

ACTUEL

- 39 **Prévoyance** | L'Info-Centre a réponse à tout
- Vient de paraître | Banques et Seconde Guerre mondiale
- Investors' Circle** | Des informations financières en direct
- Nouvelle plate-forme Internet** | Au service des entreprises
- 40 **Evolution des taux de change** | Le dollar tient bon
- 42 **Placements** | Des valeurs de rendement pour les turbulences

ECONOMICS & FINANCE

- 44 **Perspectives 2002** | Entretien avec Alois Bischofberger
- 48 **Préférences par pays et par secteurs**
- 50 **Adhésion à l'ONU** | Des avantages pour l'économie suisse
- 53 **Prévisions conjoncturelles**
- 54 **Energies alternatives** | Le rôle des piles à combustible
- 56 **Industrie hôtelière** | La flexibilité, clé de la réussite
- 59 **Prévisions pour les marchés financiers**

E-BUSINESS

- 60 **Cybercommerce** | La foi en l'avenir, mais les pieds sur terre
- 65 **@propos** | Nerfs à fleur de peau avec les lettres-chaînes
- 66 **E-learning** | Ce que tout chef doit savoir

ART DE VIVRE

- 70 **Le papier** | Un support à usages multiples

SPONSORING

- 74 **Nouveaux stades de football** | La Suisse en plein chantier
- 78 **Agenda**

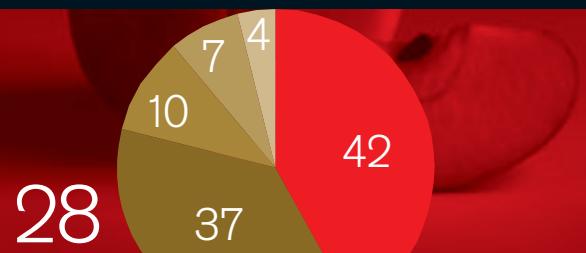
LEADERS

- 80 **Theo Waigel** | La voie étroite entre l'ordre et la liberté

Le Bulletin est le magazine de Credit Suisse Financial Services et de Credit Suisse Private Banking.



Paradis: pénétrer dans la bibliothèque abbatiale de Saint-Gall, c'est entrer dans un autre monde.



Tabou: on ne parle pas d'argent en Suisse...
Mais les réponses sont intéressantes.



Le chef économiste Alois Bischofberger: «La Suisse restera à l'abri d'une récession en 2002.»



Papier: de jeunes designers donnent une nouvelle vie à un des matériaux les plus vieux du monde.



Theo Waigel: «J'ai eu la chance de vivre une période passionnante de l'Histoire.»

La Suisse, île

Quels sont les trésors de la Suisse ? La démocratie, la prospérité, la neutralité ? Ou plutôt le fromage, les montres, le chocolat ? Le Bulletin a prospecté et découvert des richesses insoupçonnées. Cinq Suisses présentent leurs trésors et en racontent l'histoire.

aux trésors

■ Les excédents d'or de la Banque nationale suisse pèsent environ 1 300 tonnes. Qu'est-ce donc que 123,18 grammes en comparaison ? Pourtant, le cri de joie poussé par Peter Böhlsterli a dû s'entendre loin à la ronde lorsque ce dernier découvrit en août 1997, dans le Rhin antérieur en amont de Disentis, la plus grosse pépite d'or jamais trouvée en Suisse. Auri sacra fames. Exécrable faim de l'or. La plus importante découverte d'objets en or est toutefois celle d'Erstfeld, dans le canton d'Uri. Mais le Musée national suisse à Zurich abrite encore nombre de trésors, que l'on pourra admirer notamment au printemps prochain, à l'occasion d'une grande exposition spéciale consacrée à Hermann Hesse. Naturalisé suisse à l'âge de six ans, le Prix Nobel de littérature a écrit ses principaux ouvrages en Suisse. Rien ne nous empêche donc de considérer son œuvre comme un trésor helvétique !

■ Ecrivain et bibliothécaire, l'Argentin Jorge Luis Borges s'est toujours imaginé le paradis comme une sorte de bibliothèque. Même après avoir perdu la vue, il a continué de considérer le livre comme le trésor le plus précieux du monde. Cela vaut-il aussi pour la Suisse ? Il n'est que de citer la Chronique universelle de Rudolf von Ems, le Codex Manesse (Manessische Liederhandschrift), les chroniques illustrées de Diebold Schilling, sans oublier le Graduale des moniales dominicaines de Sankt-Katharinental, écrit vers 1300 ! Ce livre de chants liturgiques aux couleurs somptueuses a pu être tiré de son exil londonien et ramené en Suisse en 1958 grâce aux efforts du Conseil fédéral, de la Fondation Gottfried Keller et du canton de Thurgovie. Mais c'est certainement l'Evangelium Longum, dû au talent de l'ivoirier Tuutilo et conservé à la bibliothèque abbatiale de Saint-Gall, qui constitue le fleuron de ces innombrables trésors livresques.

■ Les peintures murales sur la maison du bourgmestre lucernois Johann Karl Balthasar représentent Nikè, déesse grecque de la victoire, avec les monarchies à ses pieds et à ceux de la République. Nikè, pourtant, n'a pas pu empêcher la destruction du pont tout proche de la Chapelle, en août 1993. NIKE est aussi le sigle du Centre national d'information pour la conservation des biens culturels, qui œuvre avec succès pour la préservation des trésors architecturaux de la Suisse. Et ISOS, qui n'a rien à voir avec la

déesse mère égyptienne Isis, correspond au sigle de l'Inventaire des sites construits à protéger en Suisse, lequel recense à ce jour 6 000 ensembles dans 3 000 communes. Enfin, l'Inventaire suisse des biens culturels d'importance nationale et régionale établi par l'Office fédéral de la protection civile constitue une intéressante carte aux trésors qui recense actuellement quelque 8 300 objets.

■ L'important Prix Wakker de Patrimoine suisse est allé cette année à Uster. Si cette distinction recherchée récompense désormais en priorité le développement exemplaire d'un site construit dans un paysage périurbain, elle était jadis réservée aux plus beaux sites historiques. Des trésors touristiques sans pareil comme Stein am Rhein, Saint-Prex, Wiedlisbach et Guarda sont les premiers des trente lauréats désignés jusqu'ici. L'Inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale (IFP) protège 162 trésors naturels menacés par l'impact de la civilisation. Avec la région Jungfrau – Aletsch – Bietschhorn, un site naturel suisse sera vraisemblablement inscrit, pour la première fois, au Patrimoine mondial de l'UNESCO à la mi-décembre 2001.

■ Pour beaucoup, les vrais trésors sont à chercher du côté des beaux-arts. Mais il n'est pas rare que les œuvres les plus intéressantes se cachent dans des collections privées. Heureusement, il arrive de plus en plus souvent que ces œuvres soient mises ultérieurement à la disposition des musées, et même que leur attrait soit rehaussé par un accrochage raffiné. A preuve la collection Oskar Reinhart à Winterthour.

Mais la richesse de la Suisse ne réside-t-elle pas dans le savoir et le génie inventif de ses habitants ? Une petite visite à l'Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle suffit pour nous en convaincre. Et ceux qui n'y croiraient toujours pas feraient bien de se rendre à Genève en mai prochain pour visiter la trentième édition du Salon des inventions.

Cinq trésors seulement peuvent être présentés ci-après par leurs gardiens et défenseurs. Cinq parmi des milliers. Arbitraire, hasard ? Nullement. Perles rares, montagnes dorées ? Assurément. Et pourtant, la vraie chasse aux trésors n'est jamais finie, elle recommence sans cesse. C'est elle le vrai trésor.

Andreas Schiendorfer

A photograph of the interior of the ornate library at Saint-Gall Abbey. The room is filled with floor-to-ceiling bookshelves made of dark wood. The ceiling is highly decorative with intricate gold-colored carvings and frescoes. A balcony with a wooden railing runs along the upper level, providing a view of the main room. Several people are visible in the lower right corner, looking at books or standing near a small display table.

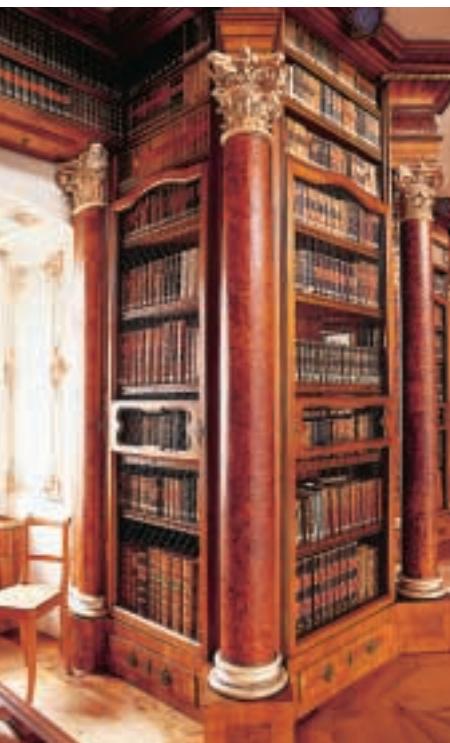
Construite en 1758/1759, la somptueuse salle principale de la bibliothèque abbatiale de Saint-Gall passe pour l'une des plus belles salles rococo du monde. Elle abrite 30 000 ouvrages.



Bibliothèque abbatiale de Saint-Gall

Bibliothèque abbatiale de Saint-Gall

«Je m'étonne sans cesse de voir combien tout paraît normal ici», s'exclame Theres Flury, conservatrice scientifique de la bibliothèque abbatiale de Saint-Gall. En fait, ces rayons pleins de livres pourraient tout aussi bien se trouver chez un particulier.» Les reliures élaborées, souvent en cuir, de la salle des manuscrits ne sont



Entre les colonnes, les fiches du catalogue de localisation.

pourtant pas spécialement décoratives, même s'il s'agit des pièces maîtresses de la bibliothèque. Sur les quelque 2000 manuscrits, environ 500 ont été écrits entre le VIII^e et le XII^e siècle, la plupart sur place au couvent de Saint-Gall, ce qui en fait un témoignage aussi exceptionnel qu'inestimable de l'histoire de notre culture. «A ce pro-

pos, il est intéressant de savoir ce que valait un tel manuscrit à l'époque, précise Theres Flury. Il représentait à peu près la valeur d'une ferme entière, y compris tout ce qui va avec.» La valeur de ces ouvrages ne tenait pas seulement aux mois de travail des moines et à la somme de connaissances ainsi réunies, mais aussi aux matériaux utilisés. En effet, le parchemin se confectionne à l'aide de peau de mouton ou de veau. Or, il fallait généralement compter un mouton pour deux bonnes pages. «Un seul de ses livres renferme ainsi tout un troupeau», plaisante notre bibliothécaire en ouvrant précautionneusement un volume. Comme imprimés, les carac-

tères se suivent, constituant une véritable œuvre d'art. «Avec les premiers incunables, on cherchait d'ailleurs à reproduire la beauté et la précision de l'écriture manuscrite», commente Theres Flury.

L'austère salle des manuscrits se cache derrière une porte toute banale au premier étage de la bibliothèque, à l'écart des flots de visiteurs. Seul un cercle d'initiés y a accès. Par contre, en bas,



Evangelium Longum : le moine Tuotilo a ciselé en 894 les plaques d'ivoire serties d'or et de pierres précieuses.

quelque 100 000 personnes chaussées de patins glissent chaque année sur le parquet en marqueterie de la somptueuse salle baroque où, à côté de quelques manuscrits de grande valeur, sont surtout exposés des incunables.

En tant que bibliothécaire scientifique, Theres Flury est toujours à la recherche de nouvelle littérature secondaire intégrant le trésor culturel de la bibliothèque abbatiale. Le



Les plus précieux trésors de la bibliothèque abbatiale, 2000 manuscrits, sommeillent dans cette salle, à l'écart du flot de visiteurs. Ni chauffage, ni humidificateurs ne sont requis, les épais murs de pierre et les armoires en bois massif assurant des conditions idéales, été comme hiver.

nombre d'ouvrages n'a cessé d'augmenter pour atteindre désormais 150 000. La grande salle abrite 30 000 livres.

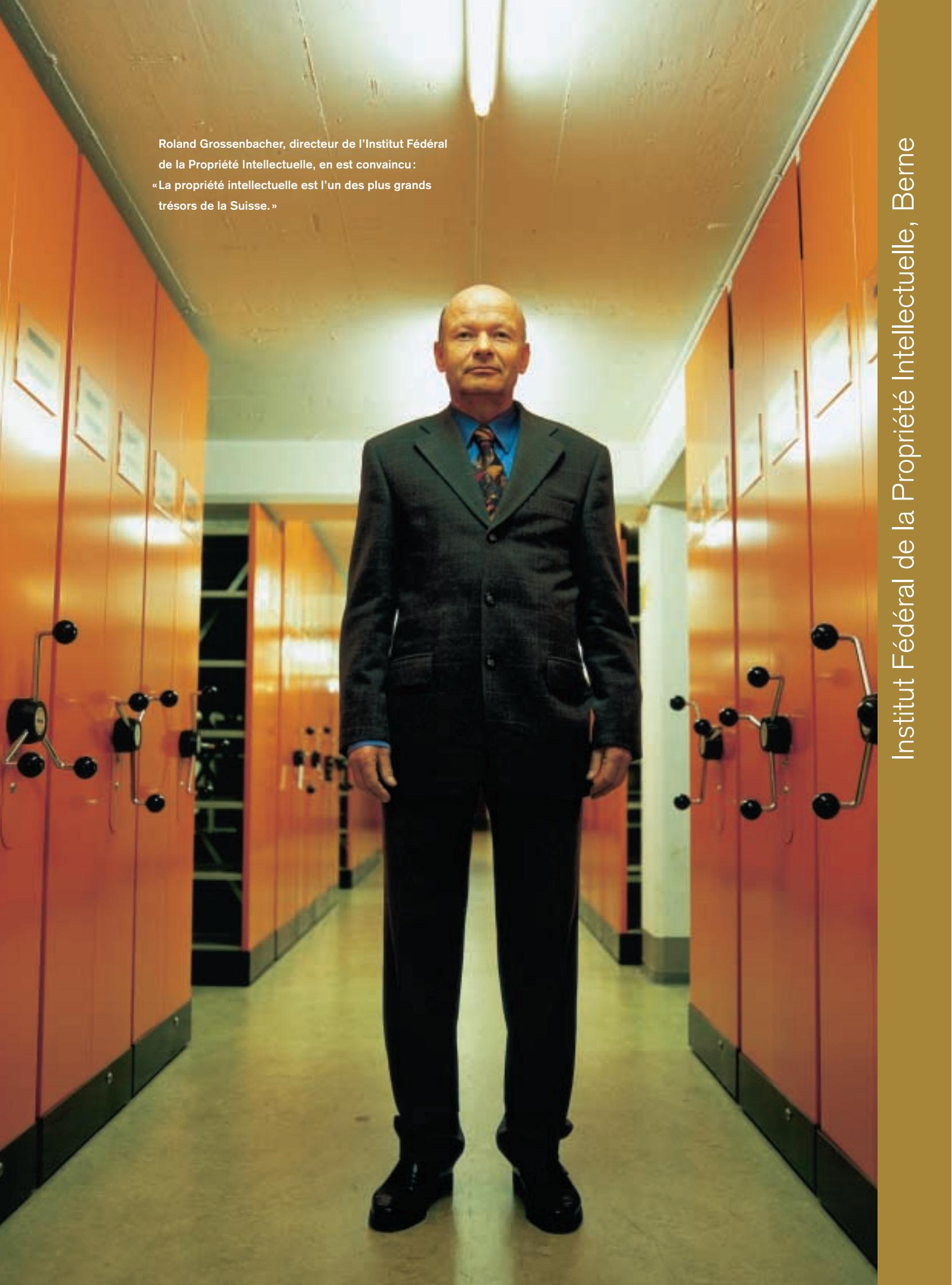
Theres Flury est aussi responsable des contacts avec le public. Comme déjà ses prédécesseurs il y a mille ans, c'est elle qui décide quelle personne peut consulter un manuscrit dans la salle de lecture. S'il s'agit de simples recherches de contenu, les lecteurs doivent se contenter de microfilms. Mais si quelqu'un désire par exemple étudier les petites notes marginales souvent drôles (gloses), il faut qu'il puisse voir de plus près ces «gribouillis» souvent très difficiles à déchiffrer.

A peine notre germaniste avait-elle pris ses fonctions en avril 2001 qu'elle fut envoyée en mission à Londres, où Christie's vendait aux enchères un manuscrit jusqu'alors inconnu provenant des archives de la bibliothèque abbatiale. Elle disposait pour l'achat d'une somme de 82 000 francs, grâce à un crédit spécial et à la participation de donateurs. Cela n'a pas suffi. Le manuscrit a été vendu à un marchand pour un prix un peu plus élevé. Et il repose désormais au fond d'un coffre dans l'attente d'un acheteur. Theres Flury en est encore malade quand elle y pense.

Daniel Huber

«Au IX^e siècle, un manuscrit valait autant qu'une ferme entière et tout ce qui va avec», raconte Theres Flury, responsable scientifique de la bibliothèque abbatiale de Saint-Gall.





Roland Grossenbacher, directeur de l'Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle, en est convaincu :
«La propriété intellectuelle est l'un des plus grands trésors de la Suisse.»

Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle, Berne

Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle

Une plaque de bronze orne l'entrée de l'Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle à Berne. Elle porte une citation d'Albert Einstein, qui a travaillé dans cet institut entre 1902 et 1909 en qualité d'examinateur de brevets. Aujourd'hui, seule une niche située au dernier étage de l'immeuble rappelle le passage du génial inventeur de la théorie de la relativité. «Il y a longtemps que nous avons remis la plupart des objets souvenirs à la Maison Einstein de la Kramgasse. Les autocars déversant des hordes de touristes nous empêchaient de travailler en paix», explique Roland Grossenbacher, directeur de l'Institut.

Quelque 260 personnes travaillent ici : scientifiques, juristes, informaticiens vérifient les brevets et font des recherches sur le droit des marques. A l'heure actuelle, 3 000 demandes de brevets sont déposées en Suisse chaque année, contre environ 17 500 par le passé. Les Suisses auraient-ils perdu leur génie inventif ? «Pas du tout. Les demandes de brevets sont bien plus nombreuses, mais la plupart sont désormais déposées auprès de l'Office européen des brevets à Munich», indique Roland Grossenbacher. D'après lui, la Suisse serait en fait l'un des pays les plus innovants, avec le plus grand nombre de brevets par habitant. Les demandes de brevets déposées à Berne concernent avant tout des inventions destinées

exclusivement au marché suisse.

Les demandes de brevets sont examinées uniquement sur le plan intellectuel. Les spécialistes se contentent donc de contrôler si l'invention est techniquement réalisable : «Celui qui voudrait faire breveter le mouvement perpétuel n'aurait aucune chance. Mes collaborateurs ne mettraient pas longtemps à découvrir le pot aux roses», affirme Roland Grossenbacher. En Suisse, cependant, on ne s'occupe pas de savoir si l'invention est vraiment nouvelle. Est-ce à dire que l'on pourrait faire breveter la roue ? «Tout à fait. Celui qui déposerait chez nous une demande de brevet pour la roue en veillant à en donner une description correcte obtiendrait un certificat de brevet sur lequel figurerait le mot

«roue».» Et Roland Grossenbacher d'ajouter d'un air malicieux que cela n'aurait bien sûr aucune valeur. Une invention suisse ayant connu un grand succès dans le monde est la bande velcro ; une autre – davantage axée sur le marché suisse – est la girolle, un appareil à racler la Tête de Moine, fromage bien connu.

Le plus grand trésor de l'Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle réside dans son immense bibliothèque technologique donnant accès à 42 millions de documents de brevet. Ceux-ci étaient jadis conservés dans des archives représentant des dizaines de kilomètres linéaires ; aujourd'hui, ils sont enregistrés sur plusieurs serveurs et peuvent être consultés en ligne. Roland Grossenbacher estime que



Einstein disait avoir passé ses années les plus fécondes comme examinateur de brevets à Berne.

sa mission principale est de rendre accessibles et de diffuser les richesses intellectuelles de la Suisse. Ces richesses doivent se montrer au grand jour, dans le monde entier. Seule une présence universelle peut faire de la propriété intellectuelle un trésor vraiment précieux.»

Ruth Hafen

Les serveurs ont supplanté les archives papier : ils donnent accès à 42 millions de documents de brevet.





«Nous avons tout lieu d'être fiers de nos ancêtres les Helvètes. Seul un peuple civilisé pouvait être capable de fabriquer des bijoux en or aussi raffinés que ceux découverts à Erstfeld», souligne Andres Furter, directeur du Musée national suisse à Zurich.

Trésor d'Erstfeld

«L'or des Helvètes ? Le véritable trésor, ce sont les connaissances», affirme Andres Furger. Actuellement, le projet du nouveau Musée national absorbe presque entièrement l'archéologue, qui se laisse néanmoins détourner volontiers quelques instants de son travail. La machine à remonter le temps nous ramène aux Celtes, auxquels Andres Furger voue son amour et sa passion de scientifique.

Ces sentiments sont nés en 1971 lorsque, jeune étudiant, Andres Furger découvre les remparts celtiques de Bâle. Des remparts celtiques : rien d'extraordinaire au fond. Mais un vrai trésor scientifique quand on sait qu'auparavant, Basilea avait toujours été considérée comme une implantation romaine.

Percer l'éénigme des Celtes, donner aux Helvètes, nos ancêtres, la place qui leur revient aux côtés de Guillaume Tell, voilà le rêve d'Andres Furger. Souvenons-nous : établis autour de leur capitale, Aventicum, les Helvètes quittent leur patrie en 58 avant J.-C. Ils sont battus par César à Bibracte et renvoyés en «Suisse». Amère défaite pour les Helvètes, qualifiés ensuite de barbares ! «Nous nous méprisons sur nos ancêtres, regrette Andres Furger. Malgré le succès de notre exposition «L'or des Helvètes», cette importante souche celtique reste largement sous-estimée.»

En 1987, déjà directeur du Musée national suisse, Andres Furger fait des recherches en Bourgogne, sur



Le trésor d'Erstfeld: quatre colliers et trois bracelets en or. Art des débuts de La Tène, vers 380 avant J.-C.

le champ de bataille de Bibracte qui, jusque-là, n'avait pas encore été localisé avec précision. En 1993, il reconstitue un «essedum», char de guerre rapide et léger. Et entre-temps, en 1991, il découvre le «trésor d'orfèvrerie d'Erstfeld», ce qui le réjouit tout particulièrement, lui originaire d'Erstfeld.

Mais rendons à César ce qui est à César : les sept colliers et bracelets en or avaient déjà été trouvés en 1962 par les conducteurs d'excavatrice Virgilio et Goffredo Ferrazza, lors de la construction d'un ouvrage de retenue contre les avalanches. Trente ans plus tard, Andres Furger relance toutefois le débat. Plus question d'un trésor que des marchands ambulants de l'Antiquité auraient déposé là sans jamais venir le rechercher. Les bijoux attestent bien plus un rite cultuel. A l'extrême sud de la voie navigable, des membres de l'aristocratie nord-alpine se seraient attiré par cette offrande les grâces d'une



Détail d'un collier: sirène, être double anthropomorphe

toute-puissante, qui figure sur les colliers et les bracelets est le «maître» ou plutôt la «maîtresse» des animaux. Et ces bijoux d'excellente facture ont été fabriqués vers 380 avant J.-C. dans un atelier des Préalpes suisses – et pas dans la région du Rhin moyen, où les tombes fastueuses des princes celtes ne manquent pas non plus d'impressionner.

Ce ne sont pas des barbares, ces Suisses, mais dès ce temps-là un peuple civilisé. Une découverte inestimable, le vrai trésor des Helvètes.

Andreas Schiendorfer



L'écrin culturel et historique de la Suisse sera bientôt agrandi.



« La plus belle région des Alpes mérite d'être préservée et de faire l'objet d'un tourisme doux. Les futures générations doivent aussi pouvoir profiter de ce site protégé », déclare Edith Nanzer, présidente de la commune de Naters et de la candidature de la région Jungfrau – Aletsch – Bietschhorn au Patrimoine mondial de l'UNESCO .



**Patrimoine mondial
Jungfrau – Aletsch –
Bietschhorn**

«Le trésor le plus précieux de la Suisse réside dans la diversité de ses beautés naturelles», s'exclame avec un sourire engageant Edith Nanzer, présidente de la commune de Naters. En disant cela, elle pense aussi à son Haut-Valais : «L'Aletsch, le plus long glacier de l'arc alpin, offre un tableau idyllique que l'on peut admirer de Belalp!»

Nous avons néanmoins voulu demander à la présidente valaisanne de la candidature de la région Jungfrau – Aletsch – Bietschhorn au Patrimoine mondial de l'UNESCO pourquoi le Bietschhorn, par exemple,

était censé figurer à partir de décembre sur la fameuse liste aux côtés du Parc national du Serengeti, des îles Galapagos, du Kilimandjaro ou du mont Everest.

Edith Nanzer nous explique qu'il s'agit moins de montagnes précises que de la

région tout entière. Celle-ci couvre environ 540 kilomètres carrés et inclut treize communes valaisannes et deux bernoises ; elle est aussi unique en son genre du point de vue scientifique. Et Edith Nanzer de citer les sautillantes puces des neiges, les

majestueux bouquetins ré-introduits en 1938, les petits champs de safran à Mund, le premier centre écologique de Suisse sur la Riederfurka, l'Observatoire du Sphinx au Jungfraujoch, sans oublier le train de la Jungfrau, véritable merveille de la technique datant de 1912.

C'est vrai, la région Jungfrau – Aletsch – Bietschhorn mérite tout autant de figurer sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO que le monastère de Saint-Gall, la vieille ville de Berne, le couvent bénédictin Saint-Jean, à Müstair (GR), ou les Tre Castelli de Bellinzona. On peut d'ailleurs en dire autant du Monte San Giorgio face à Lugano, dont les strates renferment vingt espèces de sauriens marins du Trias moyen et ont donc l'âge respectable de 240 millions d'années environ. Son inscription est attendue pour 2003.

Mais quel est le but vraiment recherché ? La région est déjà protégée, puisqu'elle figure dans l'Inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance



Un univers fascinant à découvrir : les buissons d'airelles.



Vue sur Riederalp, point de départ idéal pour des excursions pédestres dans la région d'Aletsch.



Œuvre sculptée par la nature. Au fond, le Fusshorn.

nationale (IFP). Cette inscription empêche par exemple la construction controversée d'une liaison de Riederalp à Belalp à travers le glacier. En fait, ne s'agit-il pas d'abord de relancer le tourisme, ce qui aurait pour effet de mettre en péril ce site naturel plutôt que de le protéger ?

« Jamais je ne pourrais soutenir cette candidature si elle devait porter atteinte à la nature. J'aurais alors vraiment mieux à faire, s'enflamme Edith Nanzer. Le label UNESCO est le nec plus ultra de la préservation des paysages et garantit une protection durable de portée universelle. C'est d'ailleurs aussi pourquoi l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage ainsi que Pro Natura apportent leur appui à notre candidature. »

Edith Nanzer n'est toutefois pas sans savoir que le tourisme, si important pour la région, a déjà connu des temps meilleurs. « Bien sûr, nous voulons profiter de la notoriété de la Jungfrau », explique notre Valaisanne engagée. Mais les responsables veulent procéder avec circonspection. La collaboration interrégionale ancrée dans la Charte de la Konkordiaplatz – là où se rejoignent plusieurs glaciers – montre le chemin à suivre. « Auparavant, la montagne séparait les Valaisans et les Bernois. Aujourd'hui, elle nous réunit. »

Andreas Schiendorfer

Découvrir la région d'Aletsch
Gagnez un week-end pour
quatre personnes à Belalp. Détails sur le bon de commande.

Il y a vingt-cinq ans, Pro Natura créait le premier centre écologique de Suisse dans l'historique Villa Cassel, sur la Riederfurka. Plus de 50000 visiteurs venant chaque année découvrir la forêt d'Aletsch y sont sensibilisés aux questions de protection de la nature en zone de montagne.





« Mon souci est de préserver le caractère personnel de la collection », explique Mariantonia Reinhart, conservatrice de la collection Oskar Reinhart « Am Römerholz » à Winterthour.

Collection Oskar Reinhart «Am Römerholz»

La villa «Am Römerholz» est blottie à l'orée d'une forêt avec, à ses pieds, la ville de Winterthour. L'industriel Oskar Reinhart, qui a vécu ici de 1924 à sa mort en 1965, a constitué l'une des plus importantes collections d'art privées du XX^e siècle. Après son décès, sa collection et sa villa sont devenues la possession de la Confédération.

«Cette collection représente l'un des plus grands trésors de la Suisse», explique, visiblement fière, la conservatrice Mariantonia Reinhart-Felice. Sont réunies ici 220 œuvres allant du Moyen Age à l'aube de l'avant-garde moderne, avec une prédominance de la peinture française du XIX^e siècle : Manet, Monet, Renoir, Cézanne.

Contrairement à son père Theodor, qui se passionnait pour l'art moderne, Oskar Reinhart fut un collectionneur conservateur. Il s'est plus particulièrement intéressé à l'art pictural. «Reinhart jugeait l'art à l'aune de l'impressionnisme. Ce courant esthétique né au début du XX^e siècle était déjà dépassé lorsqu'il posa la première pierre de sa collection dans les années 20», souligne l'historienne d'art. Une chance pour la postérité, car nombre de collections constituées sur le même modèle ont été dispersées durant la crise économique et la Seconde Guerre mondiale. Le marché de l'art regorgeait alors d'œuvres de tout premier plan.

Mariantonia Reinhart a été nommée conservatrice en 1996. Après avoir accompagné la transformation du musée, achevée en 1998, elle a introduit une nouvelle manière de présenter les œuvres. «J'ai décidé de disposer les tableaux selon le système d'accrochage de Reinhart, qui s'attachait non pas à l'ordre chronologique, mais aux rapports chromatiques et thématiques.» Et d'expliquer combien il lui importe de préserver le caractère personnel de la collection.

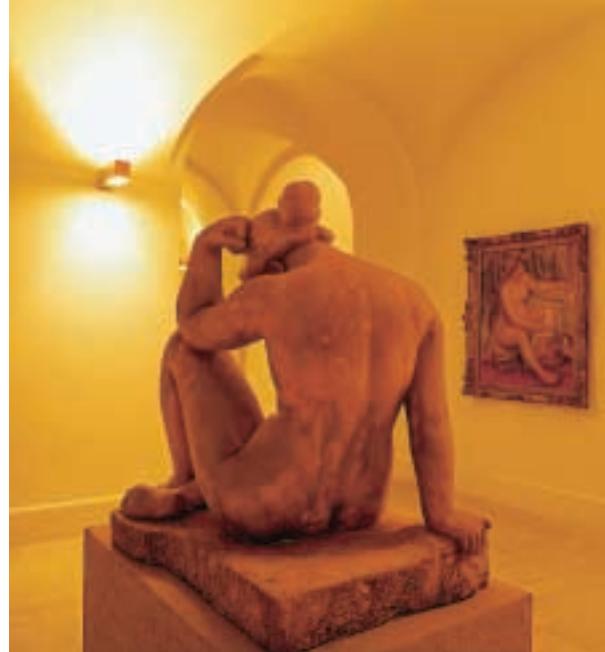
C'est ainsi qu'elle essaie de retrouver les plans d'accrochage initiaux à partir des écrits laissés par le donateur. Comme Oskar Reinhart collectionnait déjà pour le public de son vivant, lui ouvrant sa galerie tous les jeudis après-midi, les témoignages oraux des visiteurs d'alors lui sont aussi très précieux dans ce véritable travail de détective.

Depuis la réouverture, Mariantonia Reinhart concentre ses efforts sur l'élaboration du catalogue scienti-

fique de la collection, à paraître en 2002. Mais son plus grand défi résulte d'une disposition que Reinhart avait fixée en 1958 dans les conditions de son legs : les tableaux ne doivent pas être prêtés. «Si je pouvais, j'aimerais bien lui demander pourquoi et savoir si, aujourd'hui, il ne reviendrait pas sur sa décision.» Selon elle, une collection permanente est menacée d'un sommeil que seules des expositions peuvent venir rompre. Mais l'interdiction de

prêt a aussi des côtés positifs pour la conservatrice, car l'absence de certaines toiles, dans une collection aussi petite et raffinée, se remarquerait immédiatement, «comme lorsqu'il vous manque une dent». Une disposition, donc, qui entrave le travail de la conservatrice, mais qui le rend passionnant : «Cette restriction est aussi un défi, car il faut continuer à chercher en déployant des trésors d'imagination.»

Ruth Hafen



Aristide Maillol (1861–1944), «La Méditerranée», 1905.
Plâtre; acquis en 1931.



Paul Cézanne (1839–1906), «Nature morte aux fruits et à la cruche de faïence», vers 1900. Huile sur toile; acquise en 1925.



Oskar Reinhart ouvrait tous les jeudis les portes de sa villa pour permettre au public d'admirer ses trésors.

«Who wants to be a millionaire?», chantait Frank Sinatra en 1956 dans le film «High Society». Peut-être Grace Kelly, sa partenaire à l'écran, s'est-elle inspirée de cette chanson... Toujours est-il que la même année, elle épousait le Prince de Monaco.

«Who wants to be a millionaire?»

L'humanité compte aujourd'hui plus de gens fortunés que jamais dans son histoire. Voilà pourquoi le Bulletin a décidé d'aborder le thème de la richesse et de réfuter quelques idées fausses.

Christian Pfister, rédaction Bulletin

Idée fausse n° 1

«Le grand avantage de la richesse, c'est qu'elle nous dispense d'écouter les bons conseils»

Aristote Onassis

Les problèmes des clients de Joan Difuria, le commun des mortels s'en accommoderait volontiers : en 1997, cette psychologue américaine a fondé aux Etats-Unis le «Money, Meaning & Choices Institute» pour aider les gens qui ne savent pas comment gérer leur fortune. C'est ainsi que Joan Difuria, qui n'est pas avare de bons conseils, a fait fortune à son tour.

Le marché visé par Joan s'est surtout développé au moment de l'euphorie des dotcom, cette période où de jeunes esprits inventifs devenaient millionnaires du jour au lendemain. On comptait parfois une centaine de nouveaux riches par jour. Pour beaucoup d'entre eux, cette manne a constitué davantage un choc qu'une bénédiction. Selon Joan Difuria, ce choc entraîne une maladie, qui porte un nom : «Sudden Wealth Disease» – la maladie de la richesse subite. «De jeunes professionnels de 29 ans réalisaient tout à coup qu'ils n'étaient plus obligés de travailler pour assurer leur subsistance.» Un cruel dilemme, d'après la psychologue. «Ils ne s'attendaient pas à faire fortune et ne disposaient pas de l'expérience nécessaire pour faire face à cette situation.» Selon une conception antique, la richesse ap-

porte aussi des soucis : les pépinières de start-ups californiennes n'ont pas échappé à cette règle.

Souvent, l'argent est synonyme de liberté. Il faut savoir le gérer, et cela s'apprend. Beaucoup de nouveaux riches prennent de mauvaises décisions, car leur situation n'est pas simple. Ceux qui gagnent des fortunes à la loterie en savent quelque chose : en moyenne, ils ne mettent pas plus de cinq ans à dilapider leur fortune, et il n'y a rien d'étonnant à cela. Chez beaucoup de gens qui accèdent soudainement à la fortune, Joan Difuria observe un sentiment de culpabilité. «Un beau jour, ils réalisent qu'ils font partie de ces riches qui leur paraissaient jusqu'alors mauvais et cupides.»

On peut parler d'un sentiment de culpabilité des gagnants. C'est du moins la conception de l'Américaine Jessie H. O'Neill, thérapeute et auteur, qui regroupe les symptômes provoqués par la richesse sous le nom d'«affluenza». Pour cette «experte du malaise global», selon ses propres termes, l'affluenza constitue un trouble du rapport à l'argent et à la richesse, ainsi qu'au désir de richesse. Cette maladie entraînerait une polarisation des classes sociales et une «perte de l'équilibre économique et émo-

tionnel». Son cheval de bataille : «Nous ne guérirons jamais la pauvreté si nous ne traitons pas d'abord le problème de la richesse. En guérissant l'affluenza, nous pouvons rétablir des flux d'argent sains dans notre société.»

La richesse, une maladie qui se soigne

Parmi les symptômes de cette «maladie», citons la perte d'amour-propre, la baisse de productivité et de motivation, la dépression, la négligence de la vie intérieure ou l'incapacité à gérer ses frustrations. Avec son «Affluenza Project», accompagné de cours et de séminaires, Jessie H. O'Neill entend aider les gens à établir un nouveau rapport à l'argent et à la richesse. Car comme le disent eux-mêmes ses bons clients, «l'affluenza, ça se soigne». Pour la thérapeute américaine, un rapport sain à l'argent est absolument essentiel pour l'avenir : «Au cours des cinquante prochaines années, des milliards de dollars vont passer d'une génération à l'autre. Mon travail consiste à faire en sorte que ce transfert de fortunes colossales se fasse dans un climat émotionnel sain. J'aide les autres à comprendre les conséquences psychologiques de l'argent sur les hommes et les organisations.»

Idée fausse n° 2

«C'est être bien riche que de n'avoir rien à perdre»

Proverbe chinois

Nous vivons dans un monde où un cinquième des gens souffrent de la faim ; un quart de l'humanité n'a pas accès à des biens aussi élémentaires que l'eau potable ; un tiers des hommes vivent dans la plus grande pauvreté. «Il est impossible de bénéficier de la dignité humaine, de la liberté et de l'égalité lorsqu'on est privé de nourriture, de santé et de protection : dans la réalité, ces besoins sont indissociables des droits élémentaires de l'homme», écrivait Mary Robinson, haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, dans une lettre ouverte au magazine «The Economist»,

qui avait mis en doute dans ses colonnes le fait qu'on puisse considérer la pauvreté comme une violation des droits de l'homme. Dans son Livre blanc pour l'élimination de la pauvreté dans le monde, le gouvernement britannique écrivait l'année dernière : «Le plus grand défi moral pour notre génération est de faire en sorte que la mondialisation profite également aux pays pauvres.»

Quand il s'agit de trouver des solutions à la misère et de réduire le fossé entre riches et pauvres, il n'y a jamais de réponse toute faite. Certains critiquent la mondialisation, qui selon eux est la cause première de l'aggravation des écarts entre riches et pauvres. Cette opposition se cristallise surtout dans les initiatives anti-OMC (Organisation mondiale du commerce).

Dans le «Financial Times», les partisans de la mondialisation ripostent : «L'éradication de la pauvreté passe par la croissance durable et rapide du revenu par habitant dans les pays où la population vit dans la misère.» Or, cela n'est possible que si ces pays savent s'ouvrir au commerce mondial. Toujours selon le «Financial Times», le changement doit venir des pays pauvres eux-mêmes : «Le progrès peut difficilement s'accomplir dans les pays où les gouvernements sont incomptents et corrompus, où les citoyens ont une formation insuffisante et sont affaiblis par les maladies, où les guerres civiles font rage et où l'économie part à vau-l'eau.»

Garantir aux pays en développement l'accès aux marchés

Néanmoins, les pays riches ont aussi leur part de responsabilité. Un récent rapport de la Banque mondiale invite les pays industrialisés à ouvrir leurs marchés aux plus pauvres de la planète en supprimant les droits de douane et les quotas pour les produits des pays en développement. Cette demande est fondée : d'après les estimations de la Banque mondiale, les pays industrialisés dépensent un milliard de dollars par jour pour subventionner leur agriculture, soit environ six fois plus que l'aide au développement qu'ils accordent aux pays pauvres.

Selon les prévisions de l'OMC, la libéralisation du commerce mondial, si elle réussit, devrait entraîner une augmentation des revenus de 1,3 billion de dollars pour les pays industrialisés et de 1,5 billion pour les pays en développement dans les dix années à venir. Cependant, pour que ce scénario positif se réalise, il faut que les pays industrialisés fassent davantage de concessions, notamment dans l'agriculture et l'industrie textile, qui sont les principaux secteurs d'activité des pays en développement. A cet égard, le village mondial a encore du chemin à faire. Après la publication du rapport de la Banque mondiale en octobre dernier, le quotidien «Neue Zürcher Zeitung» commentait : «La Banque mondiale ne manque pas de sermonner les pays industrialisés pour leur comportement hypocrite.»

«Entre 1950 et 2000, le PIB par habitant de nombreux pays en développement a plus que quadruplé», écrivait récemment l'économiste Ralf Dahrendorf dans le «Neue Zürcher Zeitung». Parallèlement, les conditions de vie dans l'OCDE se sont consi-

dérablement améliorées. «Jamais encore une telle proportion de la population n'avait atteint un niveau de vie aussi élevé.» Même les classes moyennes des pays relativement pauvres jouissent aujourd'hui de conditions de vie qui auraient fait pâlir d'envie les plus riches des siècles passés.

Et pourtant: des millions de personnes continuent à fuir la misère, la guerre ou les persécutions politiques. Ces cohortes de déshérités ont fini par atteindre les métropoles les plus riches. La pauvreté n'est pas un phénomène que l'on peut tenir à distance.

Tôt ou tard, la communauté mondiale sera confrontée à ce que John F. Kennedy prédisait dans les années 60: «Si la société libre ne parvient pas à améliorer le sort de la majorité pauvre, elle ne pourra pas sauver la minorité riche.» Les inégalités croissantes entre riches et pauvres sont une bombe à retardement qu'il faut à tout prix désamorcer. Par conséquent, le sort de celui qui n'a rien est rarement enviable. Les pauvres ont également droit à la sécurité matérielle et au développement; ils ne ressentent pas leur misère comme une chance ni comme une richesse.

Idée fausse n° 3

«Qui veut être riche en un an, au bout de six mois est pendu»

Cervantès

Cette mise en garde ne semble effrayer personne de nos jours. La soif de richesse reste inextinguible. Certes, les critères de mesure ont évolué: dans les années 50, lorsque Frank Sinatra chantait «Who wants to be a millionaire», de Cole Porter, les millionnaires exerçaient encore une certaine fascination. Le texte assez ironique de la chanson de Porter reflète bien l'idée que se faisait à l'époque le consommateur moyen du train de vie des millionnaires: bains de champagne, yacht, maison de campagne avec piscine, voire piste d'atterrissement privée.

Un demi-siècle plus tard, le mot «millionnaire» a perdu de son éclat. Bien sûr, dans la langue de tous les jours, il continue à

désigner la richesse et fait toujours son effet; mais il ne correspond plus à un million bien concret en francs et centimes. De nos jours, en effet, un million ne suffit guère à s'offrir le jet privé ou la vaste propriété de ses rêves. Et les bains de champagne sont plutôt une question de goût que d'argent. La notion de «millionnaire» est apparue au XVIII^e siècle, après l'introduction du papier-monnaie en Europe. «Pendant plus de 200 ans, ce mot a désigné une très grande opulence, mais au XX^e siècle, après l'explosion de richesse aux Etats-Unis, son sens s'est déprécié», écrit le journaliste canadien James Langton.

Les milliardaires prennent la relève

Eh oui, «who wants to be a millionaire»? Le charme est tombé. A tel point que le grand magazine américain destiné aux super-riches a dû changer de titre: l'année dernière, «Millionaires» a été rebaptisé «Opulence». Les explications de l'éditeur du magazine, Robert White, furent laconiques: «Il y a aujourd'hui autant de milliardaires qu'il y avait de millionnaires voici trente ans. Nous pensons que ce nouveau titre reflète mieux le style de vie de nos lecteurs.»

www.credit-suisse.ch/bulletin
(en allemand)

Que gagnent les stars du sport, du cinéma et des affaires? Découvrez ces chiffres dans le Bulletin en ligne.

De nos jours, devenir millionnaire constitue tout au plus la première étape vers le nirvana financier. Peu de gens ressentent la croissance subite de la fortune comme un danger. Les jeunes Américains considèrent ce phénomène comme normal: 30% d'entre eux pensent pouvoir gagner leur premier million avant leur quarantième anniversaire, 5% avant leurs 30 ans. Seuls 25% estiment ne jamais pouvoir passer la barre du million. Les listes des plus grandes fortunes de la planète, établies chaque année par la presse économique, montrent clairement le caractère obsolète de la notion de millionnaire. Le magazine «Forbes», par exemple, publie un Top 200 des riches de ce monde : les millionnaires ont depuis longtemps disparu du palmarès. Même les

«petits» milliardaires ne parviennent plus à figurer au classement, dominé par Bill Gates. En Suisse, le magazine «Bilan» dresse chaque année une liste des plus grandes fortunes du pays. Dès la première année, en 1989, la barre a été placée très haut: il fallait posséder au moins 100 millions pour entrer au club. La liste regroupe aujourd'hui 300 noms. Les rédacteurs de «Bilan» ont noté une augmentation globale de ces fortunes de 172 milliards de francs en dix ans. Les 300 personnes de la liste ont certes perdu 30 milliards de francs l'an passé, mais leur fortune s'élève encore à 390 milliards de francs. Chaque année, la liste s'allonge de dizaines de nouveaux noms. Alors, riche ou pendu dans l'année ?

Idée fausse n° 4

«Le Seigneur accorde aux ânes la richesse, car il ne leur a rien donné d'autre»

Martin Luther

Aujourd'hui, 7,2 millions de personnes au monde ont une fortune supérieure à un million de dollars. En 1997, elles n'étaient que 5,2 millions. Cette prolifération de riches réjouit bien entendu l'industrie de la finance. En Europe, la clientèle de gens possédant entre 45 000 et 500 000 dollars est estimée à 24 millions. Les «High Networth Individuals», c'est-à-dire des particuliers possédant 30 millions de dollars ou plus, étaient 57 000 l'an passé, soit 3% de plus que l'année précédente. Un tiers des millionnaires vivent aux Etats-Unis ou au Canada et se répartissent sur plusieurs classes d'âge: environ un tiers des millionnaires américains ont plus de 65 ans, 30% ont entre 55 et 64 ans, et 32% sont des «baby boomers» de 37 à 55 ans.

Au Proche-Orient, les millions se multiplient plus vite

Les millionnaires du monde détiennent ensemble une fortune de 27 000 milliards de dollars, qui affichait une croissance de 6% pour la seule année 2000. Depuis 1986, la fortune globale

des millionnaires en dollars a augmenté de 375%, et ceux-ci contrôlent un tiers du capital mondial. Le «World Wealth Report» (Rapport sur la richesse du monde) prévoit une croissance de 8% dans les cinq années à venir, portant la fortune des millionnaires à 39 700 milliards de dollars. L'an dernier, c'est au Proche-Orient que la croissance a été la plus forte: les 220 000 millionnaires de la région ont vu leurs avoirs progresser de 18%.

La fortune ne vient pas en dormant, et rien n'indique qu'elle est l'apanage des ânes. La majorité des riches de la planète ont bâti leur fortune eux-mêmes: 89% des personnes possédant entre 5 et 30 millions de dollars ont gagné leur argent, du moins en partie, par leurs compétences professionnelles ou entrepreneuriales. En Amérique, par exemple, pas plus de 10% des millionnaires actuels ont hérité de leur fortune. Dans ce pays aux possibilités illimitées, seuls 6% doivent leur prospérité à l'euphorie des dotcom.

Idée fausse n° 5

«Dans la richesse, le cœur durcit plus vite qu'un œuf dans l'eau bouillante»

Ludwig Börne

Une fois de plus, ce sont les Américains qui donnent le ton. En 2000, ils ont dépensé 203 milliards de dollars à des fins philanthropiques telles que l'art ou l'éducation, mais aussi pour des formations politiques. Leurs contributions représentent environ 2% du PIB américain. Les autres pays sont loin derrière. Ces dons énormes témoignent d'un changement parmi les Américains fortunés. «De plus en plus de gens devenus riches en Amérique veulent faire travailler leur fortune pour le bien de la communauté», écrit «The Economist».

Bill Gates distribue des milliards

L'exemple le plus célèbre est celui de Bill Gates. Le patron de Microsoft a créé avec son épouse la «Fondation Bill et Melinda Gates» et y a versé 21 milliards de dollars. Personne avant lui n'avait fait don d'une telle fortune. «Je savais que j'avais eu de la chance, la chance d'avoir profité de circonstances favorables, d'être né au bon endroit, au bon moment; je voulais en faire profiter d'autres», explique Bill Gates. Une grande partie de sa fortune est investie dans la recherche médicale, principalement au profit des pays pauvres.

La philanthropie est une tradition aux Etats-Unis. Déjà au siècle dernier, des familles telles que Rockefeller ou Carnegie attribuaient des fortunes à des bibliothèques, musées, universités et orchestres. Les spécialistes pensent que les contributions privées à des œuvres sociales, artistiques ou éducatives vont augmenter dans les années à venir, aux Etats-Unis comme ailleurs. L'institution sociale de bienfaisance de Boston prévoit par exemple qu'au moins 42 000 milliards de dollars passeront d'une génération à l'autre d'ici à 2050; 6 billions bénéficieront à des œuvres caritatives. Ces donateurs semblent partager l'avis d'Andrew Carnegie, l'un des Américains les plus

riches de son temps, qui disait il y a maintenant un siècle : «Ce n'est pas honteux d'être riche, mais c'est honteux de mourir riche.»

Les motivations de ces dons sont multiples, allant des avantages fiscaux à la simple vanité. Interrogés dans des enquêtes, les donateurs évoquent le plus souvent leur forte identification avec une œuvre, ou un attachement personnel à une cause ou à une organisation. La perspective d'avantages fiscaux ne vient qu'en troisième position dans leurs motivations.

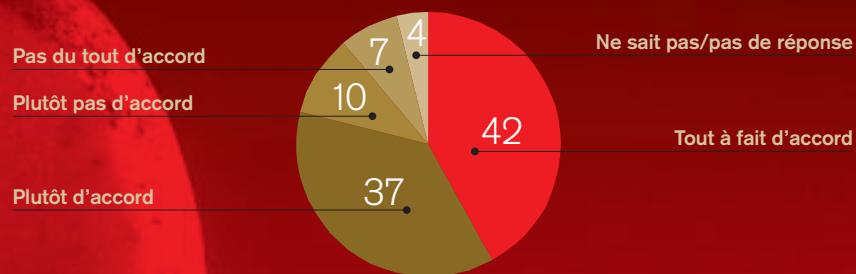
C'est encore une autre raison qui a inspiré Klaus J. Jacobs. Cet entrepreneur a fait don de 1,4 milliard de francs à la fondation d'utilité publique portant son nom : à 65 ans, il voulait s'assurer que son entreprise, Jacobs SA, ne serait pas morcelée. Aussi promit-il à ses enfants une somme fixe à leur majorité. L'entreprise devenait quant à elle la propriété de la fondation. Jacobs associait ainsi engagement social et calcul commercial. Comme beaucoup de riches, il semble avoir intégré ce proverbe de la sagesse orientale : donner, profiter et perdre sont les trois voies de la fortune ; qui ignore les deux premières peut être assuré de la troisième.

CHERS LECTEURS, VOTRE AVIS NOUS INTÉRESSE
Connaissez-vous d'autres idées fausses sur le thème de la richesse ? Faites-les-nous parvenir par courrier ou par e-mail (christian.pfister@csfs.com). Nous publierons la contribution la plus originale dans le prochain numéro du Bulletin.

Oui au revenu minimum garanti

79% des personnes interrogées sont catégoriques : pour combattre la pauvreté, il faut introduire un salaire minimum légal garantissant un niveau de vie décent.

En % des personnes interrogées

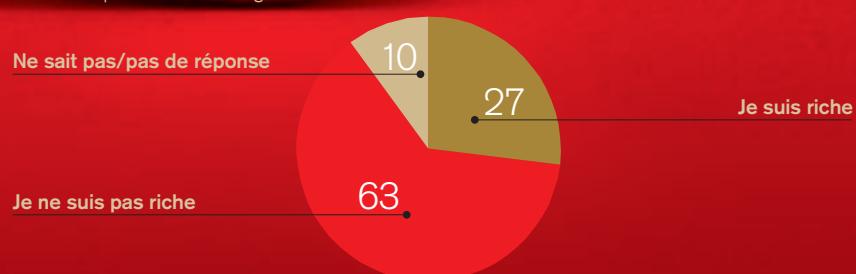


Les Suisses favorables à

Un peuple bien modeste

«Etes-vous riche ?» Etrangement, 63% des Suisses répondent par «non» à cette question.

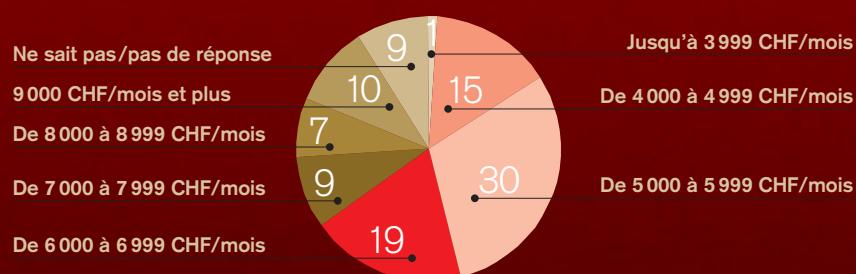
En % des personnes interrogées



Des avis partagés sur la pauvreté

«D'après vous, à combien doit s'élever au minimum le revenu mensuel net d'un ménage pour que la famille (parents, deux enfants) ne vive pas dans la pauvreté ?» Les réponses sont partagées, mais beaucoup fixent le seuil de pauvreté assez haut.

En % des personnes interrogées



Le monde est-il régi par l'argent ? La richesse altère-t-elle la personnalité ? Pour une majorité de Suisses, la réponse est clairement «oui». Ils sont tout aussi nombreux à penser que le fossé se creuse entre pauvres et riches. La solution ? Un salaire minimum pour les «working poor». Voici en exclusivité les résultats d'une enquête sur le thème de la richesse.

Christian Pfister, rédaction Bulletin

un salaire minimum

Cela commence comme un conte de fées : «Imaginez que vous puissiez faire trois vœux. Quels seraient-ils ?» Le trio gagnant : la jeunesse (37% des réponses) et la richesse (30%) arrivent largement en tête, suivis par la beauté (7%).

Voilà l'un des résultats de l'enquête représentative réalisée l'automne dernier par le Bulletin, en collaboration avec l'Institut de recherches GfS. La rédaction du Bulletin a en effet voulu savoir comment les Suisses abordent les multiples aspects de la richesse. Un sujet d'autant plus intéressant que la Suisse compte parmi les pays les plus riches du monde.

«Je ne suis pas riche»

La majorité des Suisses (83%) savent bien que leur pays est riche. Cette opinion est plus largement répandue à gauche, parmi les personnes bénéficiant d'un bon niveau de formation et chez les 60–69 ans. Mais lorsque l'on passe du général au particulier, le résultat est bien différent : ils ne sont plus que 27% à s'estimer riches, contre 63% qui déclarent : «Je ne suis pas riche.»

Modestie ou excès d'humilité zwinglien ? Peu importe. Les Suisses estiment tout de même à 62% avoir suffisamment d'argent

pour vivre. Et ils n'oublient pas que ce n'est pas le cas de tout le monde dans notre pays. Pour 80% des personnes interrogées, la Suisse compte de nombreux travailleurs pauvres, ou «working poor», c'est-à-dire des hommes et des femmes qui, malgré un emploi à plein temps, vivent en dessous du seuil de pauvreté. En réalité, les travailleurs pauvres de ce pays représentent environ 7,5% des actifs de 20 à 59 ans, soit approximativement 250 000 personnes dont le revenu fait vivre 535 000 personnes. De l'avis de 79% de la population, le problème de la pauvreté appelle comme solution l'introduction d'un salaire minimum légal. 64% seraient en outre favorables à une augmentation des prestations de l'aide sociale. Et 84% rejettent l'idée selon laquelle les personnes pauvres seraient responsables de la situation où elles se trouvent.

Effectivement, les principaux responsables de la précarité sont, aux yeux des sondés, la situation économique (42%), le «contexte actuel où règne la loi du plus fort» (25%) et «le fait que les gens ne s'entraident plus» (21%). Mais la solidarité a ses limites. 54% ne souhaitent pas voir la Suisse augmenter son aide au développement à l'étranger; 23% vou-

draient même réduire ce soutien financier. Parallèlement, et ceci explique peut-être cela, ils sont 72% à répondre non à la question : «Pensez-vous que la Suisse se porte bien parce que les autres pays vont mal ?»

Le fossé se creuse

La grande majorité de la population approuve la thèse selon laquelle les riches sont de plus en plus riches, et les pauvres de plus en plus pauvres. 94% pensent que c'est le cas en Suisse, et 95% que cela vaut pour l'étranger. Les Suisses expriment ainsi une crainte dont les adversaires de la mondialisation ont fait leur cheval de bataille : celle de voir le fossé se creuser de plus en plus entre les riches et les pauvres.

Pour ses habitants, l'opulente Helvétie n'est pas sur la pente ascendante. A la question concernant la richesse de leur pays dans cinq ans, 55% des sondés répondent que celui-ci sera aussi riche et 29% qu'il sera moins riche. Seuls 7% pensent qu'il sera plus riche. L'enquête du Bulletin révèle également que l'idée selon laquelle tout va trop bien pour les Suisses ne fait pas l'unanimité : 44% seulement sont d'accord, 52% ne partagent pas cette opinion.

La Suisse est un pays riche

Il n'y a pas que les étrangers pour penser que la Suisse est un pays riche: 83% des Suisses interrogés sont du même avis.

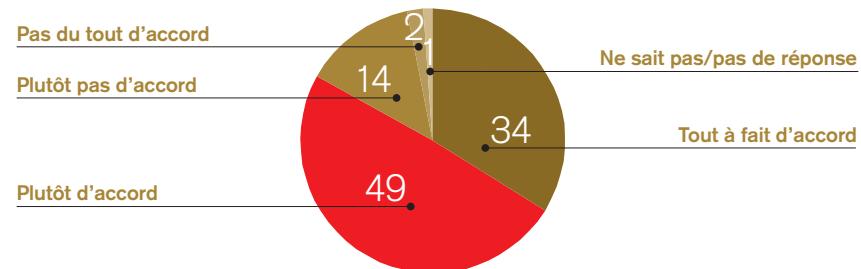
«Quelle fortune faut-il posséder pour être riche?» Là encore, les avis divergent. La majorité des personnes interrogées fixent toutefois la barre assez haut, puisqu'elles estiment qu'il faut se trouver à la tête de plus d'un million de francs suisses pour pouvoir se considérer comme quelqu'un de riche. Sur le plan des revenus aussi, les opinions sont très partagées. Les ménages disposant d'un revenu mensuel de plus de 9 000 francs se qualifient majoritairement de riches.

Le seuil de pauvreté à 2 100 francs

Et à l'autre extrémité du spectre? «Les gens ont souvent une vision déformée de ce qu'est la pauvreté», explique la sociologue Petra Leuenberger, responsable de l'enquête du Bulletin chez GfS. La question posée était la suivante: «A combien doit s'élever au minimum le revenu mensuel net d'un ménage pour que la famille (parents, deux enfants) ne vive pas dans la pauvreté?» Selon la Conférence suisse des institutions d'action sociale, le seuil de pauvreté se situe à 2 100 francs pour une personne seule et à 4 000 francs pour une famille avec deux enfants. L'enquête du Bulletin a révélé une tout autre estimation: si 15% des gens fixent en effet le seuil entre 4 000 et 5 000 francs, la majorité le situe entre 5 000 et 6 000 francs.

Mais, comme tout le monde sait, il est bien d'autres richesses que celle de l'argent. Même si les Suisses ont tendance à évaluer la richesse quantitativement, celle-ci ne se borne pas pour eux à la possession de quelques lingots d'or. L'enquête montre en effet que la véritable richesse est un savant mélange de bonheur, d'argent, de réalisation personnelle et de vie sociale. Pour preuve, 92% des personnes interrogées déclarent que l'argent seul ne fait pas le bonheur. Sur une échelle de 0 (pauvre) à 10 (riche), plusieurs valeurs immatérielles viennent ainsi concurrencer la richesse matérielle: être en bonne santé (note moyenne 9,2), être millionnaire (7,9), exercer un métier intéressant (7,7), gagner 100 000 francs net

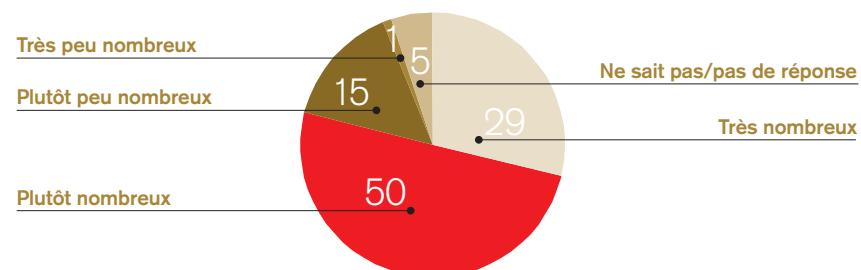
En % des personnes interrogées



Les «working poor» sont une réalité

Au centre de nombreux débats sur la précarité, les travailleurs pauvres ou «working poor» sont des personnes qui exercent une activité rémunérée mais ne gagnent pas suffisamment pour vivre. La majorité des Suisses estiment qu'ils sont nombreux.

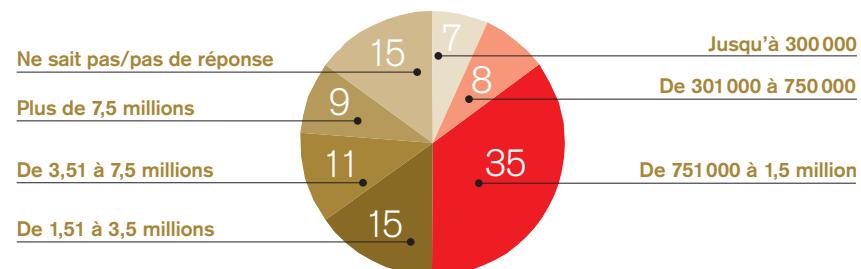
En % des personnes interrogées



La richesse commence à un million

Pour la majorité des sondés, il faut être à la tête d'une fortune d'au moins un million de francs pour être qualifié de riche.

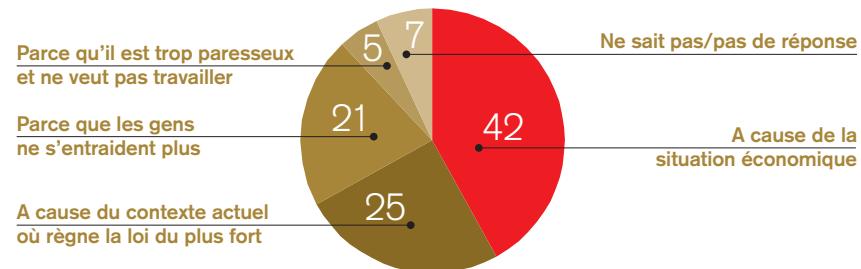
En % des personnes interrogées



Les pauvres ne sont pas des tire-au-flanc

Aux yeux d'une majorité, la paresse n'est pas à l'origine de la précarité. Cette dernière est la conséquence du contexte économique général pour 42% des personnes interrogées.

En % des personnes interrogées



L'argent ne fait pas le bonheur

C'est ce qui ressort des réponses aux questions sur les thèmes de la pauvreté et de la richesse.

En % des personnes interrogées



Tout à fait d'accord
Plutôt d'accord

Ne sait pas/pas de réponse
Plutôt pas d'accord

Pas du tout d'accord

La richesse, c'est...

L'argent seul ne fait pas de vous un homme riche. Sur une échelle de 0 à 10, avoir un métier intéressant semble plus important, par exemple, que d'être propriétaire de sa maison.



Valeurs moyennes

Les gros salaires ne sont pas mérités

Les revenus exorbitants des grandes stars de l'économie et du sport ne sont pas justifiés, selon la plupart des personnes interrogées.

En % des personnes interrogées



Dirigeants Footballeurs

ou avoir un ou plusieurs enfants (7,2). Enfin, être propriétaire de sa maison semble un tout petit peu moins important (6,7) qu'avoir un large cercle d'amis (6,8).

L'argent nuit à l'éducation

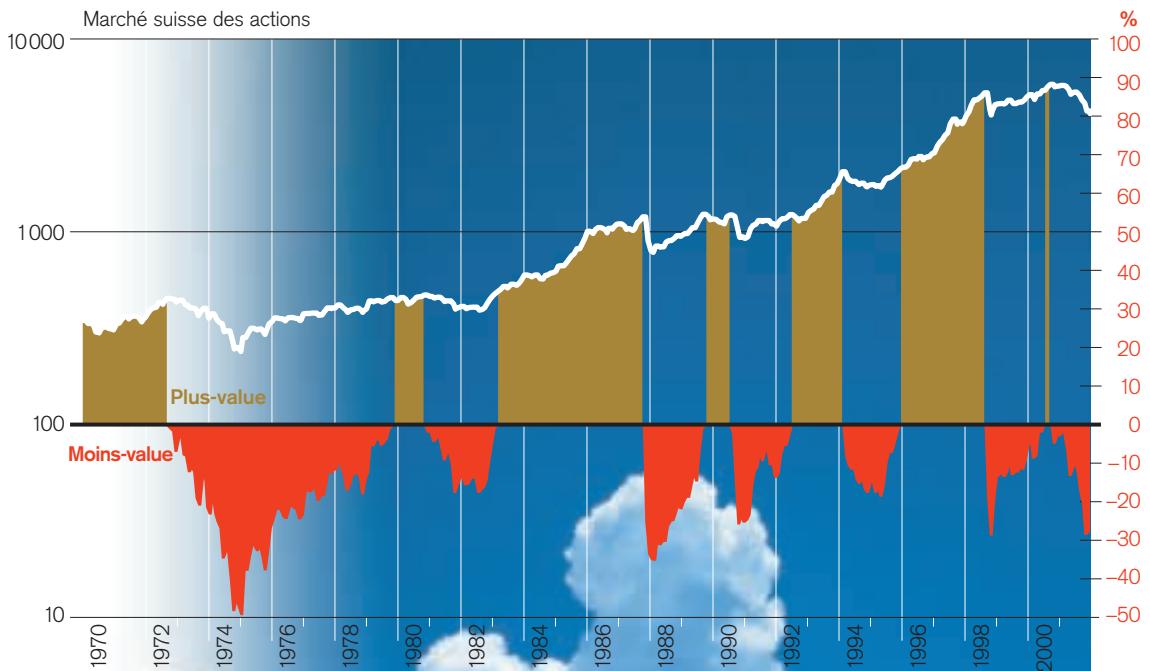
Pourtant, les Suisses ne se font pas tellement d'illusions : 93% pensent en effet que c'est l'argent qui régit le monde. Et ils sont encore 61% à affirmer que la richesse altère la personnalité. Ce n'est donc pas étonnant si une majorité (72%) considère que plus la société se porte bien, plus il est difficile d'inculquer à ses enfants des valeurs telles que la modestie ou le sens du travail.

Pourtant, la proposition de collecter l'argent des successions pour le redistribuer ensuite équitablement entre tous les citoyens ne trouve aucun écho auprès de 73% des Suisses. Les avis sont tout aussi unanimes sur la question suivante : «Les grands patrons d'entreprise et les grands footballeurs sont-ils rémunérés à la hauteur de leurs performances ?» Qu'il s'agisse des stars du ballon rond ou de l'économie, le verdict des personnes interrogées est sans appel, et ce toutes classes d'âge et toutes tendances politiques confondues : 74% estiment que les revenus des grands dirigeants ne sont pas justifiés par les performances de ces derniers, et 79% trouvent que les footballeurs gagnent trop d'argent.

Pour conclure, l'enquête du Bulletin révèle tout de même un certain consensus : sur les questions d'argent, les Suisses se montrent peu enclins à croire aux contes de fées, hormis leur désir de jeunesse éternelle. Réalistes, ils savent faire la part des choses. Et ils n'oublient pas les laissés-pour-compte de notre société.

www.credit-suisse.ch/bulletin
(en allemand)

Retrouvez tous les résultats de l'enquête,
les analyses de l'Institut GfS et les
graphiques dans le Bulletin Online.



Sur la durée, les gains compensent les pertes

Le marché suisse des actions a enregistré sept mouvements de repli de plus de 15% depuis 1970. Pendant la même période, il a progressé en moyenne de 8% par an.

Source: Credit Suisse Economic Research & Consulting

Après la pluie, le beau temps

Nombreux sont ceux qui cherchent à s'enrichir rapidement en boursicotant, au risque d'être désarçonnés par un krach. Les investisseurs qui se montrent très patients s'en sortent le mieux. **Karsten Döhnert et Sandro Majhensek, Economic Research & Consulting**

Beaucoup d'investisseurs ont bâti une fortune sur les marchés d'actions pendant l'âge d'or des années 90. Mais qu'est-il advenu de ceux qui n'ont pas su se désengager à temps ou sont arrivés trop tard sur le marché? Même pour eux, tout n'est pas perdu. Car la Bourse suisse s'est relevée de chacun des krachs de ces trente dernières années. Et la hausse enregistrée par les cours sur cette période est substantielle en dépit de multiples turbulences.

Après avoir culminé en août 2000 au plus haut niveau jamais atteint, la Bourse suisse a abandonné par moments jusqu'à 30%. Seuls deux krachs avaient été plus sévères depuis 1970. La cote se situe actuellement à son niveau d'il y a trois ans, et nombre d'investisseurs ont subi des pertes douloureuses. Bien que l'indice recule rarement aussi massivement, l'histoire montre que de tels effondrements se produisent occasionnellement.

En moyenne, le marché suisse des actions a progressé néanmoins de 8,2% par an depuis 1970. Pour un capital investi de 100 francs, le montant final s'élevait donc à près de 1 200 francs à fin septembre 2001. Or, pendant la même période, la cote helvétique s'est repliée à sept reprises de plus de 15% (voir graphique). Le krach de loin le plus important commença en septembre 1972. Les titres suisses composant l'indice ont alors per-

du près de 50% de leur valeur en 29 mois. A quatre autres reprises, l'indice s'est contracté de plus de 25%, et deux krachs se sont même produits pendant les années 90.

Les effondrements de cours permettent de mesurer l'amplitude des krachs, mais aussi leur durée ainsi que celle de la période de rétablissement. En Suisse, la Bourse a mis en moyenne 22 mois pour dépasser son précédent sommet. La marge de fluctuation est toutefois très large : s'il a fallu 57 mois pour gommer les pertes après le krach le plus sévère, au début des années 70, sept mois ont suffi en 1982 et en 1995. La durée du rebond dépend surtout de l'ampleur du reflux des cours. Rien d'étonnant donc que ce soit après le krach majeur du début des années 70 que la cote a mis le plus de temps à se relever.

Cependant, la durée du redressement peut varier pour des replis de même ampleur. Les krachs sont généralement compensés avec une rapidité inégale. En Suisse, il a fallu en moyenne 0,7 mois pour récupérer chaque point de pourcentage perdu lors d'un krach. En admettant que la Bourse suisse ait atteint fin septembre 2001 le creux de la vague et qu'elle mette à l'avenir la même durée que par le passé pour rebondir, il lui faudra environ 19 mois pour se retrouver au point culminant d'août 2000.

La Bourse suisse fait très bonne figure par comparaison avec ses huit principales concurrentes : la chute moyenne des cours y a été moins sensible, et le rétablissement a été également plus rapide



Karsten Döhnert, Economic Research & Consulting

«Une stratégie de diversification permet de limiter les pertes en cas de krach boursier»

que sur la moyenne des autres marchés. Néanmoins, investir la totalité de son argent sur le seul marché suisse des actions n'aurait pas constitué une solution optimale. Il aurait été possible d'atténuer encore l'impact des krachs en adoptant une stratégie basée sur la diversification. Lorsque le capital est réparti sur plusieurs pays, les fluctuations de cours s'équilibrent jusqu'à un certain point. Le risque lié au portefeuille est inférieur au risque inhérent aux différents marchés. D'une manière générale, cette stratégie aurait permis de limiter les pertes lors d'un krach.

Respecter certaines règles

A court et moyen terme, les fluctuations de cours des actions peuvent prendre des proportions considérables. Les investisseurs en actions feront donc bien de respecter quelques règles élémentaires dans leurs décisions de placement. Parfois, les phases de repli ou de surplace de la cote sont assez longues. D'où l'importance de n'investir en actions que

l'argent dont on peut se passer pendant une période prolongée. Cela permet de mieux supporter les baisses passagères des cours.

Par ailleurs, il importe de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier lorsqu'on épargne en actions. En répartissant largement le capital sur plusieurs pays et secteurs, il est possible de réduire le risque en cas de baisse des cours. Cependant, même les portefeuilles bien diversifiés connaissent parfois des temps difficiles. Au plus profond de la crise du début des années 70, par exemple, l'investisseur aurait dû patienter plus de six ans avant de se retrouver au sommet précédent. Afin d'éviter de placer la totalité de son capital en Bourse à un moment défavorable, par exemple juste avant un krach, l'investisseur peut investir son argent par étapes, sur une période prolongée.

Cependant, le risque relativement élevé inhérent aux actions est récompensé par un rendement à l'avantage. Les marchés d'actions ont réalisé une excellente performance sur les trente dernières années. Aucun autre placement n'a généré un rendement aussi élevé que les actions, loin s'en faut. Le krach actuel n'est donc pas une raison pour bouder les actions.



Sandro Majhensek, Economic Research & Consulting

«L'investisseur ne doit investir en actions que l'argent dont il peut se passer pendant une période prolongée»

Karsten Döhnert, téléphone 01 334 61 00
karsten.doehnert@credit-suisse.ch

Informations :

www.credit-suisse.ch/fr/economic_research/issues/spotlight/index.html

A portrait of a middle-aged man with dark hair and a mustache, wearing a dark suit, light blue shirt, and patterned tie. He is smiling slightly. The background is a large, multi-story building with classical architectural details like columns and decorative stonework. The scene is outdoors, with some greenery visible at the bottom right.

Au service
des familles riches

Après la guerre, les entreprises familiales ont posé les bases de notre prospérité actuelle. Aujourd'hui, le changement de génération ne se fait pas sans difficultés. Les entreprises sont vendues ou entrent en Bourse. Des familles se retrouvent à la tête de grosses fortunes sans y être préparées et cherchent donc de l'aide. **Daniel Huber, rédaction Bulletin**

Près de la moitié des 500 premières entreprises américaines sont totalement ou partiellement contrôlées par des familles. Selon une estimation de la société de conseil américaine Lansberg Gersick, les entreprises familiales américaines ont amassé au cours des cinquante dernières années une fortune de 10 000 milliards de dollars. Dans la liste des Suisses les plus riches, ce sont également les propriétaires ou grands actionnaires de groupes familiaux qui dominent.

Depuis quelques années, les entreprises familiales connaissent bien des bouleversements. Leurs fondateurs atteignent l'âge de la retraite et se retirent des affaires. Faute d'un successeur capable ou désireux de reprendre le flambeau, ces entreprises sont souvent mises en vente. Par ailleurs, beaucoup d'entreprises familiales ont fait des débuts prometteurs en Bourse ou ont reçu de généreuses offres de rachat de multinationales avides d'expansion.

De nombreuses familles se retrouvent ainsi dans une situation nouvelle et inhabituelle. Alors que tous les bénéfices étaient réinvestis auparavant dans l'entreprise, il s'agit à présent de gérer au mieux une fortune toute neuve. «Les clients arrivent toujours avec des préoccupations très concrètes, déclare Babak Dastmaltschi, Managing Director du Credit Suisse Family Office, qu'il s'agisse de la vente d'une entreprise familiale, d'une acquisition ou d'une consolidation, d'une succession ou d'un changement de résidence.» Contrairement, par exemple, aux conseillers d'une banque privée, les collaborateurs du «family office» ne sont pas directement chargés de la gestion de fortune, mais ont plutôt un rôle de conseil sur les aspects stratégiques

de planification patrimoniale et de gestion des risques, ou encore pour l'optimisation des structures familiales, juridiques et fiscales.

«Aujourd'hui, la gestion des clients fortunés doit être beaucoup plus active et polyvalente qu'il y a dix ans, affirme Babak Dastmaltschi. Un service de qualité ne se résume pas à la limousine à l'aéroport, au dîner gastronomique ou aux chocolats dans la chambre d'hôtel. Notre tâche consiste à comprendre les besoins spécifiques du client pour lui proposer des solutions sur mesure.»

Il existe trois types de «family offices»: d'abord ceux qui sont directement associés à la famille, puis les unités d'affaires spécialisées d'établissements financiers, et enfin ceux qu'on appelle les indépendants. «Ces conseillers indépendants disposent de ressources limitées et s'en tiennent généralement aux affaires qu'ils connaissent le mieux», explique Babak Dastmaltschi. D'autre part, les hommes de confiance de la famille, qui la conseillent depuis toujours, ne maîtrisent pas obligatoirement tous les outils modernes de gestion de fortune. C'est dans un souci de neutralité et d'ouverture que le «family office» du Credit Suisse Group a été intégré à la société affiliée Credit Suisse Trust.

La gestion des très grandes fortunes familiales peut accaparer des légions de conseillers. Babak Dastmaltschi connaît par exemple une famille riche qui emploie à elle seule un «family office» de 200 collaborateurs. Parmi ceux-ci, 20 sont exclusivement chargés des aspects financiers relatifs aux chevaux de la propriété familiale, et 15 autres s'occupent uniquement des vins.

Selon Dastmaltschi, la véritable fortune commence quand la gestion du patrimoine requiert une activité à plein temps, ce qui implique une dépendance vis-à-vis de l'extérieur et souvent, pour les intéressés, une incertitude nouvelle. Cela vaut non seulement pour les héritiers des entreprises familiales, mais également pour les «nouveaux riches». «Aux yeux de ces derniers, bien souvent, la fortune ne constitue dans un premier temps qu'un aspect secondaire, déclare Babak Dastmaltschi. La

«Aujourd'hui, la gestion des clients fortunés doit être beaucoup plus active et polyvalente qu'il y a dix ans», affirme Babak Dastmaltschi, Managing Director du Credit Suisse Family Office.

plupart d'entre eux sont guidés par une passion, une idée visionnaire, et l'argent s'accumule sans qu'ils en aient vraiment conscience. Un beau jour, ils atteignent leur objectif et réalisent qu'ils sont beaucoup plus riches qu'ils ne l'imaginaient.»

La multiplication des «success stories» d'entreprises souvent peu préparées en termes de gestion d'actifs a incité Ian Partridge (voir entretien) à créer, il y a trois ans, la société de conseil indépendante Loedstar. Cette société propose aux particuliers fortunés des formations pratiques pour leur apprendre à gérer leur richesse. «Dans ce contexte, explique Ian Partridge, il est important que les participants s'interrogent sur ce qu'ils veulent faire de leur patrimoine.» Une première réponse vient tout de suite à l'esprit : il faut préserver cette fortune et, si possible, la faire fructifier.

Cependant, pour Ian Partridge, cette réponse est insuffisante. Certaines entreprises familiales préfèrent investir dans des placements très liquides, au détriment des obligations à terme fixe, pour pouvoir saisir les opportunités se présentant sur le marché. D'autres familles riches, comme celles de Bill Gates ou de Warren Buffet, voient leur immense richesse plutôt comme un danger et ne souhaitent transmettre qu'une partie de ce patrimoine à leurs enfants. La majorité de la fortune est alors léguée à des fondations. Ces deux exemples extrêmes exigent de la part des gestionnaires de fortune des stratégies de placement complètement différentes.

Bien qu'une étude menée par la Northwestern University aux Etats-Unis montre que seul un tiers des entreprises familiales passe à la deuxième génération, et seulement 10% à la troisième, Dastmaltschi rejette l'image du riche héritier oisif et dépourvu de tout sens des affaires. «Pour moi, le fait de gâter les enfants n'a rien à voir avec la richesse. En Chine, par exemple, avec le phénomène de l'enfant unique, les garçons sont souvent adulés, y compris dans les familles pauvres.» A l'opposé, des gens comme Bill Gates ou Jeff Turner, le fondateur de CNN, sont issus de familles très aisées, ce qui ne les a pas empêchés de bâtir un empire avec une volonté de fer et un engagement à toute épreuve.

Ces derniers temps, les héritiers de grands groupes familiaux semblent prendre à nouveau leurs responsabilités au sérieux. William Clay Ford, l'arrière-petit-fils de Henry Ford, a ainsi remercié Jacques Nasser en octobre dernier pour prendre lui-même les rênes du géant automobile en crise, détenu à 40% par la famille Ford.

Walter Hewlett, le fils d'un des fondateurs de Hewlett-Packard (HP), a lui aussi voulu renouer avec la tradition de l'entreprise et a officiellement déclaré son opposition à la fusion avec Compaq, annoncée en juillet. Les actionnaires ont maintenant quelques mois pour décider de l'avenir de l'entreprise. En tant qu'administrateur, toutefois, Walter Hewlett aurait pu plus facilement s'opposer au projet s'il avait été présent à la séance décisive du conseil d'administration. Or, selon l'agence d'information en ligne CNET, il était ce jour-là en meilleure compagnie : il jouait avec le «Bohemian Club Symphony Orchestra».



«Etre riche n'est pas toujours facile»

Gérer intelligemment sa fortune, cela s'apprend. La société Loedstar organise des formations pour les riches héritiers et les entrepreneurs talentueux.

**Entretien avec Ian Partridge,
fondateur et président de Loedstar SA**

DANIEL HUBER Qui sont les participants à votre programme Young Investors ?

IAN PARTRIDGE Au départ, nous attendions surtout des jeunes de familles fortunées, de 18 à 23 ans. Mais nous avons bientôt accueilli des personnes plus âgées, de 50 ans et plus, qui se considéraient malgré tout comme de jeunes investisseurs. L'âge moyen des participants est de 35 ans.

D.H. Les motivations des participants sont donc très variées.

I.P. Effectivement. Les jeunes gens sont généralement envoyés par leur famille, alors que les plus âgés viennent pour répondre à un besoin propre.

D.H. Et quel est ce besoin ?

I.P. On pourrait dire qu'il s'agit d'un désagréable sentiment d'exclusion. Généralement, ces gens riches ne prennent pas directement part à la gestion de leur fortune et se sentent mis à l'écart. Non pas qu'ils s'estiment évincés ou trompés : simplement, ils n'y comprennent rien, ne peuvent intervenir, et cela les dérange.

D.H. Comment est-ce possible ? Les enfants des familles riches étudient généralement dans les meilleures écoles.

I.P. C'est vrai. Beaucoup de nos participants ont un MBA en poche. Ils possèdent en général toutes les connaissances théoriques requises. Cependant, contrairement à un cursus d'économie, nos cours sont très axés sur la pratique. Nous abordons des sujets tels que les relations avec le conseiller financier attitré de la famille, le choix d'un banquier privé ou les problèmes avec les frères et sœurs dans la gestion des affaires.

D.H. Vous parlez des relations avec le conseiller attitré de la famille. Quel est le problème ?

I.P. Comme avec un médecin, les jeunes gens inexpérimentés se sentent souvent peu sûrs d'eux avec un conseiller financier. Cependant, le banquier n'est pas le médecin de famille : face à lui, ils ont du mal à admettre leur ignorance, car il pourrait après tout profiter de la situation.

D.H. Le conseiller a donc lui aussi une responsabilité. Quelle est la tâche d'un bon conseiller clientèle ?

I.P. En fait, un bon conseiller n'a pas besoin d'être expert en placements alternatifs ni de suivre en permanence l'évolution de la Bourse de Tokyo. Pour les jeunes gens fortunés, il ne s'agit là que de détails pouvant être réglés par un spécialiste du secteur bancaire. En revanche, il est important pour eux de savoir, par exemple, convaincre leur père de leur confier une partie de ses affaires ou modifier le profil de risque de leur «family office». Les clients ont aujourd'hui d'autres priorités.

D.H. Votre cours aborde-t-il également la relation avec les chefs de famille à caractère dominant ?

I.P. Quand la richesse s'est bâtie autour de la personnalité dominante d'un entrepreneur, cela induit souvent une dynamique spécifique. Que la génération suivante souhaite ou non reprendre les affaires, elle doit apprendre à entretenir

des relations de partenariat. Les enfants ne peuvent se comporter comme leur père, qui n'accordait sa confiance à personne.

D.H. Ces «patriarches» envoient leurs enfants chez vous pour leur faire acquérir de la confiance en soi. Cela n'entraîne-t-il pas ensuite des conflits dans la famille ?

I.P. Nous ne cherchons pas à changer le caractère des participants. Nous apportons des outils qui permettent des discussions constructives.

D.H. Quelles sont les relations entre les participants pendant la semaine de cours ?

I.P. Pour beaucoup d'entre eux, cette semaine constitue une occasion unique de discuter avec des gens confrontés aux mêmes problèmes qu'eux. En effet, avec les gens extérieurs à leur monde, moins fortunés, ils se heurtent souvent à l'incompréhension. Or être riche n'est pas toujours facile.

D.H. Vous proposez donc une sorte de thérapie de groupe pour les riches ?

I.P. Il ne s'agit pas d'une thérapie, mais plutôt d'un environnement collectif productif.

D.H. Le contenu de la formation a-t-il évolué au fil des années ?

I.P. Maintenant, nous abordons davantage les sujets relatifs aux entreprises

familiales, que la fortune soit déjà disponible ou qu'elle ne soit attendue que plus tard, par exemple lors de la vente de l'entreprise, faute de successeur. Les héritiers veulent se préparer longtemps à l'avance.

D.H. Qui dit richesse, dit pauvreté. Ce thème est-il traité chez vous ?

I.P. Dans le temps limité qui nous est imparti, nous tentons d'aborder tous les problèmes importants autour du thème de la richesse. Nous faisons souvent appel à un psychologue pour traiter, par exemple, le problème de la culpabilité.

D.H. Quels rapports ont ces jeunes gens avec les œuvres de bienfaisance ?

I.P. Il est intéressant de constater que bon nombre d'entre eux siègent dans les conseils de surveillance de fondations caritatives familiales. Cette activité semble être une bonne école pour aborder les rapports avec les gestionnaires sans prendre trop de risques. C'est souvent dans ce contexte que les héritiers prennent pour la première fois des responsabilités. Bien que, pour la plupart, ils n'aient pas encore directement accès à leur fortune, cette fonction les amène à faire don de sommes considérables. Ils apprennent ainsi que l'argent doit aussi servir à des buts caritatifs.

IAN PARTRIDGE – DU JUSTE RAPPORT À L'ARGENT

Ian Partridge est fondateur et président de Loedstar SA. Cette société domiciliée à Genève organise à travers le monde des séminaires et des conférences sur les principaux sujets auxquels sont confrontés les grands investisseurs privés, les propriétaires d'entreprises et leurs conseillers. Le «Young Investors Programme» est un cours très demandé, organisé en sessions d'une semaine se déroulant plusieurs fois par an à Londres et à Genève. Il aborde les problèmes de gestion de fortune se posant aux personnes riches et inexpérimentées. Ian Partridge a été directeur marketing chez American Express et responsable du marketing et de la communication à la Chase Manhattan Private Bank. Ingénieur civil de formation, il est titulaire d'un MBA de l'Institut européen d'administration des affaires (INSEAD) à Fontainebleau.

En toute mobilité, rouler futé.

Et vous, quel est votre objectif?

Grâce au leasing automobile du CREDIT SUISSE, le rêve d'acquérir une voiture devient vite une réalité, à des conditions avantageuses: taux d'intérêt fixes et attrayants. De plus, il n'y a aucun risque lié à l'échange car la valeur résiduelle est garantie. Vous conduisez toujours la voiture de votre choix. Et vous vous assurez une plus grande mobilité financière, par exemple pour notre plan d'épargne en fonds, qui fait prendre un bon départ à votre fortune. Appelez notre Call Center leasing automobile au **0844 844 840**, ou demandez votre offre de leasing sous www.credit-suisse.ch/fr/autoleasing.



Questions et réponses

«Dois-je payer des cotisations AVS si je travaille après la retraite? Puis-je utiliser les fonds du 2^e pilier pour financer la transformation de mon appartement? Comment calculer mes futurs besoins en matière de prévoyance? Quels sont les types d'institutions de prévoyance? L'info-Centre Prévoyance de la Winterthur Vie répond à toutes les questions liées à la prévoyance. Cette précieuse source d'informations sur tout ce qui touche à la protection sociale, la prévoyance publique ou la prévoyance individuelle et professionnelle est accessible aux particuliers et aux professionnels. Des listes de liens et des publications complètent cette offre. Et rien de plus simple que de poser des questions en ligne:

[\(rh\)](http://www.winterthur-leben.ch/home/vorsorgeinfo.htm)



Un peu d'histoire

Le Credit Suisse Group a été le premier établissement financier suisse à se pencher scientifiquement sur l'histoire de l'entreprise pendant la Seconde Guerre mondiale. Pour ce faire, l'équipe de Joseph Jung, comprenant des historiens, mais aussi des juristes, des économistes et des experts externes, s'est appuyée sur les archives centrales du Groupe. Le résultat de ces cinq années de recherche a été publié à la mi-novembre aux Editions NZZ, dans un recueil d'environ 850 pages intitulé «Zwischen Bundeshaus und Paradeplatz. Die Banken der Credit Suisse Group im Zweiten Weltkrieg». Cet ouvrage récapitulatif traite six grands thèmes : les relations commerciales avec l'Allemagne nazie et les Etats-Unis ; les transactions sur l'or ; l'art du troisième Reich ; les valeurs patrimoniales des réfugiés civils en Suisse ; le traitement des fonds en déshérence. Informations sur www.bulletin.credit-suisse.ch et dans le prochain Bulletin. (schi)

La bonne adresse

www.credit-suisse.ch/business, voilà le nouveau site destiné aux entreprises suisses. La plate-forme s'adresse à tous ceux qui participent au quotidien d'une entreprise afin de les assister dans leur tâche. En effet, elle propose l'ensemble des services du Credit Suisse et de la Winterthur dans les secteurs de la banque et de



l'assurance. A quoi s'ajoutent les prestations de plus de quarante entreprises partenaires dans divers domaines : recrutement de personnel, informations juridiques, traductions, etc. La large gamme de services est complétée par des informations de secteurs spécifiques. L'adhésion gratuite au portail apporte des avantages supplémentaires tels qu'un abonnement à la lettre d'information, le calcul direct des coûts du risque pour les crédits documentaires, l'accès à un forum avec des exposés en direct ou des formulaires de commande personnalisés. Pour obtenir un aperçu de la vaste plate-forme d'informations, rien de tel qu'une «visite guidée» en ligne. Le portail n'est disponible qu'en allemand pour le moment, mais des versions en d'autres langues suivront en 2002. (rh)

Investors' Circle : informations financières en direct

L'Investors' Circle bénéficie de l'optimisation de la navigation et de la nouvelle conception du site Web www.cspb.com, qui permet aux utilisateurs de s'orienter aisément dans cet espace clientèle. Les clients de Credit Suisse Private Banking disposent 24 heures sur 24 d'une page d'accueil personnalisée leur donnant accès à toutes les informations de recherche. Parmi les avantages de l'Investors' Circle par rapport aux informations générales disponibles sur www.cspb.com figurent les notations internationales d'actions et d'obligations ainsi que la sélection d'actions au niveau mondial. Les membres de l'Investors' Circle sont automatiquement enregistrés pour MyCSPB, où ils peuvent s'aménager un site financier personnalisé avec news, graphiques et cours de Bourse. L'inscription à l'Investors' Circle se fait par l'intermédiaire des relationship managers. (jp)



Flux de capitaux : pour une efficacité maximale

Une analyse de l'évolution des taux de change montre que le dollar américain est fragile, mais qu'un effondrement est peu probable faute d'alternatives.

Benedikt Germanier, Beat Schumacher,
Credit Suisse Private Banking, Foreign Exchange & Economic Research

Au cours des deux dernières années, les investisseurs internationaux ont manifesté un grand intérêt pour les titres américains. A l'origine de cet engouement, la croissance exceptionnelle de l'économie américaine, due en particulier aux énormes gains de productivité réalisés grâce au boom technologique. La hausse de la productivité aux Etats-Unis s'est accélérée depuis 1993, atteignant un taux annuel de 4% en juin 2000, et cette évolution a suscité chez les investisseurs l'espoir de réaliser des gains importants.

Les investisseurs, européens surtout, ont acheté de grandes quantités d'actions et d'obligations d'entreprises américaines. Parallèlement, les chefs d'entreprise ont essayé de gagner des parts de marché en acquérant des sociétés concurrentes outre-Atlantique ou en fusionnant avec elles. Ces activités inter-

continentales ont généré des flux de capitaux, entraînant une hausse de la demande de dollars et par conséquent un raffermissement du billet vert.

L'euro en perte de vitesse

Durant la même période, les investisseurs américains se sont séparés de leurs actions étrangères, notamment les européennes, d'où une dépréciation constante de l'euro, mais aussi de toutes les autres grandes monnaies par rapport au dollar.

Le graphique montre qu'il existe un lien étroit entre l'indice en dollars pondéré par les échanges et les entrées nettes de capitaux aux Etats-Unis. Même lorsqu'on déduit les besoins de financement, c'est-à-dire le déficit de la balance courante, de ces entrées de capitaux, le solde des flux financiers reste positif.

Fin 2000, le fléchissement de l'activité économique, lié

notamment à la correction de certains excès de valorisation des sociétés technologiques, a brisé la tendance à la hausse qu'avait connue le dollar pendant plusieurs années. Depuis son plus haut d'octobre 2000, la monnaie américaine a perdu environ 8% par rapport à l'euro.

Et comment qualifier la réaction des flux mondiaux de capitaux après le choc du 11 septembre ? Dans les situations de crise internationale, les capitaux migrent généralement vers les lieux les plus sûrs, c'est-à-dire les pays bénéficiant d'une stabilité politique et affichant une position extérieure créditrice.

Avec un déficit commercial s'élevant à 4% du PIB, les Etats-Unis ne font pas forcément partie de ces pays. La Suisse, en revanche, répond aux deux critères et jouit depuis toujours du statut de pays refuge. Compte tenu des incertitudes politiques et économiques actuelles, le franc suisse gardera donc la faveur des investisseurs.

Bonne tenue du dollar

Malgré la fuite vers la sécurité et la récession aux Etats-Unis, le dollar se comporte étonnamment bien. Cela s'explique par des facteurs cycliques aussi bien que structurels. Il ne fait aucun doute

**www.credit-suisse.ch/bulletin
(en allemand)**

Le Bulletin Online fournit des analyses, des liens et des check-lists concernant l'euro.

que le ralentissement de la croissance est plus marqué aux Etats-Unis qu'en Europe. Mais ce qui est déterminant, c'est que les Etats-Unis prennent davantage de mesures pour relancer l'économie. Depuis le début de l'année, la Réserve fédérale américaine a abaissé ses taux directeurs à un niveau qui n'avait plus été atteint depuis quarante ans. Elle a de toute évidence réussi jusqu'à présent à soutenir le moral des investisseurs internationaux. Ainsi, les Etats-Unis enregistraient encore jusqu'à récemment des flux positifs dans le comportement des obligations d'entreprises.

Par contre, l'attitude hésitante de la Banque centrale européenne (BCE) n'est pas du goût des marchés des changes. Et tandis que les Etats-Unis soutiennent leur conjoncture par des mesures de politique budgétaire – nouvelles baisses d'impôts et dépenses supplémentaires –, ces mesures n'auront qu'une incidence modeste en Europe malgré la pression croissante exercée sur les gouvernements. Par conséquent, le marché s'attend à une dynamique de croissance plus forte aux Etats-Unis dans le cas d'une reprise conjoncturelle mondiale, prévue pour le second semestre 2002. Une situation qui devrait profiter au dollar. Bien entendu, ce scénario ne se réaliserait que s'il n'y avait pas d'escalade militaire ou politique ni d'autres attentats de grande ampleur.

Il ne faut pas non plus oublier que les Etats-Unis béné-

ficient toujours d'avantages structurels, parmi lesquels figurent un marché du travail plus flexible et une économie déréglementée. Même si la croissance de la productivité américaine ne peut plus atteindre le niveau de la fin des années 90, elle restera supérieure à celle de la zone euro. C'est la raison pour laquelle on peut s'attendre à une parité euro/dollar d'environ 0,90 à l'horizon de un an.

Flux de capitaux en baisse

Mais comment le dollar va-t-il évoluer au cours des prochains mois ? On observe actuellement une diminution des flux de capitaux vers les Etats-Unis. Le nombre de fusions-acquisitions annon-

cées ou en cours de réalisation est très bas. De plus, l'économie américaine se trouve en récession. A cela vient s'ajouter l'incertitude concernant l'éventualité de nouveaux attentats. Ces facteurs devraient peser momentanément sur le dollar. Par ailleurs, le passage à l'euro fiduciaire, le 1^{er} janvier 2002, aura également un rôle à jouer, car l'euro « virtuel » deviendra alors un instrument réel d'échange et de réserve. Les montants non négligeables en deutschemarks qui ont été échangés provisoirement en dollars dans l'économie parallèle pourraient refluer vers l'euro. La valeur extérieure de la nouvelle monnaie européenne

sera ainsi renforcée par son existence physique.

Il est en outre probable que la BCE abaissera de nouveau les taux d'intérêt au cours des prochains mois, ce qui aura pour effet d'améliorer les perspectives de croissance de toute la zone euro.

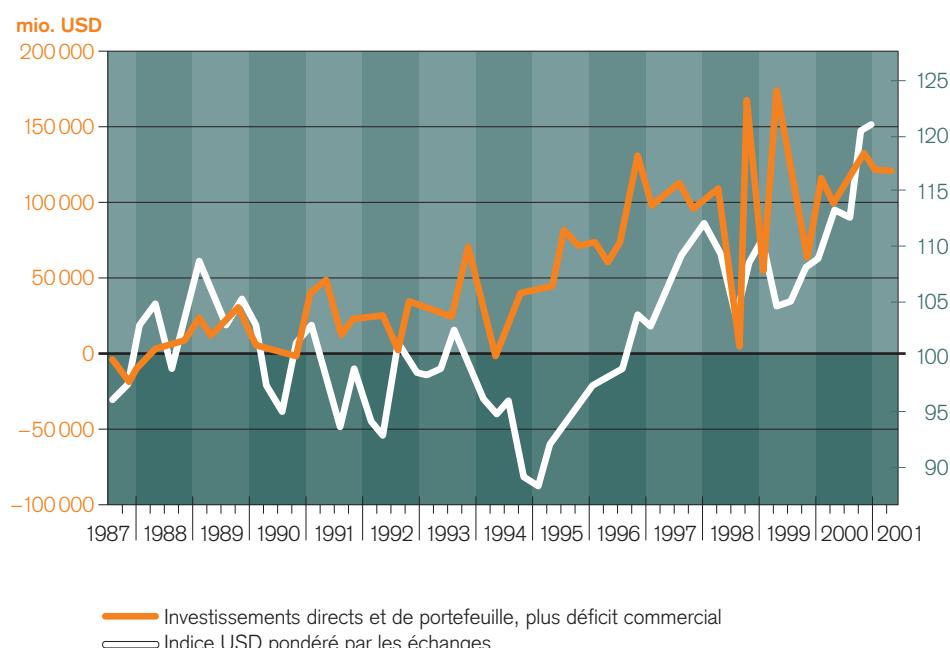
Paradoxalement, le dollar pourrait donc faiblir au moment précis où la conjoncture américaine entrerait dans une phase de stabilisation. Mais cela ne changerait rien à la prépondérance du billet vert.

Benedikt Germanier,
téléphone 01 334 56 88
benedikt.germanier@cspb.com
Beat Schumacher,
téléphone 01 334 56 91
beat.schumacher@cspb.com

Les capitaux étrangers soutiennent le dollar

Dans une économie fermée, le montant des investissements ne peut dépasser celui de l'épargne. S'il y a libre circulation des flux financiers, un pays peut intégrer l'épargne étrangère dans sa propre économie. Les Etats-Unis ont drainé des capitaux au-delà de leurs besoins en investissements, ce qui a renforcé le dollar.

Source : Bureau of Economic Analysis



Prudence est mère de sûreté

Dans le contexte actuel d'incertitude économique et politique, les investisseurs privilégient les valeurs de rendement sûres par rapport aux promesses de croissance hypothétiques. C'est pourquoi Credit Suisse Private Banking lance un nouveau produit: «Global Value Opportunities».

Andreas Signer,
Credit Suisse Private Banking,
Alternative Investments Group

Plongés dans le doute après avoir subi quelques revers sur les marchés, de nombreux investisseurs font aujourd'hui preuve d'attentisme. Cette situation donne lieu à l'excédent de liquidités le plus important des dix dernières années. C'est donc le moment de proposer à ces investisseurs des placements rentables.

La tâche n'est pourtant pas aisée, car la très forte volatilité actuelle frappe de plus en plus souvent tous les marchés d'actions à la fois. Les placements alternatifs ne suffisent plus à satisfaire les investisseurs, qui recherchent d'autres formes de placement profitables. Pour différentes raisons, les placements obligataires sont moins intéressants. D'une part, la phase de surperformance des obligations par rapport aux actions, à laquelle on assiste depuis

deux ans, devrait bientôt se terminer. Au cours du siècle passé, les phases de ce genre n'ont en effet jamais duré plus de deux ans. D'autre part, les taux d'intérêt sont déjà tellement bas qu'ils ne devraient plus beaucoup baisser. Les courbes d'intérêt montrent au contraire les premiers signes de redressement, une tendance qui touche aussi les taux d'intérêt à long terme. Cette évolution devrait encore accentuer la pression sur les marchés obligataires.

Le rendement l'emporte

Dans ce contexte particulier, les valeurs de rendement (titres à rémunération élevée) sont les grandes gagnantes. Le climat boursier actuel favorise en effet les actions offrant une bonne transparence en matière de perspectives de gains. La valeur d'un tel titre repose principalement sur la substance réelle de l'entreprise et non, comme c'est le cas pour les valeurs de croissance, sur des promesses

incertaines de gains futurs. Les investisseurs qui recherchent des valeurs de rendement choisissent généralement des actions négociées à un cours inférieur à leur valeur intrinsèque. Ces placements sont souvent considérés comme présentant peu d'intérêt et donc négligés par la plupart des investisseurs. Par conséquent, ils sont fréquemment sous-évalués, ce qui leur confère un potentiel de plus-value considérable.

Les gestionnaires de portefeuilles, quant à eux, préfèrent en règle générale les valeurs de croissance. Le cours de ces dernières se fonde en grande partie sur les revenus que l'on en attend dans un lointain avenir. Mais étant donné leur popularité, les titres de croissance sont souvent négociés à un cours supérieur à leur valeur intrinsèque. Ce fut récemment le cas des actions technologiques, qui présentaient des rapports cours/bénéfice incroyablement élevés et dont les évaluations

défiaient parfois toute logique. S'en est suivi l'éclatement de la bulle technologique, qui a laissé un goût amer à de nombreux investisseurs.

Avantages en cas de reprise

Si l'on ne considère que la période 1998–1999, on pourrait croire les valeurs de croissance plus lucratives que les valeurs de rendement. Sur une période plus longue, on s'aperçoit toutefois que les deux formes de placement offrent des niveaux de rendement similaires. Certaines études empiriques concluent même à une performance légèrement supérieure des stratégies de rendement par rapport aux stratégies de croissance.

La performance de ces deux types de placement peut cependant varier fortement d'une période à l'autre. Dans certaines phases du cycle conjoncturel, les valeurs de rendement sont nettement plus avantageuses. C'est généralement en phase de reprise économique qu'elles

offrent la meilleure performance, comme ce fut le cas après l'effondrement des marchés en 1987 et en 1990. Souvent, elles constituent aussi des placements défensifs à faible risque de pertes en cas de chute des marchés.

Parallèlement, les fréquentes révisions de bénéfices auxquelles on assiste en ces temps troublés ont avant tout un effet négatif sur les valeurs de croissance, ces dernières dépendant essentiellement des promesses de gains futurs.

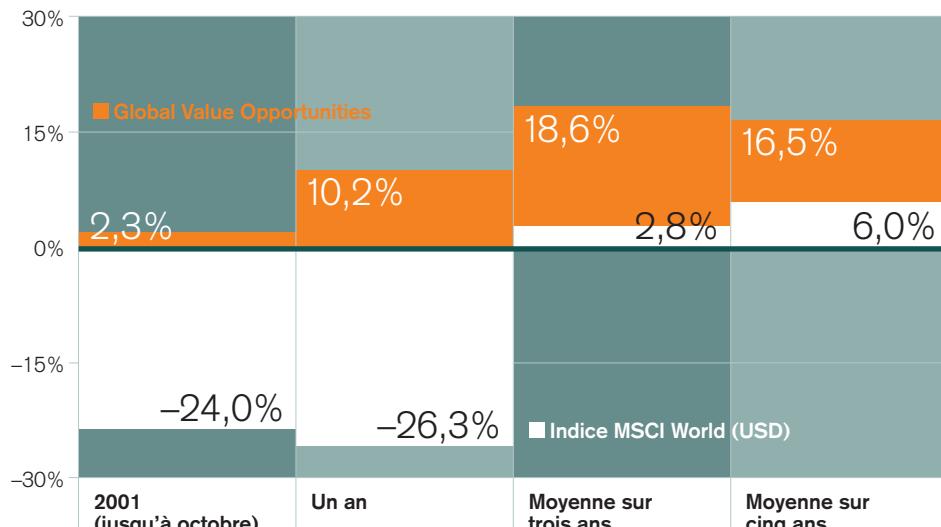
La prochaine reprise du marché des actions devrait donc favoriser d'abord les valeurs de rendement. Au début d'une reprise, les acteurs du marché ont en effet tendance à investir plutôt dans des titres sûrs que dans des actions à la croissance incertaine. Ce n'est que dans un second temps, lorsque la confiance dans les marchés sera rétablie, que les actions de croissance deviendront à nouveau plus intéressantes.

Credit Suisse Private Banking a anticipé cette de-

Les valeurs de rendement résistent à la tourmente

Alors que l'indice MSCI s'effondrait de 26,3% l'an passé, les valeurs sous-jacentes au produit «Global Value Opportunities» affichaient encore un plus de 10,2%.

Source: CSPB



mande en valeurs de rendement en lançant un nouveau produit basé sur des fonds de placement et intitulé «Global Value Opportunities».

Ce produit novateur permet à l'investisseur de participer à plusieurs stratégies de rendement hors pair. La performance de chaque part dépend d'un panier composé de dix gestionnaires de portefeuilles répondant à des cri-

tères de sélection très rigoureux. Les valeurs sous-jacentes choisies présentent toutes une évolution historique très positive de leur cours et sont administrées par des gestionnaires expérimentés.

Grâce à cette structure, l'investisseur privé a accès à des fonds de placement normalement réservés aux investisseurs institutionnels. Pour

ces parts, négociées en francs suisses, en euros et en dollars américains, et dont l'échéance est fixée à mars 2005, Credit Suisse Private Banking assure le négoce hors Bourse (OTC ou «over the counter») de même que la publication quotidienne des cours.

Andreas Signer,
téléphone 01 334 47 40
andreas.signer@cspb.com

Annonce



L'assise mobile sous sa plus belle forme.
Modus de Wilkhahn.

Wilkhahn



«En 2002 également, l'évolution de la conjoncture suisse dépendra fortement du moral des consommateurs», estime Alois Bischofberger, chef économiste du Credit Suisse.

«Pas de risque de récession en Suisse pour 2002»

En dépit du ralentissement de la conjoncture mondiale et de divers problèmes intérieurs, la Suisse ne devrait pas être touchée par la récession en 2002. Telle est la conclusion d'Alois Bischofberger, chef économiste du Credit Suisse.

Interview : Ruth Hafen, rédaction Bulletin

RUTH HAFEN Monsieur Bischofberger, quelles sont les conséquences de la débâcle de Swissair sur l'économie suisse ?

ALOIS BISCHOFBERGER Depuis les attentats du 11 septembre, le climat d'incertitude a eu des répercussions négatives sur le moral des consommateurs, et la propension à investir des entreprises a diminué. Les événements autour de Swissair n'ont fait que renforcer cette tendance.

R.H. Si la nouvelle compagnie aérienne suisse ne prenait pas son envol comme prévu, en quoi cela modifierait-il les perspectives économiques de la Suisse ?

A.B. L'impact serait considérable sur l'économie, notamment dans la région de Zurich. Au pire des cas, il faudrait s'attendre à une nette augmentation du chômage dans l'ensemble de la Suisse. De nombreux emplois seraient supprimés, non seulement chez Swissair et à l'aéroport, mais aussi dans les entreprises sous-traitantes. Les régions concernées enregistreraient une baisse de croissance, ce qui réduirait les recettes fis-

cales de l'Etat, alourdirait la charge de l'assurance chômage et affecterait l'industrie du tourisme.

R.H. Le problème ne se limiterait donc pas au canton de Zurich ?

A.B. Non, il concernerait l'ensemble de la Suisse. Car les salariés de Swissair sont répartis dans tout le pays. Si aucune solution satisfaisante n'était trouvée, ou si tous les plans échouaient, ce serait un choc pour la Suisse et pour son économie. Zurich devrait s'attendre en outre à des moins-values dans l'immobilier de bureau, car on a beaucoup construit pour assurer aux entreprises un bon accès au réseau aérien international. Les voies de communication d'une région, et notamment les liaisons aériennes, sont en effet des facteurs qui jouent un rôle important dans les décisions d'investissement, au même titre que le personnel qualifié, le climat fiscal favorable et la qualité de vie.

R.H. Les caisses-maladie augmenteront considérablement leurs primes l'année prochaine. Quelles répercussions cela aura-t-il sur le moral des consommateurs ?

A.B. En pratique, les Suisses n'auront pas moins d'argent à consacrer à la consommation, puisque les salaires réels vont augmenter en 2002. Avec une progression moyenne des salaires nominaux de 2,5% et une inflation d'environ 1%, l'augmentation des salaires réels sera de 1,5%. Par ailleurs, les baisses d'impôt qui entreront en vigueur en Suisse l'année prochaine auront un effet positif sur le pouvoir d'achat des ménages. Evidemment, une partie de ce gain de pouvoir d'achat sera perdu du fait de la hausse massive des primes d'assurance-maladie, ce qui pourrait affecter le moral de nombreux consommateurs. A cela viennent s'ajouter d'autres facteurs : alors que la Suisse connaît toujours le plein emploi, l'insécurité augmente sur le marché du travail. Les travailleurs peu qualifiés auront plus de mal à s'intégrer dans le marché en 2002 qu'il y a un an. Autant d'aspects qui prennent toute leur importance lorsqu'il s'agit de choisir entre épargne et consommation. Pour ma part, je peux imaginer que les ménages épargneront plus que de coutume l'an prochain. Comme cela a déjà été le cas en 2001, la crois-

sance économique de 2002 sera nettement inférieure à celle de 2000, qui avait atteint 3%.

R.H. Quels autres facteurs auront une incidence sur la croissance ?

A.B. La faiblesse de la conjoncture mondiale entraîne une dégradation de la demande étrangère. Les exportations sont en net recul, notamment sous l'effet de la récession américaine. Ces derniers mois, on a enregistré une stagnation des exportations vers les Etats-Unis et une forte baisse de celles destinées aux économies émergentes d'Asie. Les entreprises investissent moins, car les prévisions de croissance et de bénéfices sont actuellement mitigées dans le monde entier.

R.H. Quel taux de croissance pronostiquez-vous pour la Suisse ?

A.B. Cette année, le taux de croissance tombera à 1,6%, soit une diminution de moitié par rapport à 2000. Nous prévoyons un taux de 1,6% également pour l'année prochaine. Si les indicateurs conjoncturels continuent à se détériorer, nous devrons bien sûr réviser nos pronostics. Mais même dans ce cas, nous pouvons exclure l'hypothèse d'une stagnation ou d'une récession en Suisse.

R.H. Les stimulants de la croissance économique proviennent généralement des Etats-Unis. Or les derniers chiffres de la conjoncture américaine ne sont pas très prometteurs. Le moral des consommateurs est bas depuis le 11 septembre, et les entreprises multiplient les avertissements sur les béné-

fices. Quels seront en 2002 les piliers de la croissance américaine ?

A.B. La conjoncture américaine a été, ces derniers temps, largement tributaire de la consommation des ménages. Alors que celle-ci était encore en forte expansion, des secteurs comme la demande étrangère et les investissements affichaient déjà un net ralentissement. Selon moi, la reprise conjoncturelle qui aura lieu en 2002 aux Etats-Unis sera soutenue par la consommation des ménages. Dès que cette dernière progressera à nouveau, les investissements des entreprises redémarreront aussi. Bien sûr, l'évolution de la situation politique et du marché du travail jouera également un rôle majeur. Le taux de chômage, qui s'élevait à 4,5% en juillet, est grimpé maintenant à 5,4%. S'il continuait à augmenter et frôlait les 7%, il faudrait certainement s'attendre à un tassement de la consommation, ce qui retarderait la reprise de l'économie américaine de quelques mois.

R.H. Quand la conjoncture américaine se rétablira-t-elle ?

A.B. Nous pensons que le premier trimestre 2002 sera encore très faible et que les premiers signes de reprise se manifesteront au deuxième trimestre. Ensuite, la dynamique conjoncturelle s'accélérera. Le regain de confiance des entreprises, des consommateurs et des investisseurs ainsi que la politique monétaire et fiscale expansionniste sont des facteurs qui influenceront favorablement l'économie américaine au second semestre 2002.

R.H. Est-il possible d'abaisser encore plus les taux d'intérêt ?

A.B. Le niveau plancher n'est pas atteint. Mais les baisses de taux ne servent à rien si les gens sont anxieux et pessimistes. Dans un climat de grande incertitude, même de fortes réductions de taux ne peuvent pas relancer l'activité. C'est le cas au Japon : les taux sont très bas, mais la conjoncture est toujours extrêmement faible. Le pays est en récession. Je suis d'avis que la situation est différente aux Etats-Unis et que la confiance reviendra avec le temps.

R.H. Etant donné la menace latente qui plane sur les Etats-Unis, il faut s'attendre à des pertes de production considérables. Et si la conjoncture américaine ne redémarrait pas en 2002 ?

A.B. Ce scénario n'est pas à exclure. Dans un tel cas, l'Amérique serait plongée dans une profonde récession l'année prochaine, et la reprise aurait lieu au plus tôt en 2003. Il est impossible de prévoir si celle-ci serait lente ou rapide, mais une chose est sûre : le redémarrage serait très difficile.

R.H. Dégradation aux Etats-Unis, effondrement au Japon... La Banque mondiale parle déjà de récession globale. Ce risque est-il réel ?

A.B. Nous ne sommes pas très loin d'une récession mondiale, en effet. Au troisième trimestre, l'économie des pays industrialisés a plus ou moins stagné, et la croissance a été très faible dans la plupart des économies émergentes. Je ne crois pas que la situation changera au cours des prochains mois. Plus la probabilité d'une guerre prolongée en Afghanistan est grande, plus le risque d'une récession mondiale est élevé. Si l'Amérique connaît une longue période de récession, cela aura des répercussions sur toute l'économie mondiale.

R.H. Le Japon se trouve depuis longtemps dans une situation préoccupante. Que doit-il faire pour sortir de la crise ?



Alois Bischofberger, chef économiste du Credit Suisse

«La hausse des primes d'assurance-maladie affecte le moral de nombreux Suisses. Et les baisses d'impôt n'y changent pas grand-chose»

Evolution de l'économie suisse en 2002

La Suisse affichera en 2002 le même taux de croissance qu'en 2001, à savoir 1,6%.

Même si les prix à la consommation n'augmenteront que légèrement, il y aura une baisse de la consommation des ménages. L'incertitude s'accroît sur le marché du travail.

Source: Credit Suisse Economic Research & Consulting

Variations en %	1999	2000	2001	2002
PIB réel	1,6	3,0	1,6	1,6
Consommation des ménages	2,3	2,3	2,0	1,5
Consommation publique	0,5	-0,4	-0,4	0,9
Dépenses d'équipement	10,6	9,0	1,8	3,1
Dépenses de construction	-3,3	2,1	1,6	1,7
Exportations (biens et services)	6,3	11,8	-0,3	2,5
Importations (biens et services)	5,9	11,2	-0,5	2,2
Prix à la consommation	0,8	1,6	1,0	1,1
Taux de chômage en %	2,7	2,0	1,8	2,2

A.B. A plusieurs égards, le Japon n'est ni déréglementé ni libéralisé. Le système financier est fragilisé, les assurances font face à de gros problèmes. Pour résoudre cette crise, des réformes structurelles sont indispensables. Or les gouvernements ne se sont pas attaqués à cette tâche avec suffisamment de détermination. Les efforts déployés à différentes reprises se sont toujours relâchés assez rapidement. Les consommateurs japonais sont insécurisés : le taux d'épargne avoisine les 30%. Quant au taux de chômage, il a sensiblement augmenté, atteignant même 5,4%, un record pour le Japon. La croissance économique est nulle pour 2001 et, selon toute probabilité, le PIB sera de nouveau en recul l'an prochain. Le gouvernement a, certes, engagé diverses mesures au cours des dernières années : il a augmenté les dépenses de l'Etat et fait construire des bâtiments publics. Mais cela n'a eu aucun effet durable sur l'activité économique. L'instrument le plus important pour la conjoncture est une politique monétaire expansionniste qui affaiblisse le yen et casse les anticipations déflationnistes. Sans réformes结构uelles visant à assainir un système obsolète, le Japon ne peut pas se ressaisir.

R.H. L'Europe affiche également une croissance décevante pour 2001. Quel rôle jouera-t-elle en 2002 ?

A.B. L'Europe n'a pas répondu aux attentes. On pensait qu'elle allait profiter de la faiblesse américaine pour tirer son épingle du jeu. Elle ne l'a pas fait. Comme les Etats-Unis, l'Europe est en stagnation et dépend de la reprise de l'économie américaine. Je ne crois pas qu'elle puisse tout d'un coup faire preuve d'un dynamisme conjoncturel suffisant pour sortir l'économie mondiale du creux de la vague. Dès que le mouvement de relance économique sera amorcé aux Etats-Unis, l'Europe suivra avec un décalage de trois à six mois.

R.H. L'arrivée de l'euro peut-elle aider l'Europe à rattraper l'Amérique ?

A.B. A moyen terme, il est tout à fait possible que l'euro dynamise l'économie européenne. Car il renforcera la pression concurrentielle, permettra de comparer les prix, et créera des marchés plus vastes et plus profonds. L'euro contribuera à l'émergence d'un marché européen de capitaux très large et performant. Cependant, je pense qu'il faudra encore un certain temps à l'Europe pour

atteindre le dynamisme de l'économie américaine.

R.H. Que lui faut-il encore ?

A.B. Parallèlement à l'introduction de l'euro, il faut une plus grande flexibilité des marchés des biens et du travail. Les Etats-Unis ont ici une longueur d'avance, et cette flexibilité a eu des effets bénéfiques sur leur productivité et leur croissance économique au cours des dernières années.

R.H. Que peut apprendre l'Europe – et donc la Suisse – des Etats-Unis ?

A.B. Il y a aux Etats-Unis un esprit d'entreprise plus développé et un plus grand goût du risque. Les Américains n'hésitent pas à recréer une entreprise après une faillite. Contrairement aux Européens, ils ont une attitude positive vis-à-vis de l'échec : celui qui a subi un échec a eu le courage de tenter une expérience qui lui a été profitable d'une manière ou d'une autre. Il faut toutefois reconnaître que l'Europe a accompli des progrès, avec le programme de marché intérieur de l'Union européenne ; l'euro renforcera encore cette tendance. Nous sommes en tout cas sur la bonne voie. L'Europe peut aussi tirer des leçons de la politique d'immigration américaine. Car les Etats-Unis ont toujours réussi à attirer des travailleurs hautement qualifiés du monde entier. De nombreux scientifiques et autres spécialistes viennent d'Asie, d'Europe et, plus récemment, d'Amérique latine. La politique d'immigration ouverte dynamise le marché du travail et augmente l'attrait des Etats-Unis auprès des chercheurs étrangers. Dans ce domaine également, nous avons beaucoup à apprendre, notamment en matière d'ouverture.

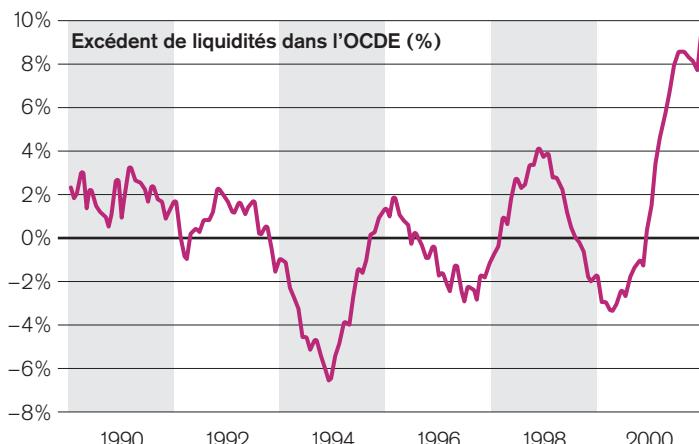
www.credit-suisse.ch/bulletin
(en allemand)

Le chef économiste Alois Bischofberger évalue les conséquences économiques de la guerre en Afghanistan.

Afflux de liquidités dans l'économie

Avec les baisses de taux pratiquées par les banques centrales, les liquidités sont abondantes.

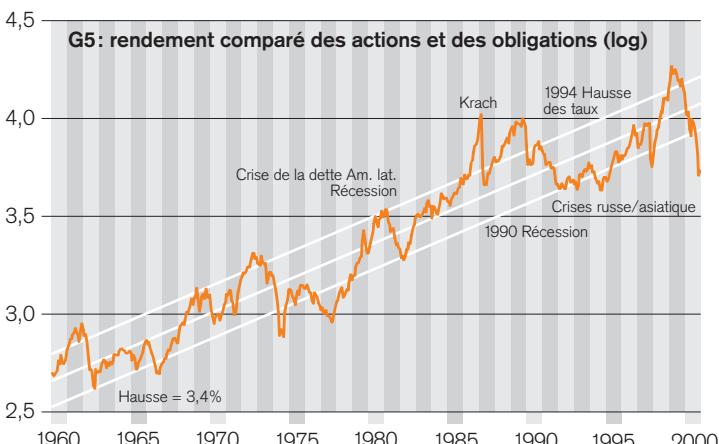
Source: Datastream-CSPB



Actions-obligations : le rapport s'inverse

Du fait des baisses de taux et de l'afflux de liquidités, les actions devraient bientôt offrir un meilleur rendement que les obligations.

Source: Datastream-CSPB



Préférences par pays, par secteurs et par titres

L'évolution des marchés obligataires laisse espérer une reprise prochaine de l'activité économique. Les marchés d'actions semblent tabler eux aussi sur une sortie rapide de la récession. Source: CSPB

	EUROPE (0)	SUISSE (0)	AMÉRIQUE DU NORD (0)	JAPON (0)	ASIE hors Japon (-)
Pays	Grande-Bretagne				
	France				
	Espagne				Chine (actions H)
Secteurs (régionaux)	Construction	Pharmacie	Energie	Pharmacie	Semi-conducteurs
	Tabac		Pharmacie	Biens de consomm.	Services publics
	Papier et cellulose		Technologie		
Secteurs (globaux)	Aéronautique/transport (-)				
	Automobile (0)				
	Banques (0)	UBS	Fannie Mae		
	Matières premières (0)				
	Chimie (0)				
	Construction (+) Lafarge	Holcim			
	Biens de consommation (0)			Kao	
	Energie (0) ENI		Halliburton		PetroChina
			El Paso Corp.		
	Construction de mach./électrotechnique (0) Electrolux	Georg Fischer N ¹	Waste Management		
	Boissons (-)/produits alimentaires (0)				
	Tabac (+) BAT				
	Assurances (0) ING				
	Services inform./logiciels (-) SAP		VERITAS Software		
	Médias (0)				
	Santé (0)	Serono P	Johnson & Johnson	Takeda Chemical	
			IDEC Pharmaceutical		
	Papier et cellulose (+) Stora Enso				
	Immobilier (0)				Warf Holdings Ltd.
	Commerce de détail (-)		Wal-Mart	Fast Retailing	
	Matériel technologique (0)		Dell Computer Corp.	Ricoh	
	Semi-conducteurs (0)				TSMC, Samsung Electronics
	Constructeurs télécoms (-)		RF Micro		
	Prestataires télécoms (+) Vodafone				Huaneng Power
	Services publics (0)			Nintendo	Far Eastern Textile
	Autres (-)				

Fonds de placement

HSBC GIF UK EF ; CS EF (Lux) Spain B ; HSBC GIF Chinese Equity ; CS EF Global Pharma ; CS EF (Lux) Global Telecom

¹Small et mid caps

Autres fonds, voir www.fundlab.com

« Nous ne sommes pas encore sortis du tunnel »

Entretien avec Burkhard Varnholt,
Global Head of Research, Credit Suisse Private Banking



DANIEL HUBER Il y a un an, les marchés financiers se sont brusquement retournés et depuis, ils sont globalement orientés à la baisse. Qu'en est-il aujourd'hui ?

BURKHARD VARNHOLT Malgré un repli de 40% en 2000, le niveau d'évaluation des marchés est toujours élevé. Cela peut paraître étonnant, mais en fait, les bénéfices des entreprises ont enregistré en moyenne une baisse supérieure à 40% durant cette période. De 1982 à nos jours, ils ont triplé partout dans le monde. Pour autant, la valorisation des marchés d'actions est aujourd'hui dix fois supérieure à celle de 1982. Autrement dit, les rapports cours/bénéfice restent historiquement élevés.

D.H. Faut-il en déduire que le mouvement de baisse n'est pas terminé ?

B.V. Tout porte à croire que nous ne sommes pas encore sortis du tunnel. Si, aujourd'hui, les rapports cours/bénéfice sont en moyenne nettement plus élevés qu'en 1982, c'est parce que les particuliers, les caisses de pension et même les Etats sont devenus très actifs en Bourse. Dans les années à venir, il sera plus difficile d'attirer de nouveaux investisseurs en aussi grand nombre.

D.H. Est-ce à dire que l'investissement en actions a fait son temps ?

B.V. Pas du tout. Ce qui est révolu, c'est la stratégie «buy and hold» très en vogue dans les années 80 et 90. Selon moi, mieux vaut miser sur les actions que sur les obligations à l'horizon de six à neuf mois.

D.H. Que voulez-vous dire, au juste ?

B.V. Je pense que, ces prochains mois, la Bourse continuera d'être dopée par les liquidités et l'espoir d'une reprise écono-

mique. C'est une belle occasion à saisir, surtout à un moment où le marché évolue plutôt horizontalement. Voilà pourquoi je recommande d'investir actuellement dans des actions gérées activement.

D.H. En clair, il faut acheter des actions et suivre leur évolution.

B.V. Oui, mais en prenant garde de ne pas les acheter à l'unité, sinon il est matériellement impossible d'avoir l'œil à tout. Le contexte actuel des marchés financiers ressemble plus à celui des années 70 qu'à celui des années 80 et 90 : à l'époque aussi, ce sont surtout les produits gérés activement par des professionnels qui ont généré des rendements intéressants.

D.H. La chose est en somme plus facile que jamais pour l'investisseur privé ?

B.V. Ce n'est pas si sûr. Car l'investisseur doit décider dans quelles catégories de placement investir (actions, produits alternatifs, liquidités, obligations). Une décision lourde de conséquences, puisqu'elle détermine à 80% le rendement de son portefeuille.

D.H. Comment expliquez-vous l'abondance de liquidités sur les marchés financiers ?

B.V. Les banques centrales ont augmenté la masse monétaire partout dans le monde pour faire face au recul de l'inflation et à la faiblesse de la croissance. Or en période de récession, les économies ont besoin de moins de liquidités, d'où l'injection de l'excédent dans les marchés financiers. C'est précisément grâce à cet afflux important de liquidités que les marchés obligataires ont enregistré une forte hausse jusqu'à fin septembre. A présent que les taux obligataires sont retombés entre 0 et 4%, le contexte redevient net-

tement favorable à l'investissement en actions.

D.H. La récente embellie sur les marchés d'actions n'est-elle donc que le résultat de cet excédent de liquidités ?

B.V. Elle est en tout cas favorisée par l'abondance de liquidités. Les marchés d'actions se montrent, cela dit, plutôt optimistes sur l'évolution de l'économie mondiale. Pour le second semestre 2002, ils anticipent une reprise en «V», surtout aux Etats-Unis.

D.H. Qu'en pensez-vous ?

B.V. Les signes d'une reprise se multiplient, une analyse que semblent d'ailleurs partager les marchés obligataires, vu la récente remontée des taux au niveau mondial. Toutefois, le redémarrage de l'économie interviendra d'abord aux Etats-Unis, à mon avis, et ensuite seulement en Europe.

D.H. Pourquoi ce décalage ?

B.V. La politique monétaire européenne a réagi plus tardivement et plus timidement au ralentissement de l'économie. En Europe, les programmes conjoncturels nationaux s'inscrivent dans un cadre plus étroit parce que les déficits budgétaires y sont plus élevés qu'aux Etats-Unis. De plus, la stricte réglementation des marchés du travail empêche les Européens de s'adapter rapidement à la conjoncture.

D.H. Et maintenant, que va-t-il se passer ?

B.V. Cela dépend de l'évolution du conflit en Afghanistan. En cas de retour à la normale, les marchés pourraient connaître un rally et on assisterait peut-être bientôt à une véritable reprise.



«Un oui à l'ONU contribuerait au rayonnement de la Suisse dans le monde», estime Manuel Rybach, Economic Research & Consulting.

Pour une union en bonne et due forme

Les milieux économiques en sont eux aussi convaincus : la Suisse doit adhérer à l'ONU.

Manuel Rybach, Economic Research & Consulting

Les entreprises suisses sont très présentes sur les marchés internationaux. Ce qui rend d'autant plus étonnante l'absence du pays dans les grandes organisations internationales à caractère politique, en particulier l'ONU (Organisation des Nations Unies). Siège d'importantes institutions spécialisées liées à l'ONU, la Suisse est pourtant largement intégrée d'ores et déjà au système des Nations Unies. En mars 2002, le peuple et les cantons se prononceront pour la seconde

fois après 1986 sur une adhésion de la Suisse à l'ONU.

Il est plus que temps de franchir le pas : à l'exception du Vatican (cas particulier) et de la Suisse, tous les pays du monde font aujourd'hui partie des Nations Unies. L'adhésion de la Suisse rendrait justice au poids économique et à la position du pays dans le monde. En passant du statut d'observateur à celui de membre à part entière, la Suisse obtiendrait le droit de participer concrètement aux décisions.

Car elle est présente aujourd'hui dans presque toutes les institutions spécialisées de l'ONU et paie d'importantes contributions sans pouvoir intervenir à l'Assemblée générale des Nations Unies. Le conseiller fédéral Joseph Deiss qualifie la situation actuelle entre la Suisse et l'ONU d'«union sans acte de mariage» et souligne que, membre à part entière de la communauté internationale, la Suisse se doit aussi d'être membre à part entière de l'ONU. Ce statut permettrait à la Suisse

d'intervenir de plein droit et de mieux défendre ses intérêts sur la scène internationale. Cela d'autant plus que les politiques extérieures de la Suisse et de l'ONU poursuivent les mêmes objectifs, à savoir la paix et la sécurité, le développement économique et l'aide humanitaire, la protection de l'environnement et le respect des droits de l'homme.

Large approbation de l'adhésion

Contrairement à 1986, la demande d'adhésion soumise sous forme d'initiative populaire bénéficie aujourd'hui d'un large soutien dans tous les camps politiques. C'est ainsi que l'ensemble des partis représentés au Parlement (exception faite de l'Union démocratique du centre), la Fédération des entreprises suisses (economiesuisse), l'Association suisse des banquiers, l'Union suisse des arts et métiers, les syndicats et bien d'autres groupements politiques ou sociaux se sont nettement prononcés en faveur de l'adhésion à l'ONU.

Peut-être cela est-il dû au fait que l'ONU a vu sa marge de manœuvre et son importance progresser depuis la fin de la guerre froide. L'organisation n'est plus prise en étau entre les deux blocs, et son poids est plus considérable que jamais en raison du nombre croissant de problèmes mondiaux, notamment la lutte contre le terrorisme international. Ajoutons que Kofi Annan, nommé secrétaire général de l'ONU en janvier 1997, a réalisé de nombreuses réformes institutionnelles visant à pallier les faiblesses de l'organisation.

Depuis l'entrée en fonction de Kofi Annan, l'ONU fait preuve de plus d'ouverture vers le secteur privé et recherche le dialogue avec les entreprises et les associations. Un partenariat existe maintenant entre les Nations Unies, les milieux économiques et les gouvernements des divers pays, comme l'illustre le «Global Compact», un pacte lancé par Kofi Annan lors du Forum économique mondial de Davos en 1999. Dans le cadre de cette initiative, des sociétés multinationales conscientes

de leur responsabilité sociale s'engagent à respecter volontairement des normes minimales en ce qui concerne les droits de l'homme et du travail ainsi que la protection de l'environnement. Différentes entreprises helvétiques, dont le Credit Suisse Group, font partie des premiers signataires de ce pacte.

Mais le «Global Compact» n'est qu'une des multiples contributions de l'ONU à l'aménagement de conditions économiques favorables. La bonne santé des économies nationales et la solidité des échanges internationaux de biens et services requièrent stabilité et sécurité à l'échelle mondiale. Par son engagement en faveur de la paix et de la sécurité, l'ONU apporte à cet égard une contribution importante. Ce faisant, elle œuvre aussi pour l'amélioration du contexte économique dans lequel évoluent les sociétés suisses présentes dans le monde entier. Un point est particulièrement important pour les investissements internationaux, celui de la sécurité juridique. Là où les droits de l'homme sont violés, rien ne garantit le respect des principes de l'Etat de droit. Et là où l'environnement fait l'objet de dégradations, il ne peut y avoir de réussite économique sur le long terme.

Kofi Annan a d'ailleurs dit très justement que «les clefs du succès sont la démocratie, le respect des droits de l'homme et le développement durable».

Avantages pour l'économie

L'économie suisse tire directement profit du large éventail d'activités des institutions spécialisées de l'ONU chargées des questions économiques. L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) a notamment une grande signification pour la Suisse, qui investit énormément dans la recherche-développement. C'est cette organisation qui protège aussi les brevets, les marques et le design industriel des entreprises suisses. D'autres agences, fonds, programmes et organismes de l'ONU définissent des normes techniques applicables mondialement, par exemple dans les télécommunications et l'aviation civile, ou favorisent l'intégration des pays en développement et des pays en transition dans le système du commerce mondial. De plus, nombre d'interactions existent entre la Suisse et des institutions telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Organisation internationale du travail (OIT), le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mon-

L'ONU ET LA GENÈVE INTERNATIONALE: AVANTAGES POUR LA SUISSE

Après New York, son siège principal, Genève est la ville la plus importante pour les Nations Unies. Dix-neuf organisations internationales sont présentes dans la cité de Calvin, dont huit font partie du système des Nations Unies. 148 Etats disposent à Genève de missions permanentes. D'où le poids des Nations Unies comme facteur économique régional. 10% des postes de travail dans la ville et le canton de Genève, soit environ 20 000 au total, dépendent de la présence des organisations internationales. 14 000 autres emplois du secteur privé sont liés directement ou indirectement à cette présence. Une centaine de milliers de délégués se retrouvent à Genève chaque année pour participer à des conférences internationales. Et apportent quelque 3 milliards de francs à l'hôtellerie et au commerce de la région. Même compte tenu des frais additionnels en résultant pour la sécurité, les salles de conférences, etc., le solde est en tout cas positif.

Source: Département fédéral des affaires étrangères; message relatif à l'initiative «pour l'adhésion de la Suisse à l'Organisation des Nations Unies (ONU)» du 4 décembre 2000.

diale. Ces organismes appartiennent généralement au système des Nations Unies ou sont liés à celui-ci d'une manière ou d'une autre. Certes, la Suisse est déjà membre de la plupart de ces institutions spécialisées. Mais des décisions et de grandes orientations stratégiques sont prises au sein de l'Assemblée générale de l'ONU, le «parlement» de toute l'organisation, ou du Conseil économique et social (ECOSOC). Or seuls les membres à part entière ont leur mot à dire dans ces deux organes.

L'adhésion à l'ONU entraînerait pour la Suisse un coût supplémentaire annuel de l'ordre de 50 à 60 millions de francs, soit seulement 10 à 15% du montant que la Suisse verse actuellement au système des Nations Unies sans avoir le droit de participer aux décisions.

La neutralité n'est pas en cause

La compatibilité entre la neutralité et l'adhésion à l'ONU est une des questions les plus controversées en politique intérieure. Cela bien qu'on puisse à juste titre avan-

cer l'argument que la neutralité n'a plus la même pertinence aujourd'hui en raison des changements intervenus dans le monde, notamment en Europe, au cours des dernières années. Quoi qu'il en soit, l'adhésion de la Suisse à l'ONU ne remettrait pas en question cet instrument de la politique extérieure suisse. Des Etats neutres comme l'Autriche, la Finlande, la Suède et l'Irlande sont membres des Nations Unies, prouvant bien qu'il n'y a pas d'incompatibilité entre la neutralité et l'appartenance à l'ONU. Les sanctions économiques décidées par l'ONU ne posent pas non plus de problèmes, la Suisse s'y associant sans réserve depuis le début des années 90 (guerre du Golfe). Si la Suisse ne le faisait pas, les sanctions s'appliqueraient aussi à notre pays. Même en tant que membre à part entière des Nations Unies, la Suisse ne saurait être contrainte de participer aux opérations militaires de l'ONU. Elle continuerait de décider elle-même de faire intervenir ou non ses soldats pour des missions internationales de maintien de la paix. Au sens

strict, la neutralité, selon le droit international, ne peut absolument pas être en contradiction avec l'adhésion à l'ONU ou avec des actes accomplis par cette organisation, car les Nations Unies, en tant qu'organe de maintien de la paix et organe législatif, ne peuvent être une partie belligerante au sens traditionnel. Le droit de la neutralité ne s'applique donc pas aux mesures coercitives de l'ONU.

Meilleure image de la Suisse

Pour l'économie, il est d'un intérêt vital que la Suisse soit considérée comme un membre bien intégré dans la communauté des nations. Car le prestige de la Suisse à l'étranger a souffert ces dernières années. Il y a notamment moins de compréhension pour le fait que notre pays se tienne à l'écart de grands organismes internationaux. D'où l'importance d'apporter un démenti à cette image de «profiteur» par une participation active dans les organisations internationales et par une solidarité plus crédible avec les autres pays. Sans parler de la présence des organisations internationales sur notre territoire, qui contribue positivement au rayonnement de la Suisse. L'adhésion formelle du pays aux Nations Unies renforcerait sans doute la position de la Genève internationale en tant que siège de l'ONU (voir encadré page 51). Ces derniers temps, en effet, la compétition s'est intensifiée pour accueillir des agences des Nations Unies. En devenant membre de l'organisation, la Suisse pourrait donc consolider, voire étendre ses acquis. Sa présence internationale en serait renforcée, entraînant le développement de son réseau en termes de politique étrangère et de politique économique extérieure, avec des possibilités accrues pour défendre les intérêts du pays. Rudolf Ramsauer, le directeur d'economiesuisse, a d'ailleurs dit que l'économie avait beaucoup à gagner d'un oui à l'ONU et beaucoup à perdre d'un non.

L'ONU EN CHIFFRES

- Etats membres en 1945: **51; en 2001: 189.**
- Effectifs du secrétariat général (2001): **8 900 personnes, soit moins de la moitié des employés de la ville de Zurich.**
- Budget ordinaire de l'ONU (2000; sans opérations de maintien de la paix): **1,3 milliard de dollars, c'est-à-dire moins de la moitié du budget de la ville de Zurich.**
- Contributions de la Suisse au système de l'ONU (2000): **environ 500 millions de francs.**
- Coût supplémentaire de l'adhésion: **entre 50 et 60 millions de francs, soit environ 1% du budget fédéral ou le montant annuel des dépenses de l'Office fédéral de la logistique pour les imprimés (1999).**
- Volume annuel de commandes de l'ONU (hors FMI, Banque mondiale et banques de développement) en Suisse: **environ 4,5 milliards de francs, ce qui fait de la Suisse l'un des dix principaux fournisseurs de l'ONU.**
- Production de papier du secrétariat général de l'ONU par an: **environ 2 000 tonnes, moins que pour la seule édition du dimanche du «New York Times».**

Source: Département fédéral des affaires étrangères; message relatif à l'initiative «pour l'adhésion de la Suisse à l'Organisation des Nations Unies (ONU)» du 4 décembre 2000.

Manuel Rybach, téléphone 01 334 39 40
manuel.rybach@credit-suisse.ch

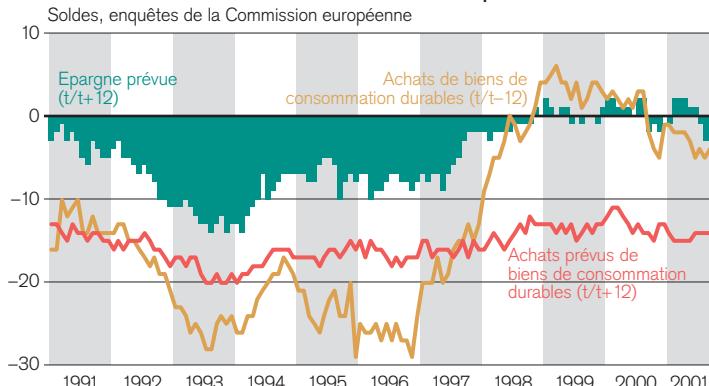
Nos prévisions conjoncturelles

LE GRAPHIQUE ACTUEL

Hausse des revenus : effet positif

Le ralentissement marqué de l'activité dans la zone euro a été confirmé par les chiffres du PIB au troisième trimestre. La consommation, pilier important de la croissance, a nettement diminué cette année, car la hausse de l'inflation a incité les ménages à réduire leurs achats de biens de consommation durables. Mais cette phase semble maintenant terminée. Avec le recul de l'inflation, les revenus réels augmentent et, pour autant que le taux d'épargne ne progresse pas, cela devrait soutenir la consommation des ménages. Cette tendance sera favorisée par la baisse des taux de 50 points de base décidée par la Banque centrale européenne. Même si le moral des consommateurs est encore bas, on peut s'attendre dès le printemps prochain à une nette progression des dépenses privées.

L'inflation freine la consommation dans l'Union européenne



REPÈRES DE L'ÉCONOMIE SUISSE

Faible inflation, fort pouvoir d'achat

Le moral des consommateurs s'est détérioré en octobre en raison de l'insécurité accrue concernant l'emploi. Néanmoins, les ménages continuent à se montrer optimistes sur l'évolution de leur situation financière l'an prochain. Les chiffres d'affaires du commerce de détail ont progressé en septembre, laissant prévoir une solide croissance de la consommation au troisième trimestre. Durant les six premiers mois de 2002, la consommation privée restera le principal soutien de la croissance grâce à l'augmentation des revenus réels des ménages. L'accélération de la conjoncture mondiale au second semestre de 2002 entraînera également une reprise des exportations.

	6.01	7.01	8.01	9.01	10.01
Inflation	1,6	1,4	1,1	0,7	0,6
Marchandises	0,8	0,2	-0,4	-1,3	-1,3
Services	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Suisse	2	2	1,9	1,9	2
Etranger	0,5	-0,5	-1,3	-2,9	-3,3
C.A. du commerce de détail (réel)	8,4	3,3	3,6	1,7	
Solde de la balance comm. (mrd CHF)	0,47	0,9	-0,28	0,43	0,41
Exportations de biens (mrd CHF)	11,3	11,4	9,5	10,3	12,1
Importations de biens (mrd CHF)	10,8	11,3	9,8	9,9	11,7
Taux de chômage	1,6	1,7	1,7	1,7	1,9
Suisse alémanique	1,3	1,3	1,3	1,4	1,5
Suisse romande et Tessin	2,5	2,5	2,6	2,7	2,9

CROISSANCE DU PIB

Lente accélération de la croissance en 2002

Le sentiment général de désillusion s'est encore renforcé après la publication des mauvais chiffres conjoncturels d'octobre. Compte tenu du moral des consommateurs et des industriels, il faut s'attendre à un nouveau fléchissement de la conjoncture. Certains indicateurs avancés semblent toutefois annoncer la fin du tunnel. Après une brève période de récession, l'économie américaine se rétablira dès le printemps prochain. Les six premiers mois de 2002 seront caractérisés par une tendance ascendante stable. Au second semestre, on assistera à une nette embellie de la conjoncture mondiale.

	Moyenne 1990/1999	2000	Prévision 2001	2002
Suisse	0,9	3,0	1,6	1,6
Allemagne	3,0	2,9	0,7	1,0
France	1,7	3,3	2,1	2,0
Italie	1,3	2,9	1,5	2,0
Grande-Bretagne	1,9	3,0	1,9	2,2
Etats-Unis	3,1	4,1	1,0	1,2
Japon	1,7	1,7	-0,5	-0,7

INFLATION

Risque d'inflation atténué

En raison du ralentissement de la conjoncture mondiale et de la baisse sensible des prix du pétrole, les risques inflationnistes sont relégués provisoirement au second plan. Mais au plus tard en automne 2002, le rebond de l'économie américaine sera accompagné d'une hausse cyclique des prix. Sans compter que l'important volume de liquidités injecté par la banque centrale américaine pourrait encore renforcer le risque latent d'inflation. Les pressions inflationnistes seront moins fortes dans la zone euro. En Suisse, le taux d'inflation reste bas.

	Moyenne 1990/1999	2000	Prévision 2001	2002
Suisse	2,3	1,6	1,0	1,1
Allemagne	2,5	2,0	2,4	1,9
France	1,9	1,6	1,7	1,6
Italie	4,0	2,6	2,4	1,9
Grande-Bretagne	3,9	2,1	2,2	2,3
Etats-Unis	3,0	3,4	3,0	2,0
Japon	1,2	-0,6	-0,6	-0,7

TAUX DE CHÔMAGE

Tension persistante sur le marché du travail

La situation de l'emploi a continué à se dégrader après les attentats du 11 septembre. Aux Etats-Unis, le taux de chômage est grimpé de 4,9 à 5,4%. Les restructurations des entreprises entraînent de nouvelles suppressions d'emplois. Dans le secteur aéronautique, notamment, les entreprises ont dû procéder à des réductions massives d'effectifs. Les perspectives du marché du travail se sont également assombries en Europe. En Suisse, le taux de chômage franchira la barre des 2% l'an prochain. Quant au Japon, il est toujours plongé dans une grave crise économique.

	Moyenne 1990/1999	2000	Prévision 2001	2002
Suisse	3,4	2,0	1,9	2,2
Allemagne	9,5	7,7	8,3	8,0
France	11,2	9,7	9,1	8,3
Italie	10,9	10,6	10,4	10
Grande-Bretagne	7,0	3,6	3,2	3,5
Etats-Unis	5,7	4,0	4,8	6,0
Japon	3,1	4,7	5,3	5,7

Source tous graphiques: Credit Suisse Economic Research & Consulting



«L'appareil de chauffage mis au point par Sulzer Hexis couvre les besoins en chaleur d'une maison individuelle et produit assez d'électricité pour l'approvisionnement de base», explique Jeremy Baker.

Les énergies qui feront avancer le monde

Les besoins énergétiques de la Terre ne cessent de croître, d'où la nécessité de limiter les atteintes à l'environnement en développant des sources d'énergie alternatives.

Jeremy Baker, Credit Suisse Private Banking, Energy & Basic Resources

Notre planète semble rétrécir de plus en plus. La population mondiale a doublé au cours des quarante dernières années et doublera sans doute encore durant les quarante prochaines années. Comme la consommation énergétique mondiale s'accroît inexorablement et que rien ne laisse présager une diminution prochaine, compte tenu de l'augmentation de la population, l'importance du facteur énergie augmentera certainement à l'avenir.

Les combustibles fossiles jouent encore un rôle essentiel dans le développement économique, qui influence de manière dé-

terminante notre qualité de vie. Ils couvrent aujourd'hui près de 85% des besoins énergétiques mondiaux. Après avoir connu une flambée passagère cette année, les prix du pétrole et du gaz naturel ont retrouvé leur niveau antérieur. Une évolution que la plupart des experts en énergie avaient prévue. Les besoins énergétiques du monde industrialisé étant en constante progression, il est primordial de pouvoir assurer l'approvisionnement mondial sans accroître les effets négatifs sur l'environnement.

Avec la normalisation des prix du pétrole, l'intérêt pour les énergies alter-

natives a certes diminué quelque peu ces derniers temps, mais la recherche et le développement de nouvelles sources se sont poursuivis sans relâche. Ces sources verront donc leur importance augmenter dans le futur.

L'émergence de projets alternatifs

On parle beaucoup des «énergies alternatives», mais que recouvre vraiment cette notion? Quelles sont les véritables alternatives? La tendance générale est de vouloir remplacer les combustibles à forte teneur en carbone par des combustibles moins

riches en carbone, comme le gaz naturel. D'un point de vue réaliste, de nombreux défis restent cependant à relever avant de pouvoir couvrir les besoins énergétiques des pays industrialisés. La tendance aux énergies alternatives va néanmoins se poursuivre, d'autant que l'utilisation de nouveaux combustibles tels que l'hydrogène et des énergies renouvelables deviendra toujours plus efficace et meilleur marché. A cet égard, l'énergie solaire et l'énergie éolienne joueront certainement un rôle important. Mais c'est probablement la technologie des piles à combustible qui influencera le plus notre vie à l'avenir.

Les piles à combustible ne sont pas une invention récente. La première pile à combustible a été mise au point en 1839 par William Grove, professeur de philosophie expérimentale, et Michael Faraday. Elle repose sur le principe de la dissociation de l'eau en ses composantes, l'hydrogène et l'oxygène, sous l'effet d'un courant électrique passant d'une anode (électrode négative) à une cathode (électrode positive). Ce processus, appelé électrolyse, est inversé dans les piles à combustible. A l'époque, Grove et Faraday avaient observé cette réaction inverse après l'arrêt d'une électrolyse, et découvert ainsi le principe de la pile à combustible.

Les piles à combustible sont des appareils électrochimiques qui transforment directement l'énergie d'un combustible en énergie électrique. Leur fonctionnement ressemble à celui d'une batterie qui est rechargée en permanence lorsqu'on introduit un combustible au niveau de l'anode et un agent d'oxydation, par exemple de l'air, au niveau de la cathode. Dans une pile à combustible, les molécules du combustible et celles de l'agent d'oxydation sont mélangées par réaction chimique sans qu'il y ait combustion. Contrairement au processus de combustion traditionnel, il n'y a ni perte d'énergie, ni pollution. Mais si le principe paraît simple, la réaction chimique n'est pas aussi facile à mettre en œuvre.

Par rapport aux méthodes conventionnelles de production de courant à l'aide de moteurs thermiques, les piles à combus-



**Jeremy Baker, Credit Suisse Private Banking,
Energy & Basic Resources**

«C'est probablement la technologie des piles à combustible qui influencera le plus notre vie à l'avenir»

tible présentent des avantages décisifs : rendement plus élevé, faible niveau d'émissions polluantes, bruit et vibrations moindres, sans oublier l'absence de pièces mobiles, qui permet de réduire les coûts d'exploitation et d'entretien.

Des voitures à pile à combustible

Il existe aujourd'hui de nombreuses entreprises et institutions qui étudient les possibilités de développement des piles à combustible. A l'heure actuelle, les applications se concentrent surtout sur le marché de l'électricité et sur le remplacement des moteurs automobiles existants.

Avec la déréglementation croissante du marché de l'électricité, on pourrait voir apparaître de petites entreprises de production de courant, qui approvisionneraient leurs marchés locaux en énergie provenant de centrales électriques alimentées par des piles à combustible. Un scénario qui a pris encore plus d'importance depuis la crise énergétique qu'a connue la Californie l'année dernière.

La numérisation de l'économie et les préoccupations concernant ses conséquences sur l'environnement ont renforcé le souhait de bénéficier d'un approvisionnement plus sûr grâce à des sources d'énergie plus proches du lieu de consommation. Mais le plus grand obstacle à l'utilisation à grande échelle des énergies alternatives demeure le facteur coût.

La progression de l'utilisation d'énergie provenant de piles à combustible suppose en effet que les coûts de consommation

ne dépassent pas sensiblement ceux de l'énergie fournie par le réseau électrique traditionnel. Pour le consommateur final, le facteur économique reste donc décisif.

Ces dernières années, le développement des véhicules mus par une pile à combustible a connu un nouvel essor. Des accords de coopération entre des entreprises de technologie énergétique et des constructeurs automobiles tels que DaimlerChrysler et Toyota ont permis de présenter des prototypes de véhicules qui ne craignent plus la comparaison avec les véhicules conventionnels équipés de moteurs à essence. Mais là aussi le développement a été considérablement freiné par le problème des coûts. Les moteurs à pile à combustible utilisés aujourd'hui dans les prototypes de véhicules automobiles coûtent plus de 30 000 dollars, contre 3 500 dollars pour les moteurs à combustion classiques. Par conséquent, la pile à combustible n'est pas encore compétitive dans le domaine de la propulsion des véhicules.

Une chose est sûre, pourtant : les projets d'énergies alternatives prennent des formes de plus en plus concrètes. Même si l'application des nouvelles énergies dans notre vie quotidienne nécessitera encore beaucoup de temps et d'investissements, il ne faut pas oublier que ces sources existent et qu'elles représentent une solution prometteuse.

**Jeremy Baker, téléphone 01 334 56 24
jeremy.baker@cspb.com**



L'hôtellerie suisse dans la tourmente

L'industrie hôtelière est soumise à de multiples pressions. Après les attentats aux Etats-Unis, qui ont durement touché le secteur du tourisme, l'affaire Swissair porte un sérieux coup à l'image de marque de la Suisse. **André Pantzer, Economic Research & Consulting**

Ancien fleuron de l'économie suisse, l'hôtellerie fait face depuis des années à de sérieuses difficultés. A la faveur d'une embellie récente, les acteurs de la branche ont esquissé des solutions pour surmonter les problèmes structurels. Mais la situation s'est à nouveau détériorée au début de 2001, avant même que les événements du 11 septembre et l'effondrement de Swissair ne fassent resurgir le spectre du chaos. Le secteur hôtelier peut-il refaire surface dans un environnement aussi hostile ?

Des taux d'occupation inférieurs à la moyenne et des frais d'exploitation élevés

en comparaison internationale sont à l'origine des difficultés qui ont précipité la chute d'une branche autrefois florissante. Divers facteurs ont contribué à ternir la réputation du tourisme helvétique : tout d'abord, trop de petits hôtels sont situés loin des centres et des infrastructures attrayantes. Ensuite, de nombreux établissements font preuve d'une faculté d'adaptation insuffisante face aux nouvelles tendances, à une époque où le client est de plus en plus imprévisible. Le coût élevé de la main-d'œuvre et la faible productivité du travail jouent également en défaveur de l'hôtellerie suisse, et l'on

comprend dès lors pourquoi celle-ci peine à atteindre des rapports qualité/prix satisfaisants en comparaison internationale. La situation est encore aggravée du fait de l'endettement élevé d'une branche à forte intensité de capital.

La reprise conjoncturelle observée à la fin des années 90 et les premiers succès enregistrés dans la modernisation des structures ont permis au secteur de relever la tête. Un répit hélas de courte durée : les événements du 11 septembre ont déstabilisé l'ensemble de l'industrie des voyages, et l'immobilisation de la flotte Swissair a porté un immense coup à

«Les petits hôtels doivent saisir leur chance et se concentrer sur des créneaux porteurs», affirme André Pantzer, Economic Research & Consulting

l'image du pays. Un revers sérieux pour la branche, dont l'amélioration de l'image faisait partie intégrante du processus de restructuration.

Afin d'insuffler un nouveau dynamisme au secteur du tourisme, il convient d'augmenter le taux d'occupation des lits par le biais d'une stimulation de la demande. Les hôtels doivent en outre revoir sérieusement leur structure de coûts.

Exigences accrues de la clientèle

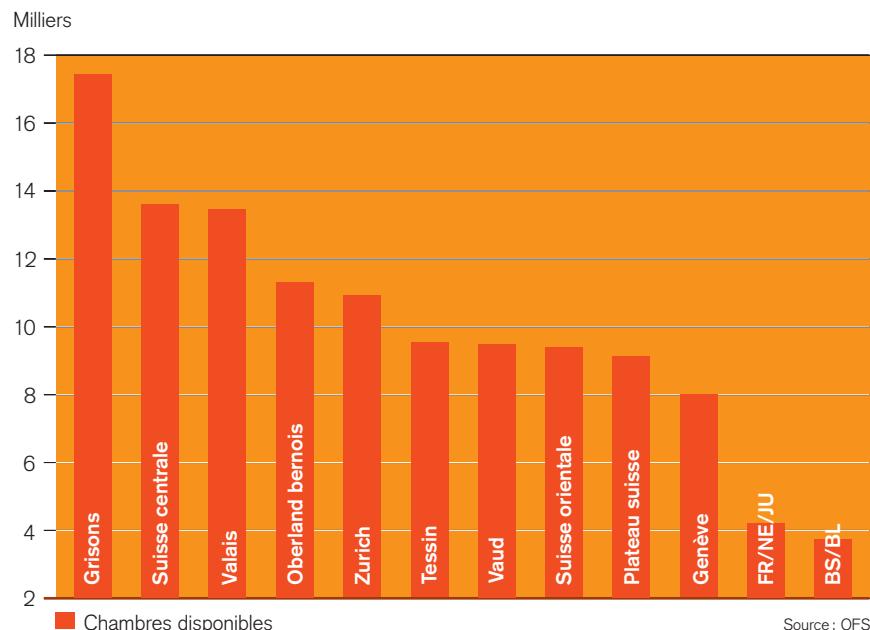
Dans les régions à vocation touristique, la fréquentation peut être optimisée grâce à une personnalisation de l'offre. Au cours de ces dernières années, les exigences des clients ont suivi la courbe ascendante des salaires. La diversité des besoins de la clientèle demeure très élevée, notamment en ce qui concerne les activités sportives, culturelles et de loisirs. L'industrie touristique est en outre confrontée à une vive concurrence internationale. Elle se doit de réagir à ces mutations结构nelles par une diversification de l'offre et par une modernisation des infrastructures. Pour les petits hôtels, le défi est de taille en raison de l'importance des investissements. Des coopérations plus étroites entre les établissements, voire des fusions peuvent ouvrir des perspectives intéressantes, tout comme un renforcement des relations avec les organisateurs d'activités sportives et de divertissement. La création de structures verticales permet d'associer avantageusement différentes prestations. En coordonnant leurs activités, les magasins de sport, les établissements hôteliers et les remontées mécaniques peuvent par exemple accorder des rabais ou proposer des abonnements combinés.

De l'utilité d'une concertation

Une coopération pertinente a des effets salutaires sur les coûts. Assurément,

Les stations de montagne ont la cote

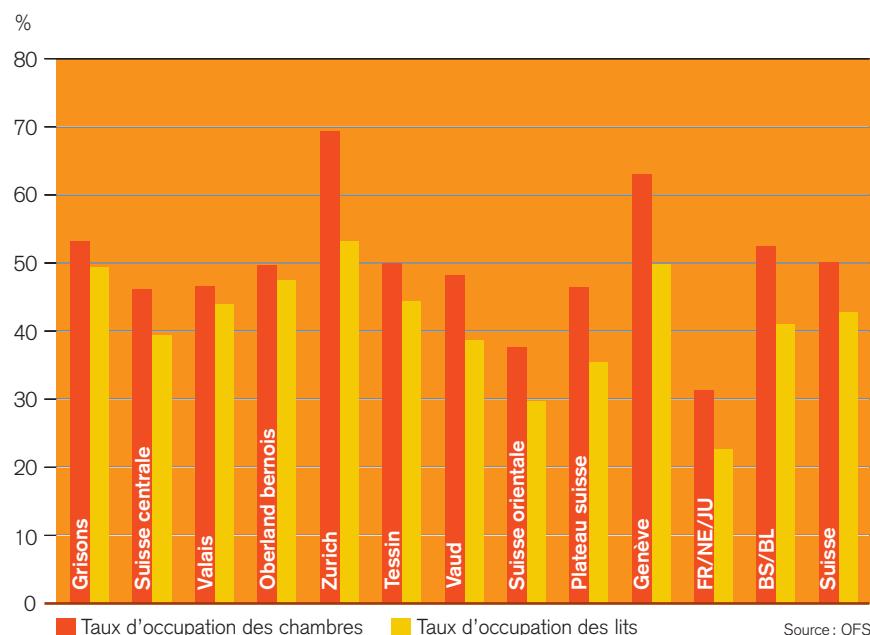
Le canton des Grisons est la principale région touristique du pays, avec une capacité d'accueil de plus de 17 000 chambres. Il est suivi de la Suisse centrale et du Valais.



Source : OFS

Un taux d'occupation des chambres insuffisant

En 2000, le taux d'occupation des chambres d'hôtel était d'environ 50% sur l'ensemble de la Suisse. Le taux d'occupation des lits s'élevait quant à lui à 42%. La situation des hôtels situés hors des centres touristiques et des agglomérations est particulièrement préoccupante, car ceux-ci ne peuvent compter ni sur le tourisme d'affaires, ni sur le segment lucratif des vacanciers. La situation est nettement plus satisfaisante dans les grandes villes ainsi que dans les régions dotées d'une solide infrastructure.



Source : OFS

LE SECTEUR TOURISTIQUE FORTEMENT DÉFICITAIRE

Le tourisme est l'une des branches qui a le plus souffert des attentats aux Etats-Unis et des déboires de Swissair.

Suite aux événements du 11 septembre, une interdiction de vol avait été décrétée sur tout le territoire américain. L'affaire Swissair a encore perturbé le transport aérien, nuisant également à l'image de la Suisse. Et ce n'est pas la naissance d'une nouvelle compagnie qui enrayera la chute de la fréquentation. En 2002, le nombre de nuitées de touristes étrangers devrait diminuer de 6 à 7% par rapport à 2000, ce qui aura des conséquences importantes pour l'hôtellerie, mais aussi pour d'autres prestataires comme les chemins de fer de montagne, les agences de voyages et certaines activités du commerce de détail.

La prise en compte de tous les facteurs – hébergement, restauration, frais annexes – laisse présager un manque à gagner considérable. Les experts avancent des chiffres de l'ordre du milliard de francs.

ceux-ci dépendent fortement du niveau des salaires; mais, contrairement aux idées reçues, les frais de personnel ne constituent pas la principale cause des difficultés des hôteliers. C'est en effet la productivité du travail – inférieure à la moyenne – qui pèse lourdement sur la structure des coûts des établissements, notamment celle des hôtels de petite taille. La définition d'un concept d'entreprise uniforme réunissant sous un toit et sous une direction uniques les tâches et les objectifs communs permet d'améliorer les structures et d'augmenter la productivité. L'externalisation de prestations non comprises dans les activités de base constitue également une source d'économies, ces prestations pouvant être fournies à meilleur compte, et souvent de manière plus efficace, par d'autres agents économiques.

Eu égard à la diversification croissante des besoins de la clientèle, il peut être judicieux d'appliquer une politique de niche. Des secteurs comme le «wellness» et le tourisme-santé connaissent un essor remarquable depuis quelques années. Le tourisme familial représente également un segment extrêmement lucratif, même si les familles préfèrent souvent l'appartement de vacances à l'hôtel pour des raisons de coûts. Etant donné qu'une part importante de la clientèle des hôtels

suisses est composée de familles dont la durée du séjour est supérieure à la moyenne, cela vaut la peine d'accorder une attention accrue à ce segment de clientèle dans le cadre d'une réflexion stratégique. Les tendances à court terme de la mode doivent également être prises en compte. Si le boom des activités liées au sport-aventure et aux loisirs actifs est

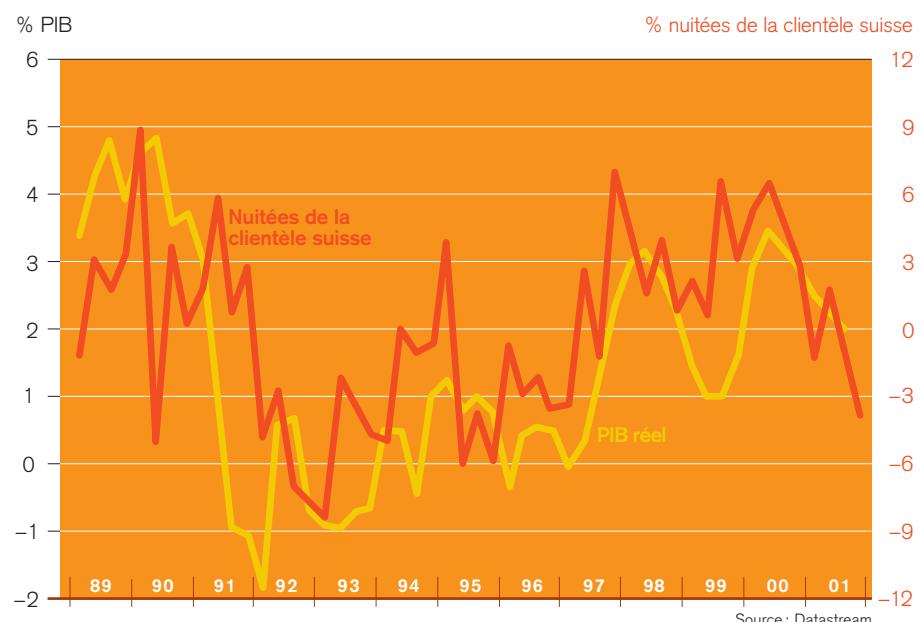
souvent de courte durée, celles-ci n'en constituent pas moins une source de revenus extrêmement importante pour le secteur touristique en général et pour l'hôtellerie en particulier. Les établissements devront être assez flexibles pour attirer ce genre de clientèle.

Même si l'hôtellerie suisse opère sa mutation, les événements du 11 septembre laisseront des traces. On peut en effet s'attendre dans certains cas à une baisse des recettes et à de nouvelles fermetures d'établissements. Cette sombre perspective concerne en premier lieu les hôtels situés dans des régions isolées et ceux qui ne disposent pas d'une infrastructure adéquate. Mais dans les stations de vacances à la mode également, les établissements devront prendre des mesures de relance énergiques pour contrer la baisse probable de la fréquentation. Certains hôtels seront amenés à fusionner, tandis que d'autres se spécialiseront dans des créneaux porteurs.

André Pantzer, téléphone 01 333 72 68
andre.pantzer@credit-suisse.ch

Le sort de l'hôtellerie lié à la conjoncture ?

L'évolution des nuitées réagit fortement aux fluctuations conjoncturelles. Néanmoins, la rentabilité insuffisante de nombreux hôtels ne dépend pas seulement de la fréquentation et ne peut donc être imputée uniquement à des facteurs conjoncturels. L'efficacité des structures joue également un rôle important.

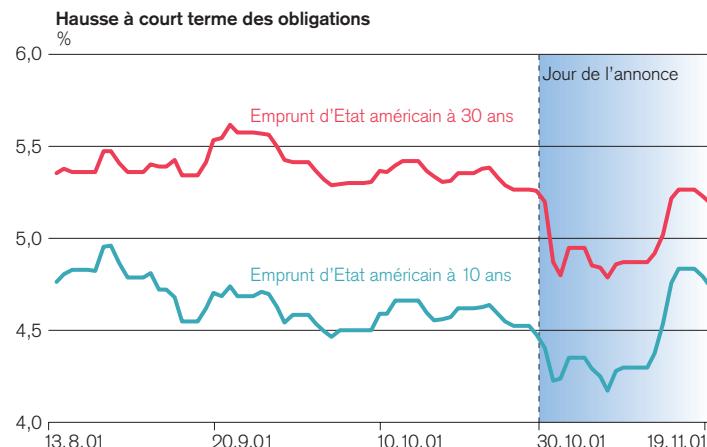


Nos prévisions pour les marchés financiers

LE GRAPHIQUE ACTUEL DES TAUX D'INTÉRÊT

Le glas de l'emprunt à 30 ans

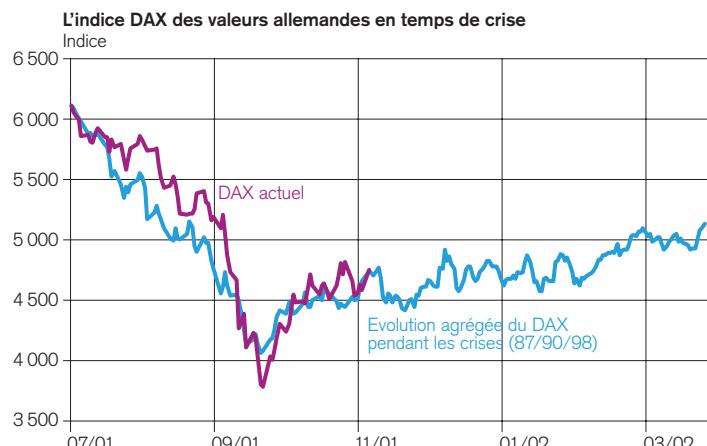
Fin octobre, l'annonce faite par le ministère des finances américain de suspendre l'émission des emprunts d'Etat à 30 ans a entraîné une véritable flambée des cours des obligations à long terme. L'emprunt à 30 ans joue notamment un rôle central dans les affaires hypothécaires, où il sert de référence pour la fixation des taux. Dans le cadre de la consolidation budgétaire, le Trésor américain veut modifier sa stratégie d'endettement et privilégier les engagements à plus court terme. En annonçant son intention de poursuivre à cet effet ses rachats cibles d'emprunts d'Etat américains, il a provoqué une forte hausse de la demande de titres américains à long terme. Une tendance qui s'est retrouvée sur les marchés obligataires européens. Même l'emprunt d'Etat allemand à 30 ans, rarement négocié, a bénéficié de cette pénurie artificielle de l'offre.



LE GRAPHIQUE ACTUEL DES ACTIONS

Evolution des actions en temps de crise

L'exemple de l'indice DAX des valeurs allemandes montre que les cours des actions n'enregistrent pas de baisses durables en période de crise. Si on observe l'évolution du DAX pendant les crises (krach de 1987, guerre du Golfe en 1990/1991, faille de LTCM en 1998), on constate à chaque fois une baisse de cours importante, mais limitée dans le temps, ainsi qu'une volatilité accrue. Le niveau plancher une fois atteint, il se produit une reprise technique suivie par une phase de stabilisation assez longue. La dernière hausse des cours indique une amélioration de la situation conjoncturelle en 2002, même si le fléchissement de l'économie réelle depuis septembre ne sera pas sans laisser de traces. En raison de la volatilité élevée, les Bourses européennes devraient entrer ces prochaines semaines dans une phase de stabilisation qui ira de pair avec des baisses de cours limitées.



MARCHÉ MONÉTAIRE

Très faible potentiel de baisse des taux

Le ralentissement prolongé de l'activité mondiale a obligé les banques centrales à desserrer encore une fois les rênes monétaires en novembre. Les stimulants fournis par les politiques monétaire et budgétaire suffiront probablement à redonner de l'élan à l'économie américaine en 2002. Aucune autre baisse de taux n'est attendue aux Etats-Unis ni dans la zone euro. Seule la BNS devrait abaisser de nouveau ses taux.

	Fin 00	23.11.01	Prévision 3 mois	12 mois
Suisse	3,37	2,10	1,7–1,8	2,3–2,5
Etats-Unis	6,40	2,16	2,0–2,1	3,0–3,2
UE 12	4,85	3,37	3,3–3,4	4,0–4,1
Grande-Bretagne	5,90	3,94	4,0–4,1	4,5–4,6
Japon	0,55	0,08	0,0–0,1	0,0–0,1

MARCHÉ OBLIGATAIRE

Hausse des rendements en 2002

Le rendement des emprunts d'Etat américains et européens s'est éloigné de son plancher. L'amélioration des perspectives conjoncturelles pour 2002 a également des effets positifs sur les marchés obligataires. Du fait des incertitudes économiques et politiques, l'intérêt pour les titres d'Etat se maintiendra dans un premier temps. Les rendements continueront à augmenter avec l'accélération de la conjoncture américaine au printemps prochain.

	Fin 00	23.11.01	Prévision 3 mois	12 mois
Suisse	3,47	3,12	2,6–2,7	3,1–3,2
Etats-Unis	5,11	5,00	4,8–4,9	5,5–5,6
Allemagne	4,85	4,60	4,6–4,7	5,0–5,1
Grande-Bretagne	4,88	4,70	4,7–4,8	5,1–5,2
Japon	1,63	1,36	1,3–1,4	1,5–1,6

TAUX DE CHANGE

Retour en force du dollar

Les succès de l'Alliance du Nord en Afghanistan ont ramené la confiance sur les marchés financiers internationaux. Le marché reflète déjà les impulsions positives attendues des politiques monétaire et budgétaire aux Etats-Unis, puisque le dollar s'est apprécié par rapport aux principales monnaies. Au vu de la reprise de la dynamique conjoncturelle américaine, le billet vert devrait rester ferme en 2002.

	Fin 00	23.11.01	Prévision 3 mois	12 mois
CHF/USD	1,61	1,67	1,64–1,65	1,69–1,75
CHF/EUR*	1,52	1,46	1,46–1,48	1,47–1,49
CHF/GBP	2,41	2,35	2,35–2,39	2,33–2,37
CHF/JPY	1,41	1,34	1,35–1,37	1,30–1,37

* Taux de conversion : DEM/EUR 1.956; FRF/EUR 6.560; ITL/EUR 1936

Source tous graphiques: Credit Suisse Economic Research & Consulting

Zurück Vorwärts Abbrechen Aktualisieren

Adresse:  <http://www.credit-suisse.com/en/home.html>

Les grandes banques mènent la danse

Les grands établissements financiers américains de l'ancienne économie arrivent aussi en tête dans le monde virtuel. Et leurs sites enregistrent les meilleurs taux de croissance, l'exemple le plus spectaculaire étant celui de la Chase Manhattan, dont le nombre de visiteurs est passé de 900 000 en juillet 2000 à 3,6 millions un an plus tard.

Nombre d'internautes sur les sites financiers américains (juillet 2001)

4 000 000

3 500 000

3 000 000

2 500 000

2 000 000

1 500 000

1 000 000

500 000

0

Banques uniquement en ligne Banques multicanaux (Internet et succursales)

E*Trade Bank Juniper Netbank Fleet Boston Bank One Bank of America Citibank Wells Fargo Chase Manhattan

Réseau des réseaux : place aux grands !

N'en déplaise à Amazon et Dell, les grandes marques de l'ancienne économie donnent aussi le ton dans la nouvelle.

Andreas Thomann, rédaction Bulletin Online



Silvan Wyss, Credit Suisse, e-Solutions

«L'interconnexion intelligente des canaux de vente est notre priorité»

Même Bill Gates s'était trompé. En pleine euphorie Internet, il avait prédit aux fournisseurs traditionnels de services financiers leur éviction prochaine du marché par de nouveaux venus des milieux informatiques et d'autres secteurs. Aujourd'hui, au seuil de l'année 2002, on peut dire que la déferlante a fait long feu. Et la société de Bill Gates, Microsoft, continue de vendre des logiciels plutôt que des hypothèques.

Dans le secteur financier aussi, l'euphorie a fait place au réalisme. En effet, avant de desserrer les cordons de leur bourse, les banques examinent désormais les projets e-business d'un œil beaucoup plus critique. C'est dans le courtage en ligne, où un climat boursier défavorable a fait fondre les volumes, que le désenchantement est le plus marqué. En Allemagne, par exemple, le pionnier Consors va supprimer 360 emplois avant la fin de l'année. Mais ses principaux concurrents, Comdirect et Direkt Anlage Bank (DAB), plongent eux aussi dans le rouge. En Suisse, les banques privées Vontobel et Julius Bär, notamment, ont défrayé la chronique en abandonnant, au prix de lourdes pertes, des projets de courtage en ligne déjà bien avancés. Quant au Credit Suisse, il a renoncé en avril dernier à sa plate-forme de négoce paneuropéenne lancée six mois plus tôt.

Fini le temps où les acteurs du e-business semblaient prêts à jeter aux orties les bons vieux principes de l'économie d'entreprise. «A présent, les investisseurs attendent des entreprises de la nouvelle économie qu'elles rejoignent au plus vite la zone bénéficiaire», explique Robert Mutschler, de Forrester Research. Ce spécialiste des études de marché ne considère pas toutefois les perspectives comme sombres: «Bon nombre de nouveaux acteurs en ligne, notamment dans le e-banking, se sont solidement établis en offrant à leur clientèle une vraie valeur ajoutée.»

Quelles perspectives pour le e-business? Telle est la question qui se pose. Trois tendances se dessinent actuellement:

1. Le e-business bien vivant

De nombreux signes montrent que la révolution Internet n'en est qu'à ses débuts: selon les estimations de l'institut eMarketer, quelque 307 millions d'hommes et de femmes de plus de 14 ans utilisent activement Internet dans le monde. D'ici à 2004, ce chiffre devrait plus que doubler (voir graphique page 62), ce qui ne restera pas sans conséquences sur le commerce électronique. Aux Etats-Unis seulement, estime eMarketer, les consommateurs ont fait cette année des achats sur Internet totalisant 54 milliards de dollars, soit une hausse de 16 milliards par rapport à l'an dernier. L'institut de recherche prévoit toutefois les plus grands volumes d'affaires dans le segment business-to-business (B2B): d'ici à 2004, le commerce mondial interentreprise sur Internet devrait atteindre 2,8 billions de dollars (voir graphique page 62).

En Suisse, l'étude «Netzreport», fondée sur une enquête effectuée l'été dernier auprès de 3859 entreprises, indique que les firmes suisses n'ont pas perdu elles non plus le goût du e-business. Selon cette étude, l'économie helvétique a investi en 2001 entre 6 et 7 milliards de francs dans le secteur e-business. La tendance serait même légèrement en hausse pour l'an prochain. Réalisée par le journal «Handelszeitung» auprès de quelques grandes sociétés suisses au lendemain des attentats contre le World Trade Center, une enquête-éclair parvient aux mêmes conclusions. Hormis La Poste et les groupes de médias, les entreprises prévoient d'investir en 2002 au moins autant, sinon plus, dans leurs projets e-business.

2. Les cybersociétés en quête d'ancrage

Ayant réussi à gagner d'importantes parts de marché sans aucune présence physique, Amazon et Dell sont les exemples types de la révolution Internet. Ces deux sociétés sont toutefois l'exception car, dans presque tous les secteurs, ce sont les marques bien établies de l'ancienne économie qui se sont hissées au sommet. Témoin le paysage médiatique suisse en ligne, où les cinq portails les plus visités appartiennent tous à des titres bien connus: blick.ch (1), nzz.ch (2), cnn.com (3), tages-anzeiger.ch (4) et 20min.ch (5). Quant au service d'informations financières Moneycab, qui opère exclusivement sur Internet, il ne figure même pas parmi les quinze premiers. Même tableau dans le secteur financier: selon l'institut d'études de marché Jupiter Media Metrix, 13,4 millions d'internautes (visiteurs uniques) ont consulté en juillet dernier les pages Web des banques américaines multicanaux, c'est-à-dire ayant aussi pignon sur rue. Ils n'étaient que 6,4 millions un an plus tôt. Parallèlement, le nombre d'internautes sur les sites des banques n'offrant que des services en ligne reculait de 8,1% à 1,1 million.

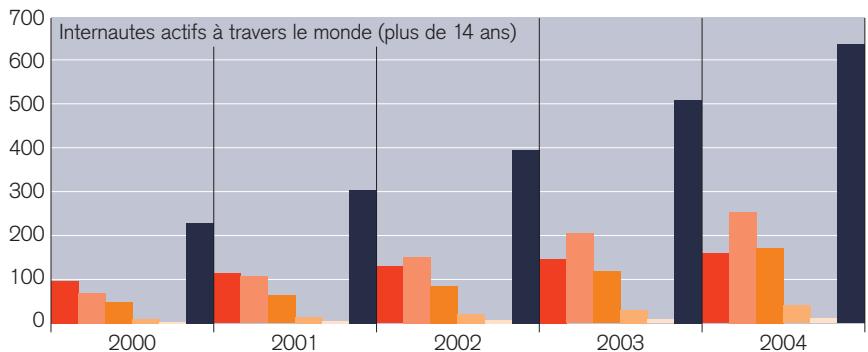
La clé du succès réside dans une combinaison de briques (canaux de vente traditionnels ancrés dans le monde physique) et de clics (activités basées sur Internet). Le courtier en ligne américain Charles Schwab l'a d'ailleurs assez vite compris. Lancée à l'origine comme une société n'offrant que des services en ligne, la firme dispose désormais de plus de 400 agences. Dans le secteur bancaire en particulier, les simples «dotcom» ont peiné pour gagner la confiance des clients. Or sans celle-ci, une banque ne peut pas

Plus du double d'internautes d'ici à 2004

Aujourd'hui, 307 millions d'hommes et de femmes de plus de 14 ans utilisent Internet dans le monde. En 2004, ils seront 640 millions selon eMarketer.

Source : eMarketer, août 2001, www.emarketer.com

Millions

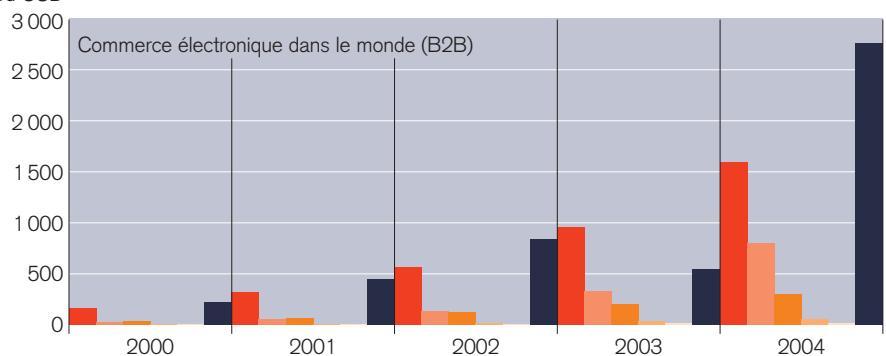


L'Amérique du Nord en avance dans le B2B

D'ici à 2004, les entreprises du monde entier commerceront entre elles pour plus de 2,8 billions de dollars. Avec 1,6 billion de dollars, l'Amérique du Nord arrive en tête.

Source : eMarketer, juillet 2001, www.emarketer.com

mrd USD



Les livres en tête des ventes sur Internet

Qui a dit qu'Internet sonnerait le glas du bon vieux livre ? L'invention de Gutenberg est en tête des ventes sur le nouveau média.

Source : REMP, octobre 2001

Achats en ligne en Suisse (acheteurs en % des internautes)



aller bien loin. Sans compter que le canal Internet n'a fait ses preuves jusqu'ici que pour les produits standard. «Avant de conclure une assurance-vie, le client veut généralement se faire conseiller par une personne en chair et en os», conclut Robert Mutschler, qui connaît bien le sujet.

Le Crédit Suisse a misé dès le début sur l'approche multicanal. Toutefois, les nombreux portails et sites Web nouvellement créés ont des liens plutôt distendus entre eux, aussi bien qu'avec les canaux traditionnels. «L'interconnexion intelligente de ces canaux est notre priorité», affirme Silvan Wyss, qui sera responsable dès 2002 des stratégies et des synergies dans le nouveau département e-Solutions. Les conseillers clientèle assument à cet égard un rôle de premier plan. «Ils doivent expliquer les possibilités d'Internet à leurs clients, que ce soit pour une liste de cours de fonds de placement, des informations sectorielles ou un ordre permanent.» En effet, à la différence des pionniers de la première génération Internet qui déniuchaient eux-mêmes les offres nouvelles sur le réseau, la génération actuelle d'internautes doit être aiguillonnée de l'extérieur. Silvan Wyss illustre cet état de fait par un chiffre : «Aujourd'hui, 90% des nouveaux contrats sur Direct Net, notre banque sur Internet, sont conclus par l'intermédiaire des conseillers clientèle.»

3. Fini le temps de l'expérimentation

Par le passé, les projets e-business répondait avant tout à une exigence : être les premiers sur le marché. Aussi la roue de l'innovation tournait-elle à vive allure, car il s'agissait de devancer chaque fois les concurrents avec des produits tels que Direct Net (e-banking), youtrade (courtage en ligne) et yourhome (portail immobilier). «Ce rythme effréné s'est révélé payant», estime Silvan Wyss. Même dans le segment actuellement malmené du courtage en ligne : «Si nous n'avions pas été les premiers sur

le marché avec youtrade, nous n'aurions pas aujourd'hui la plus grande part du gâteau. Sans parler des 30 à 50% de nouveaux clients ayant conclu un contrat dans le cadre de youtrade.»

Depuis, la course aux offres nouvelles s'est un peu calmée et l'envie d'expérimenter a diminué. La tendance est à la consolidation, à la coordination et à la combinaison des offres : «Pour le particulier, nous avons actuellement trop d'informations et de pages sur le réseau. Nous devons y mettre de l'ordre, estime Silvan Wyss. Une page Web doit permettre au client de trouver rapidement ce qu'il cherche.» Le proverbe «le mieux est l'ennemi du bien» s'applique aussi aux alliances sur le Web. Les portails à large spectre tels que yourhome, où toute une série de partenaires – architectes, entreprises de déménagement, courtiers – proposent leurs services aux côtés du Credit Suisse, sont des modèles intéressants qui exploitent habilement les possibilités offertes par Internet. Reste à savoir si un

projet comme yourhome serait encore lancé dans le contexte actuel. «On assiste à un nouveau recentrage sur les métiers de base, recentrage qui ne devrait toutefois pas exclure les alliances, précise Silvan Wyss. Celles-ci sont utiles là où de nouveaux produits et services créateurs de valeur sont offerts au client.»

Certaines adaptations demeureront invisibles pour le client, notamment au niveau des infrastructures. Et Silvan Wyss de donner un exemple : «Un projet est en cours qui prévoit le regroupement de toutes les offres en ligne sur une plate-forme informatique commune.» Cette «révolution silencieuse» est en marche au Credit Suisse, mais aussi dans d'autres grandes entreprises, comme l'indique une étude de la société de conseil Accenture. Selon celle-ci, les cybertechnologies sont déjà intégrées subrepticement depuis un certain temps dans un nombre croissant de processus commerciaux, tant en interne que dans le commerce interentreprise. Après la vente et le marketing, voici venu le tour des

secteurs approvisionnement, logistique et ressources humaines. Le commerce électronique sert dans ce cas à accroître l'efficacité opérationnelle et à réduire les coûts. Et ce ne serait qu'un début.

Dans l'attente de la prochaine vague

Même si les jeunes pousses ne font pas pour l'instant de percée spectaculaire dans le e-business, la prochaine vague technologique finira bien par déferler. Le vocabulaire existe déjà : commerce mobile, commerce télévisuel ou commerce silencieux (échanges sans aucune intervention humaine). Comme toujours, seule une partie des innovations trouvera un marché. «Mais celles répondant à un besoin réel auront de bonnes chances», s'exclame Robert Mutschler, qui attend impatiemment un service permettant de télécharger des films DVD : surtout le dimanche, quand les vidéothèques sont fermées dans sa région. Des réseaux à débit un peu plus élevé devraient suffire pour que ce modèle commercial trouve lui aussi un bailleur de fonds.

Imbattable en économie.

Chaque mois: l'actualité économique, les études et statistiques, les reportages approfondis.



Revue de politique économique

La Vie économique



L'économie m'intéresse!

- Je profite volontiers de votre offre et souhaite recevoir «La Vie économique» 3 fois de suite pour seulement CHF 30.-.
- Je m'abonne pour un an à «La Vie économique» (12 numéros) pour CHF 149.- (étranger CHF 169.-, étudiants CHF 69.-).

Nom

Prénom

Entreprise

Rue

Code postal/Localité

Téléphone

Fax

Poste Service au lecteur, La Vie économique, CP 2362, 9001 St-Gall **Fax** 071 272 73 84 **e-mail** lavieeconomiqueabo@zollikofer.ch

Réussir, avec sa propre entreprise.

Et vous, quel est votre objectif?

Vous souhaitez améliorer la performance de votre entreprise? Alors mesurez-vous à d'autres et posez maintenant votre candidature au concours **ESPRIX AWARD 2003**. Quelles que soient la dimension et la spécialité de votre société, il ne tient qu'à vous de relever le défi. Et même si vous ne remportez pas le premier prix, votre participation vous fera certainement découvrir une foule d'idées pour renforcer la compétitivité de votre affaire.

Le CREDIT SUISSE est le sponsor principal d'ESPRIX, pour que vous puissiez réaliser vos objectifs.

Inscrivez-vous avant fin avril 2002 au concours **ESPRIX AWARD 2003**.

Téléphone 01 281 00 13 / Fax 01 281 00 16 / www.espix.ch / info@espix.ch



CREDIT SUISSE et WINTERTHUR – une équipe gagnante en bancassurance.



PRIX SUISSE DE LA QUALITÉ
EN BUSINESS EXCELLENCE

ESPRIX AWARD 2003 nous intéresse.

- ESPRIX** catégorie PME
(entreprises comptant jusqu'à 250 collaborateurs)
- ESPRIX** catégorie grandes entreprises
(entreprises comptant plus de 250 collaborateurs)
- Merci de nous envoyer des informations détaillées.

Nom _____

Prénom _____

Société _____

Rue, n° _____

NPA/Localité _____

Téléphone _____

BULL

Envoyer à: **ESPIX**, BUMF, Case postale 100, 8070 Zurich

DANS LE BULLETIN ONLINE (EN ALLEMAND)

En cliquant sur www.credit-suisse.ch/bulletin, vous accédez à quantité d'informations, d'analyses et d'interviews sur l'économie, la société, la culture ou le sport.

Hauts revenus Les stars s'envolent

La déprime conjoncturelle n'a pas encore gagné les arènes sportives. Des records de salaire sont régulièrement battus par les stars du football, du golf ou de la formule 1. Mais les salaires et bonus des «top managers» ont eux aussi explosé dans les années 90. Le Bulletin Online fournit des chiffres et consulte des experts sur le fossé entre riches et pauvres.



Le sportif le mieux payé: Michael Schumacher, pilote de F1.

«Global Compact» Des firmes au service du bien

Une entreprise énergétique de Norvège crée un fonds pour les réfugiés, un groupe pharmaceutique allemand coopère avec l'OMS, une société helvétique de services financiers veille à la préservation de l'environnement: «Global Compact», initiative lancée il y a deux ans par Kofi Annan en vue d'une meilleure coopération entre l'ONU et le secteur privé, porte ses premiers fruits. Le Bulletin Online livre quelques explications.

Autres thèmes du Bulletin Online

- **Division d'actions:** une nouvelle loi permet aux entreprises suisses de diminuer ainsi les prix de leurs titres pour les adapter au niveau mondial. Vague de «splits» en perspective?
- **Sports Awards:** les titres de sportive et de sportif de l'année ont été décernés. Le Bulletin Online s'entretient avec les gagnants.
- **Formule 1:** les pilotes Sauber Nick Heidfeld et Felipe Massa parlent de leurs objectifs sportifs.

@ propos



COUP DU SORT ET RÔTI DE PORC

Pauvre petite... J'imagine l'enfant gravement malade sur son lit d'hôpital, ses chances de guérison quasiment nulles. Je viens de recevoir un e-mail qui me décrit le sort de cette fillette. L'histoire me serre le cœur. Mais Dieu merci, je peux apporter de l'aide. Il suffit que je transmette le message à tous ceux que je connais. C'est du moins ce qui est écrit: une organisation caritative fera don de trois centimes par e-mail envoyé pour la guérison de l'enfant. Il faut donc de nombreux mails pour atteindre l'objectif. Mais n'était-il pas mentionné au premier paragraphe que la petite fille était incurable et n'avait plus que six mois à vivre? Peu importe, on ne peut tout de même pas être tatillon quand il s'agit de sauver une vie humaine. Et si je ne transmets pas le message, le sort s'acharnera bientôt sur moi – pour me punir de mon cœur de pierre. Alors que faire? Transmettre ou éliminer? La décision est vite prise: la lettre larmoyante aboutit à la cyberpoubelle. Je l'admets: deux ou trois fois dans ma vie, j'ai moi aussi transmis une lettre-chaîne. Mais j'ajouterais à ma décharge que j'étais à l'époque une petite élève du primaire. Ces lettres ont ensuite disparu de ma vie, pour refaire surface avec l'avènement du courrier électronique. C'est ainsi que régulièrement je reçois de vibrants appels, que ce soit à la «solidarité avec Brian» ou contre «la répression des femmes afghanes par le régime des talibans». Tous ceux qui m'envoient de tels courriers précisent que ce n'est pas dans leurs habitudes et qu'ils font une exception dans ce cas-là... jusqu'à la prochaine lettre du genre, quelque temps plus tard. Des gens que j'avais toujours tenus pour rationnels font preuve d'une crédulité dont je ne les aurais jamais cru capables. Quoi qu'il en soit, j'ai trouvé ma lettre-chaîne favorite, et cela sous www.mathematik.uni-ulm.de. Le persiflage porte le titre «Bonheur et rôti de porc». Inutile en tout cas d'adresser la lettre aux adeptes du politiquement correct ou aux ennemis du rôti de porc, car celui qui transmet le message «trouvera dans les quatre jours le bonheur et un rôti de porc». Satisfaction garantie. Le bonheur viendra par la poste, et le rôti de porc, par colis UPS.

Ruth Hafen

ruth.hafen@credit-suisse.ch

P.-S. Prière de transmettre absolument ce texte par e-mail à tous vos correspondants sous peine de recevoir un rôti de porc par courrier B.



E-learning :

Heinz Deubelbeiss, rédaction Bulletin Online

Avant d'avoir recours au e-learning pour la formation initiale et continue, l'entreprise doit recenser les besoins des services intéressés. C'est ainsi que cinq membres fictifs du directoire d'une entreprise internationale présentent ci-après leurs exigences, leurs idées et leurs craintes. Andrea Back, professeur à l'Université de Saint-Gall et responsable du groupe de recherche interdisciplinaire «Learning Center», prend position sur les points soulevés.

PDG : les rênes bien en main

Le PDG sait que le e-learning implique un effort financier et humain considérable. Il veut donc connaître les raisons susceptibles d'entraîner le dérapage et, par là, l'échec d'un tel projet.

Andrea Back : «Ce sont souvent les dirigeants eux-mêmes qui commettent la principale erreur, en abandonnant les rênes du projet. Kevin Kelly, responsable e-learning chez Cisco, le dit très bien : «Les nouvelles technologies requièrent de nouveaux leaders.» Le e-learning s'inscrit dans la stratégie de l'entreprise. Si on en laisse l'initiative aux différents services, les besoins ne seront couverts que de façon ponctuelle et isolée. Sans parler des disputes éclatant au sein de l'entreprise pour savoir où «domicilier» le projet de e-learning. Si le PDG assume la responsabilité du projet, du moins au stade initial, il peut éviter que trop de programmes parallèles soient mis en place, qui devront par la suite être péniblement «recollés» morceau par morceau. Néanmoins, c'est une erreur de vouloir lancer un projet de

«Je doute que les espaces de formation virtuels entraînent l'isolement.» Andrea Back, professeur à l'Université de Saint-Gall et responsable du groupe de recherche «Learning Center».

une entreprise au banc d'essai

Le e-learning est du ressort des dirigeants. Et il faut une direction forte pour synthétiser les besoins de tous les services.

e-learning intégré dès le départ. Le mieux est un «mix» entre des solutions isolées, élaborées pour un bénéfice rapide (quick win), et une stratégie de e-learning à l'échelle de l'entreprise.»

Directeur marketing: globalisation

Ce qui préoccupe le directeur marketing, c'est l'internationalisation croissante de l'entreprise. Il doit organiser de plus en plus d'ateliers stratégiques pour ses collaborateurs, mais aussi pour des clients et fournisseurs sélectionnés dans le monde entier. Des opérations qui entraînent beaucoup de frais de déplacement. Le directeur marketing espère que le e-learning permettra à ces personnes de travailler sans contrainte de lieu. Il veut également dispenser une formation commerciale, autre mission clé de son service, à l'aide du e-learning.

«Les ateliers virtuels s'adressant à des participants dispersés dans le monde entier ne sont pas un problème sur le plan technique. Chaque participant se connecte à l'atelier sans avoir à prendre l'avion. Il voit sur le tableau électronique ce que l'intervenant dessine, il étudie les présentations de diapositives, il peut demander la parole, voire prendre la craie électronique. Plus tard, il pourra réexaminer le tout. Des forums permettent également de reprendre le sujet. La formation commerciale, seconde solution de e-learning requise par le directeur marketing, peut être optimisée sous une forme mixte alliant cours à distance et en «présentiel». Les stages traditionnels seront plus courts, donc à moindre coût, si certains

cours sont accessibles sur Internet avant ou après le stage. Le défi consiste à trouver le bon «mix-formation». Il est concevable de réaliser de brefs vidéofilms sur des situations commerciales qui seront jouées en présentiel, par exemple dans des jeux de rôle. De retour à son poste de travail, le commercial accéderait à des modules résumés, délivrant l'essentiel du message dès qu'un entretien de vente se profile. La tentation est grande d'incorporer des données commerciales et des connaissances spécialisées dans une plate-forme de e-learning via les bases de données. Mais là je mets un frein, car il ne faut pas demander la lune. Il est déjà ambitieux de vouloir mettre en œuvre à l'échelle de l'entreprise un portail de formation et de savoir visant à aider chaque collaborateur dans son quotidien professionnel.»

Directeur financier: moins de coûts

La formation continue devient un important facteur de coût. Le directeur financier se demande si le e-learning permet d'abaisser ce coût.

«Il est vrai que nombre d'entreprises justifient leurs projets de e-learning par leur volonté de réduire les coûts de formation initiale et continue. Selon une enquête

menée par Unicmind en Allemagne, 70% des grandes entreprises interrogées ont mentionné la diminution des coûts comme motif de mise en œuvre du e-learning.»

Directeur informatique: make or buy ?

Le directeur informatique doit déterminer quels outils de e-learning sont disponibles sur le marché et lesquels il doit adapter, voire développer dans son service.

«En règle générale, les entreprises adoptent des logiciels standard. Je me réfère à une étude de Brandon Hall (www.brandon-hall.com), selon laquelle les plate-formes de e-learning (Learning Management Systems ou LMS) destinées à plusieurs milliers de collaborateurs coûtent facilement 500 000 dollars. Une autre option est l'**«Application Service Providing»**, consistant en systèmes d'apprentissage que l'on peut louer et utiliser hors de l'entreprise.»

DRH: la simplicité avant tout

Le directeur des ressources humaines (DRH) connaît les différences existant entre les collaborateurs face au e-learning, les compétences techniques variant en fonction du niveau de formation et de l'âge. C'est pourquoi sa principale exigence porte sur la simplicité d'utilisation. Il doute en outre du succès d'un stage sans contacts personnels. Car les participants apprécient le dialogue informel avec l'instructeur. Ils créent aussi, pendant les



Andrea Back, professeur à l'Université de Saint-Gall

«Le e-learning s'inscrit dans la stratégie de l'entreprise»

pauses, des liens très importants pour le sentiment d'appartenance à l'entreprise, indépendamment du contenu du stage. Cela peut s'avérer magique par la suite dans l'activité professionnelle. Le DRH craint que la cyberclasse n'échoue sur ce point.

« L'exigence de simplicité touche un aspect essentiel : s'il faut plus de quelques minutes pour se familiariser avec la plate-forme de e-learning, le participant frustré se déconnectera d'un simple clic de souris... bien plus vite qu'il ne pourrait quitter un stage traditionnel. Même les jeunes connaissant Internet ont parfois d'énormes difficultés face à la complexité de certaines plates-formes de formation. Cependant, les informaticiens sont incapables d'inclure dans la programmation du logiciel la « human touch » souhaitée par le DRH. Autrement dit, quand le contact personnel est requis, la formation en présentiel restera indispensable. Mais je doute du bien-fondé de l'opinion selon laquelle les espaces de formation virtuels entraîneraient l'isolement. Les info-groupes, forums de discussion et autres cercles d'assistance mutuelle poussent comme des champignons sur Internet. »

Bibliographie:

Andrea Back, Oliver Bendel, Daniel Stoller-Schai: E-Learning im Unternehmen: Grundlagen – Strategien – Methoden – Technologien, Orell Füssli, Zurich 2001.

M.J. Rosenberg: E-Learning Strategies for delivering Knowledge in the Digital Age, McGraw-Hill, New York 2001.

**www.credit-suisse.ch/bulletin
(en allemand)**

**E-learning dans la pratique:
le Bulletin Online fournit des exemples.**



«Apprendre, c'est travailler, et travailler, c'est apprendre»

Le e-learning sert à transmettre des connaissances, mais aussi à changer les comportements. Rudolf Weber, chef e-learning du Credit Suisse, explique comment.

**Interview: Heinz Deubelbeiss,
rédition Bulletin Online**

HEINZ DEUBELBEISS Existe-t-il déjà des classes virtuelles au Credit Suisse ?

RUDOLF WEBER Non, pas encore. Outre le fait que cette technique requiert des réseaux à haut débit, on ne constate guère de plus-value didactique. Le succès des classes virtuelles aux Etats-Unis repose essentiellement sur la possibilité de substituer ce système aux stages traditionnels. Ce qui réduit énormément les frais de déplacement et d'hébergement. En Suisse, toutefois, les formations sont souvent proposées en modules d'une journée.

H.D. Où voyez-vous un potentiel pour le e-learning au Credit Suisse ?

R.W. Beaucoup pensent que seuls des thèmes spécifiques se prêtent au e-learning. Nos projets ont montré cependant que le système était tout à fait adapté à la formation comportementale, par exemple pour l'entretien de vente. Nous présentons alors à l'utilisateur une séquence vidéo tirée d'un entretien de vente, après quoi le système demande à celui-ci de jouer le rôle de chef des ventes et, à l'aide de questions à choix multiple, d'orienter l'entretien dans une direction définie. L'élève, par ses réponses, peut bien sûr se mettre dans une situation inconfortable. Mais il est possible d'influencer

presque jusqu'au bout le cours de l'entretien. A la fin, si tout se passe bien, une vente vient couronner l'entretien, ou alors le client prend poliment congé.

H.D. Des études font ressortir le bas niveau d'acceptation du e-learning par la plupart des collaborateurs. Comment voulez-vous surmonter ce blocage ?

R.W. L'acceptation dépend de la conception et de l'intégration du support. Si l'on met un livre technique sur le bureau d'un collaborateur, il y a peu de chances que l'ouvrage soit lu. De même pour le e-learning. Nous devons optimiser le support et en simplifier au maximum l'utilisation. Bien exploiter le e-learning implique en outre que le dosage des supports soit cohérent. Pour obtenir un succès pédagogique durable, il faut associer judicieusement des formes d'enseignement classiques et d'autres assistées par ordinateur.

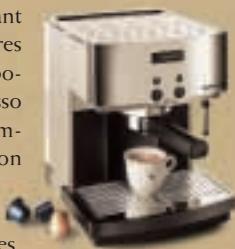
H.D. Apprendre est la nouvelle façon de travailler. Que pensez-vous de ce constat ?

R.W. C'est une opinion répandue depuis longtemps au Credit Suisse. Mais nous ajoutons : « Apprendre, c'est travailler, et travailler, c'est apprendre. »

Le hasard fait peut-être bien les choses
mais rarement quatre fois de suite.



Un espresso parfait ne doit pas être le fruit d'un parfait hasard. Pour ça, il faut un système qui permette de maîtriser à chaque instant tous les paramètres nécessaires à l'élaboration d'un espresso parfait. Pour commencer, l'attention est portée sur le café lui-même. Il existe 9 mélanges Nespresso différents, issus des plus grands crus. Le grain est ensuite torréfié, moulu puis conservé dans une capsule hermétiquement scellée.



Cette capsule contient la mesure de café idéale par tasse. Il suffit alors d'introduire la capsule dans l'une des machines spécialement développées pour Nespresso. Un filet d'eau à température et pression idéales traverse ensuite la capsule, libérant ainsi le goût et les 900 arômes du café. Plus d'efforts ni d'erreurs. Votre espresso est parfait, à chaque fois.

www.nespresso.com



NESPRESSO
LE SYSTEME



Papier-à-porter: jupe portefeuille
en papier shifu japonais tissé main,
veste en papier recyclé et polyester
mélangés; créations Esther Chabloz.

Magie du papier

Pour la plupart d'entre nous, le papier n'est rien de plus qu'un support de l'écriture, pratique mais éphémère. Pourtant, il peut également servir à la fabrication de meubles, de vêtements, d'objets usuels... et même à la construction de maisons. Jacqueline Perregaux, rédaction Bulletin

Un martèlement sourd et cadencé remplit les lieux. Actionnés par la roue du moulin à papier de Saint-Alban, d'énormes maillets broient chiffons et fibres de coton qui, mélangés à de l'eau, produiront la pâte à papier.

Dans le Musée du papier de Bâle, des spécialistes fabriquent quotidiennement le papier selon des méthodes ancestrales. Depuis son invention, il y a plus de 3000 ans, ce matériau a connu une multitude d'usages, des plus nobles aux plus communs. Tour à tour objet de luxe et produit de grande consommation, il connaît aujourd'hui une nouvelle jeunesse grâce au design.

Selon la définition du Petit Larousse, le papier est une «matière faite de substances végétales réduites en une pâte étalée et séchée en couche mince, et qui sert à écrire, à imprimer, à envelopper, etc.» En réalité, il recèle bien d'autres qualités et permet des utilisations que son apparence fragile ne laisse pas soupçonner.

Le professeur de design allemand Jan Armgardt, par exemple, est un pionnier de la fabrication de meubles en papier. Il redéfinit la notion même de papier en transformant cette matière d'aspect délicat et éphémère en mobilier solide. Pour commencer, il confectionne une armature en contreplaqué de peuplier ou en carton renforcé, à laquelle il donne la forme approximative du futur meuble. Puis il colle sur l'armature des couches successives de vieux papier, jusqu'à ce que le meuble obtienne ses contours définitifs. En séchant, le papier se tend, formant une sur-



1

Papier confortable: siège «Wiggle Side Chair» et table basse «Low Table Set» en carton, de Frank O. Gehry.

face dure et résistante. C'est une méthode lente et compliquée, peu propice à la fabrication en série. Mais c'est aussi là son intérêt, car elle ne produit jamais deux objets identiques. En effet, avec le matériau utilisé, le papier, il est impossible de prévoir à l'avance le résultat, et chaque meuble devient une œuvre unique.

L'idée des meubles en papier n'est pas vraiment nouvelle. Le Lloyd Loom, un matériau noble fabriqué à partir de papier kraft tiré d'un bois scandinave, existe depuis 1917. Le papier est d'abord torréfié autour d'un fil d'acier avant d'être

tissé en une sorte de fibre. Celle-ci est ensuite tressée sur l'armature du meuble, généralement en rotin. La qualité des meubles en Lloyd Loom se reflète dans les prix, relativement élevés. Mais conçu pour durer une vie entière, ce type de mobilier aurait même plutôt tendance à prendre de la valeur avec l'âge.

Grand architecte crée «petit castor»

La possibilité de fabriquer des sièges en papier semble avoir fasciné de nombreux designers. Parmi eux, Frank O. Gehry, l'architecte du musée Guggenheim à Bilbao. Lui aussi s'est intéressé à ce matériau polyvalent au point de créer, en 1972, une ligne de mobilier en carton intitulée «Easy Edges», dont le classique «Little Beaver» (littéralement «petit castor»), un fauteuil constitué d'épaisses feuilles de carton ondulé contre-collées, est encore fabriqué aujourd'hui.

Toutefois, ce matériau fin et délicat qu'est le papier n'est pas uniquement destiné à se muer en objets rigides. Certains artistes préfèrent au contraire souligner sa fragilité et sa transparence. Dans son atelier de Gipf-Oberfrick, un petit village suisse, Terumi Chinone crée des luminaires originaux, en toutes petites séries. Selon la taille de l'objet, la fabrication prend de une à trois semaines. «Ce qui me fascine, ce n'est pas seulement la diversité du papier en tant que matériau, mais aussi et surtout son caractère malléable. Je peux en faire ce que je veux», nous explique l'artiste. Elle confectionne des lampes colorées en papier japonais artisanal ou industriel, qui diffusent une lumière



2



3



4

- 2 Papier de sol: tapis «Oscuro» en papier et toile.
3 Papier lumineux: lampe de table créée par Terumi Chinone.
4 Papier porteur: le pavillon japonais de l'Expo 2000 à Hanovre.

douce et tamisée pour une atmosphère chaleureuse. Sa dernière création est un ballon en papier. «Peut-être en ferais-je un jour une lampe», déclare-t-elle.

Des designers suisses mordus du papier

Hugo Zumbühl et Peter Birsfelder, qui à eux deux forment le Teppich-Art-Team, ont créé à partir du papier un autre objet surprenant: «Oscuro», un tapis pour lequel ils ont remporté en 1999 le prix suisse du design dans la catégorie «textile». Disponible en trois coloris (noir, marron et beige), ce tapis est fabriqué dans du papier et de la toile teintés, ainsi qu'à partir d'épais carton d'emballage gaufré, découpé en lanières, humidifié, puis tissé. «Je préférerais utiliser du papier journal, mais ce n'est pas assez solide», déplore Hugo Zumbühl. Le tapis est ensuite traité à deux reprises avec une cire biologique qui le rend plus résistant. Hugo Zumbühl est responsable du design. La fabrication proprement dite, réalisée dans l'établissement pénitentiaire de Thorberg, est supervisée par le maître tisserand Peter Birsfelder. La dernière création du Teppich-Art-Team est le «Transparavent», un paravent en papier de soie paraffiné d'as-

pect transparent et de style asiatique. Le papier de soie est d'abord découpé en lanières, puis tissé avec une ficelle de papier torsadé. La toile ainsi obtenue est tendue sur un simple cadre métallique.

Même si l'utilisation du papier est de plus en plus prisée dans le design de mobilier, elle reste souvent réservée au haut de gamme. C'est encore plus vrai dans le secteur textile. Des vêtements en papier, pourquoi pas? Alors qu'elle cherchait de nouvelles idées de créations, Esther Chabloz a découvert le shifu, une ancienne technique japonaise. «Je travaille aussi bien avec des matériaux traditionnels, comme le tissage shifu, et des matières plus modernes, qu'avec du papier suisse de grande qualité. Les matériaux de départ sont différents: le shifu est fabriqué à partir d'une plante népalaise appelée «lokta», tandis que la société Schläpfer à Saint-Gall utilise du papier recyclé pour ses tissus de papier. Cela donne des combinaisons intéressantes», explique Esther Chabloz, qui crée des vestes et des jupes en shifu. Ce tissu est constitué d'un unique fil torsadé. D'abord lisse, il est plongé dans l'eau, où il se resserre. En séchant, il ondule, ce qui lui

confère son aspect particulier. Capable d'absorber beaucoup d'humidité, ce tissu est un excellent isolant. Sa texture douce et souple le rend aussi très confortable et agréable à porter. Et enfin, son entretien ne pose aucun problème.

Les usages du papier sont tellement multiples qu'on retrouve même ce dernier comme matériau de construction. Le pionnier dans ce domaine est bien évidemment le Japon, avec sa longue tradition du papier washi et de l'origami. Pour preuve le pavillon japonais de l'Exposition universelle de Hanovre, en 2000, construit à partir de tubes de carton, de papier compressé et de tissu. Le toit se composait quant à lui d'une charpente bombée en carton sur laquelle on avait tendu une membrane en tissu et en papier traité.

Des maisons de papier

L'utilisation du papier comme matériau de construction n'est pas seulement une lubie de designer. Les habitations japonaises avec leurs charpentes en tubes de carton renforcé en témoignent, tout comme la méthode «papercrete» aux Etats-Unis, qui consiste à ramollir dans l'eau du papier de récupération et du carton avant de les mélanger à du sable et à du ciment.

Depuis trois millénaires, la fascination exercée par le papier semble intacte. Omniprésent dans notre quotidien, le papier a vu ses usages se banaliser, mais il trouve aujourd'hui un nouveau souffle comme matériau de luxe ou dans de nouvelles applications.

MOULIN À PAPIER DE BÂLE: L'AMOUR DU PAPIER

Dans l'une des premières salles du Musée du papier trône une grande cuve. D'une main experte, le papetier Peter Bergner y brasse la pâte à papier à l'aide d'une grande palette de bois. «Tout me fascine, dans le papier: sa fabrication, sa sonorité, son apparence et sa fonction de support pour l'écriture et l'imprimerie», s'enthousiasme Peter Bergner. Pour schématiser, on peut dire que le papier n'est rien d'autre qu'un mélange d'eau et de fibres extraites de chiffons, de plantes, du bois ou du coton. «Nous fabriquons notre papier standard à partir de 80% de fibres de coton et 20% de toile; les chiffons en fibres végétales servent principalement à la production de papier aquarelle», explique Peter Bergner. Il a mélangé tout à l'heure 25 kilos de matière première sèche, obtenue par broyage dans le moulin, à 800 litres d'eau dans cette gigantesque cuve. Maintenant, il puise la pâte à papier avec des tamis de différentes formes. Car le musée de Bâle est aussi une fabrique de papier, qui exécute les commandes de particuliers et de sociétés. Le papetier doit régulièrement reprendre le brassage de la masse à l'aide d'une sorte de grand bâton terminé par une plaque percée.

Le papier de fabrication artisanale est un matériau très noble. D'une part parce que la méthode est longue et complexe, et d'autre part parce qu'elle permet au papetier de personnaliser le papier, en incluant des filigranes par exemple. Le moulin de Bâle a ainsi créé différents motifs, certains à la demande de clients. Selon les goûts ou les besoins, le papier peut donc être décoré avec des inclusions de paille, de fleurs ou de paillettes de fer. Peter Bergner a aussi créé un papier cadeau très fin, de couleur rouge. «Pour moi, le papier cadeau doit produire un bruissement caractéristique. J'obtiens cet effet en prolongeant le brassage, ce qui renforce le papier et modifie sa sonorité.» Ce papetier passionné teste sans cesse de nouvelles choses, à toutes les étapes de la fabrication. «Au cours d'une de mes expérimentations, j'ai eu l'idée d'inclure à la pâte de la tourbe et de fines fibres de laine. C'est très joli», se réjouit-il. Ce sont de petits détails comme celui-là qui apportent une touche personnelle aux papiers du moulin. Mais peut-on reconnaître un papier fabriqué par Peter Bergner? Cette question le fait rire: «J'espère bien que non, cela trahirait des imperfections!»

5



5 Peter Bergner devant une cuve de pâte à papier.

6 La pâte est d'abord puisée à l'aide d'un tamis...

7 ... puis mise sous presse...

8 et enfin contrôlée après séchage.

6



7



8



De nouveaux stades pour le pays

L'équipe nationale suisse de football musarde actuellement autour du soixantième rang dans le classement mondial de la FIFA. Une situation à laquelle la construction de nouveaux stades doit remédier. En tant qu'investisseur, le Credit Suisse participe largement à cette évolution.

Andreas Schiendorfer, rédaction Bulletin



«Faire son entrée au Camp Nou devant 98 000 spectateurs, jouer contre le FC Barcelone, voire avec lui. Ou fouler la pelouse de l'Old Trafford de ManU. Sentir cette ambiance, cet enthousiasme pour le football. Peut-être bientôt chez nous aussi?», médite Stefan Iten. Stefan est un des 33 357 jeunes faisant un apprentissage commercial en Suisse. Il est aussi l'un des 117 695 juniors de football. Et pas n'importe lequel, puisque le Credit Suisse lui permet de s'entraîner de six à huit fois par semaine au Grasshopper de Zurich. Le talentueux défenseur central de Zurich-Höngg a recueilli les fruits de son travail en octobre dernier, en se qualifiant pour le championnat d'Europe de mai 2002 au Danemark avec l'équipe nationale U17 entraînée par Markus Frei.

«Nous ne jouons presque jamais dans de grands stades», regrette l'apprenti. Sa visite au stade du Wankdorf à Berne pour la séance de photos constitue donc une exception. A double titre, d'ailleurs, car depuis le 3 août 2001 ce ne sont plus les footballeurs, mais les engins de chantier qui avancent, reculent, se retirent sur les ailes, comblent des lacunes en milieu de terrain ou renforcent les lignes arrière. Cela fait penser au fameux «verrou» suisse de l'après-guerre, axé sur la défense. Et le renfort arrive sous la forme d'une grue de 70 mètres. Un système ultramoderne. Mais pour le commun des mortels, le futur stade national ne présente aucune transparence. Vers la

fin du «match» (prolongations exclues!), jusqu'à 2 500 ouvriers seront à l'œuvre, selon Peter Frauchiger, directeur de chantier. Plus de 30 000 Bernois, plus connus pour leur calme, hurleront là dans moins de trois ans pour encourager leur équipe à la victoire. Comme le font d'ores et déjà les supporters du FC Bâle au Parc Saint-Jacques à Bâle. Quel sera l'impact, sur le football helvétique, des nouveaux temples du ballon rond à Genève, Zurich, Saint-Gall, et éventuellement Lausanne et Lucerne? Le calendrier est inchangé chez les juniors, en tout cas, remarque Stefan Iten avec optimisme. Et lorsque les stades seront vraiment opérationnels, la nouvelle génération de joueurs aura pris le relais...

Des stades vétustes

La Confédération a elle-même constaté que les stades suisses ne répondent plus aux exigences. C'est ainsi que le Conseil fédéral a approuvé en 1996 la «conception des installations sportives nationales» ou CISIN. Pour la mise en œuvre de celle-ci, le Parlement a adopté en 1998 et en 2000 des crédits de subsides d'un montant fixé dans un premier temps à 80 millions de francs: 34 millions sont répartis entre les stades du Parc Saint-Jacques à Bâle (4 millions), de Genève (5 millions), du Wankdorf à Berne (10 millions), du Letzigrund à Zurich (8 millions) et de la Pontaise à Lausanne (7 millions). Quant au «FIFA Stadion Zurich» et au stade de Saint-Gall, ils n'ont que

peu de chances de recevoir une subvention, d'après le secrétaire de la CISIN, Hans-Jörg Birrer, de l'Office fédéral du sport à Macolin. Après l'inauguration officielle du Parc Saint-Jacques, le 7 septembre 2001, le Stade de Genève ouvrira ses portes au printemps 2003, et celui du Wankdorf en automne 2004. Le stade FIFA à Zurich suivra «dans les meilleurs délais»: pas en 2004, année du centenaire de la FIFA, mais plutôt en 2005, voire 2006.

Ces quatre grands stades, dont les capacités dépasseront 30 000 places assises couvertes, figurent dans la candidature de l'Association suisse de football (ASF) et de la fédération autrichienne de football pour le championnat d'Europe en 2008. Le Credit Suisse parvient cette candidature, sous la présidence de Rolf Dörig, Chief Executive Officer de

Credit Suisse Banking, et garantit le professionnalisme des opérations promotionnelles. Le rigoureux cahier des charges de l'EURO 2008 est envoyé en ce moment par l'UEFA aux fédérations concernées.

Projets en Suisse orientale

La Suisse orientale possède elle aussi des projets concrets. En 2004 aura lieu à Winkel l'inauguration du stade de Saint-Gall, avec 18 000 places assises pour les matches internationaux et, en championnat suisse, 14 000 places assises plus 7 000 debout. La date à laquelle aura lieu l'extension des stades omnisports existants, Letzigrund à Zurich et Pontaise à Lausanne, n'est pas encore déterminée. Mais la planification est en cours à Lausanne. A Zurich, les plans initiaux sont révisés à la lumière de l'évolution actuelle, l'idée d'un stade omnisports

INVESTIR DANS L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE

La Winterthur Suisse possède un patrimoine immobilier riche à l'heure actuelle de quelque 790 immeubles d'une valeur de 7,5 milliards de francs. Au milieu des années 1990, Erwin Heri, aujourd'hui Chief Financial Officer de Credit Suisse Financial Services, a eu l'idée d'investir aussi dans des infrastructures publiques, aux rendements plus élevés que les simples prêts. Et pourquoi pas dans le domaine sportif? Le financement de stades de football n'étant pas selon lui du ressort de l'Etat, Erwin Heri s'est intéressé au projet de l'entreprise générale Marazzi pour le Parc Saint-Jacques à Bâle. Les conditions fondamentales pour l'engagement de la Winterthur ont été le rendement et l'écartement de tout risque lié au football. C'est ainsi qu'est né le modèle visant à financer l'utilisation sportive (stade) par une utilisation polyvalente (centre commercial et résidence pour personnes âgées). Dans le projet pilote de Bâle, les pouvoirs publics, en tant que propriétaire foncier, se sont montrés coopératifs et flexibles eu égard au traitement de la demande de permis de construire.

au Hardturm ayant été abandonnée définitivement en mai 2001.

Le président de la FIFA, Joseph Blatter, accueille favorablement les efforts de la Suisse dans la construction de stades de football : « Il est réjouissant que le stade du Parc Saint-Jacques ait fait des émules. Cela ne peut que bénéficier au sport. On le voit bien à Bâle, poursuit-il, où les supporters apprécient clairement le nouveau confort. Un match de football aura ainsi tendance à se transformer en événement impliquant toute la famille, bien davantage que si le stade possède tout juste des toilettes et n'offre ni places confortables ni véritables possibilités de restauration. » La rentabilité est pour Joseph Blatter le principal problème des nouveaux stades. « Pourquoi la FIFA s'oppose-rait-elle à l'intégration, par exemple, d'un centre commercial dans le stade ? L'important pour nous est que les normes soient respectées en matière de confort, d'infrastructure et de sécurité, que toutes les places soient assises et qu'il n'y ait pas de pelisse autour de la pelouse. »

Centres commerciaux

La question des centres commerciaux est évoquée à juste titre, car pour la première fois

au monde, de tels centres seront directement intégrés dans les stades à Bâle, Berne, Genève et Zurich ; en revanche, d'autres installations additionnelles – hôtels, appartements, bureaux ou salles de conférence – sont déjà tout à fait courantes.

Compte tenu d'une présence moyenne de 8500 spectateurs et du surendettement bien connu des associations, la rentabilité mérite une attention particulière. Quand on sait que le projet global du Parc Saint-Jacques coûte 230 millions de francs et qu'il faut compter 350 millions de francs pour le stade national ainsi que pour celui de la FIFA, cela relativise les subsides de la CISIN.

Association cherche mécène

Les associations sportives sont donc désespérément à la recherche de mécènes et de sponsors, et leurs regards se portent notamment sur le Credit Suisse ou la Winterthur. Les deux entreprises s'engagent depuis 1993 auprès de l'ASF et soutiennent les différentes équipes nationales.

En matière de construction, le Credit Suisse sponsorise seulement le Stade de Genève, qui portera ses couleurs à l'avenir. Il lui accorde un crédit de 20 millions de francs non rémunéré sur quatre-vingts

NAISSANCE DU « FIFA STADION »

« Je suis convaincu que nous pourrons choisir en mars 2002 entre deux projets de grande qualité », déclare Reinhard Giger, chef Credit Suisse Financial Services Real Estate Management. Pour le président du jury de spécialistes, il est évident que le « FIFA Stadion » sera extrêmement différent des deux projets primés en mai 2001, « Glaspalast » (Palais de verre) et « Brot und Spiele » (Du pain et des jeux). Réservé exclusivement au football, sans piste d'athlétisme ou possibilité de concerts, le stade verra sa construction simplifiée, et son coût global devra baisser à 350 millions de francs. L'octroi du droit de superficie sur le bien immobilier appartenant à la ville requiert une votation populaire. Avec un délai de construction de deux ans et demi, l'inauguration des installations pourrait donc avoir lieu en 2005. Indépendamment du stade, la construction de la zone restante, à l'ouest, sera également réalisée. Pour le concours, seul un concept urbain est exigé.

ans et nomme Philippe Monti à la vice-présidence de la Fondation Stade de Genève.

« A Bâle et à Berne, Winterthur Life & Pensions fait figure d'investisseur principal, explique Erwin Heri, Chief Financial Officer de Credit Suisse Financial Services. Mais cela n'a rien à voir avec le sponsoring. Tout a été calculé au plus juste. Et c'est seulement lorsque l'entreprise générale Marazzi nous a garanti le rendement exigé que nous avons pris l'engagement financier définitif. » Il souligne que la banque a certes pris l'initiative pour le stade FIFA, mais un rendement brut de 6,5% était également requis pour tout investissement financier concret. C'est pourquoi les coûts du stade FIFA devraient être énormément réduits par rapport aux calculs présentés dans la mise au concours officielle.

Le modèle de financement applicable est chaque fois

similaire. Le propriétaire foncier – à Bâle la ville, à Berne la commune bourgeoise – fournit le terrain à bâtir gratuitement ou à un prix très intéressant. En contrepartie, le groupe d'investisseurs édifie le stade et le remet également à titre gratuit à la société d'exploitation. Cette utilisation sportive est financée par la polyvalence, qui inclut à Bâle, selon Erwin Heri, un centre commercial et une résidence pour personnes âgées, prévue pour le printemps 2002, à Genève, un hôtel et un centre commercial, et à Berne, un centre commercial, deux écoles publiques ainsi que des bureaux et appartements. A Zurich, le principe de base est analogue. Mais outre la ville de Zurich, les propriétaires fonciers comprennent la société Hardturm Immobilien AG et la société Hardturm AG, dans laquelle le Credit Suisse pos-

**www.credit-suisse.ch/bulletin
(en allemand)**

**Le Credit Suisse et le football helvétique :
un succès en duo. Mais où sont les
limites entre sponsoring et investissement ?**
Détails dans le Bulletin Online.

sède une participation de 40%. De plus, la société d'exploitation devra compter avec divers coûts de revient.

Les nouveaux stades relanceront certainement l'essor du football, qui a commencé dans les années 1990. Une nécessité si l'on veut éviter la stagnation du football suisse et une dégringolade encore plus grande en comparaison internationale. Si la Suisse se plaçait encore parmi les 30 premières nations du monde dans le classement FIFA de l'été 1996, elle s'est retrouvée en octobre 2001 à un modeste 62^e rang, derrière des contrées «exotiques» en termes de football : Honduras (place 20), Arabie Saoudite (30), Egypte (40), Chine (55) ou Ghana (60).

Optimisme de rigueur

Le président de la FIFA, Joseph Blatter, est cependant optimiste : «La Suisse est un petit pays. Il y a donc des fluctuations. A cela s'ajoute le fait qu'il n'y a pas assez d'argent dans le football de pointe à l'heure actuelle. L'ASF accomplit pourtant un excellent travail dans ses centres de préformation à Payerne et Frauenfeld, grâce notamment au soutien du Credit Suisse. Cela se reflète dans les résultats des différentes équipes espoirs. Je suis curieux de voir ce qui va se passer ces prochaines années.»

Effectivement, l'équipe nationale U17 a participé cinq fois au championnat d'Europe au cours des sept dernières années. A cela s'ajoutent maintenant les succès des plus âgés des juniors, comme l'indique Pierre Benoit, res-

ponsable de la communication de l'ASF. L'équipe U18 a participé en 1997 au championnat d'Europe, et en novembre, les U21 – les Titans de Bernard Challandes – ont obtenu une place dans le tournoi final de 2002 des huit meilleures nations du football européen.

Les statistiques aussi autorisent la confiance. Alors que la saison 1993/1994 – la plus brillante en Suisse depuis des lustres – réunissait 98 366 ju-

niors, il y en a aujourd'hui 20% de plus. Ceux-ci se mettent plus tôt au sport, et l'élite suit un entraînement professionnel. Ce n'est donc plus qu'une question de temps...

Stefan Iten est prêt

Fin novembre. Il pleut sans arrêt, un temps à ne pas mettre un chien dehors. Mais les jeunes Hoppers s'entraînent comme ils le font deux fois par jour à Zurich-Förrlibuck. L'entraîneur Carlos Bernegger n'a

pas besoin d'expliquer grand-chose. Les exercices sont connus. Le ballon passe en sifflant, un virtuose exécute une double feinte de corps. Peu importe le terrain détrempé ou le temps exécrable. Bientôt, les joueurs se retrouvent sur la pelouse artificielle, mais le travail en salle est exclu.

Stefan Iten pense déjà au printemps du football suisse, avec le championnat d'Europe U17 au Danemark et les nouveaux stades.

LES STADES FINANÇÉS PAR LE CREDIT SUISSE



Bâle

Parc Saint-Jacques

Premier jeu:	15 mars 2001
Inauguration:	7 septembre 2001
Places assises:	30 200
Coût du stade:	env. 50 mio. CHF
Projet global:	env. 230 mio. CHF



Genève

Stade de Genève (La Praille)

Début des travaux:	29 mars 2001
Premier jeu:	14 mars 2003
Places assises:	30 000
Coût du stade:	env. 93 mio. CHF
Projet global:	env. 243 mio. CHF



Berne

Stade national (Wankdorf)

Début des travaux:	3 août 2001
Premier jeu:	automne 2004
Places assises:	31 000
Coût du stade:	env. 70 mio. CHF
Projet global:	env. 350 mio. CHF



Zürich

FIFA Stadion (Hardturm)

Début des travaux:	fin 2002/début 2003
Fin des travaux:	2005
Places assises:	30 000
Coût du stade:	?
Projet global:	env. 350 mio. CHF

Agenda 6/01

Parrainage culturel et sportif
du Credit Suisse,
de Credit Suisse Private Banking
et de la Winterthur

GIBSWIL

9.2 Course d'orientation à skis,
championnat de Suisse

LAUSANNE

7.2 Diana Krall, Théâtre de
Beaulieu

LUCERNE

8.2 Diana Krall, KKL

LUGANO

31.1 A Tribute to Billie Holiday,
La Cittadella

ZURICH

24.1 Weltmusikwelt: Esma
Redzepova, Moods im Schiffbau
1.2 A Tribute to Billie Holiday,
Tonhalle

1.2 Renaud García Fons, Kleine
Tonhalle

Le regard de Turner sur la Suisse

Le Kunsthuis de Zurich consacre une vaste rétrospective à l'Anglais Joseph Mallord William Turner (1775–1851). Turner avait déjà acquis une grande renommée de son vivant : son utilisation visionnaire de la lumière et des couleurs ainsi que son radicalisme artistique font de lui un précurseur de la peinture moderne. Beaucoup voient dans Turner le peintre de navires en feu sur des toiles monumentales. Mais ces tableaux ne représentent qu'un aspect de son art. Car Turner a été connu avant tout pour sa virtuosité dans le domaine de l'aquarelle. Fidèle à la tradition du paysagisme anglais, il a voyagé à travers l'Europe à la recherche de décors grandioses. Le Kunsthuis de Zurich présente plus de 180 œuvres qui illustreront toutes les facettes de l'art de William Turner ; outre des paysages de Suisse, le visiteur pourra admirer nombre de tableaux célèbres et les cahiers de croquis de l'artiste. (rh)

Rétrospective William Turner. Kunsthuis de Zurich, 1.2.02–26.5.02.

Informations : www.kunsthuis.ch



William Turner: L'Incendie du parlement de Londres, 1835.
Huile sur toile, 92 × 123 cm,
The Philadelphia Museum of Art:
The John Howard McFadden Collection

Vieux maîtres du jazz

Hank Jones peut se vanter d'un parcours de soixante ans comme pianiste de jazz. Travailleur avec les grands du swing, il a été aussi, dans les années 40, un des premiers pianistes à se tourner vers le be-bop. De Charlie Parker à Ella Fitzgerald, il a joué avec toutes les stars du jazz. Clark Terry a également commencé jeune sa carrière de trompettiste – avec un tuyau d'arrosoir ! Il a été soliste dans l'orchestre de Duke Ellington, puis servit plus tard de modèle pour des musiciens tels que Miles Davis et Quincy Jones. Soutenus par Peter Washington à la basse et par Lewis Nash à la batterie lors de leurs trois concerts suisses, les deux grands seigneurs du jazz vont apporter la preuve, à plus de 80 ans, qu'ils n'ont rien perdu de leur vigueur musicale. (rh)

Hank Jones Trio avec Clark Terry. Zurich, Tonhalle, 10.1.02; Lugano,
La Cittadella, 14.1.02; Genève, Victoria Hall, 21.1.02.

Réservations (Zurich et Lugano) : 0848 800 800 ou www.ticketcorner.ch;
Genève (Billettel) : 0901 553 901



Des sauts à foison

Les meilleurs cavaliers du monde et leurs chevaux se sont donné rendez-vous du 31 janvier au 3 février 2002. Et pas n'importe où : c'est le Hallenstadion de Zurich qui accueillera le Swiss Life CSI, le concours en salle le mieux doté du monde. La manifestation débutera par le Credit Suisse Grand Prix, où le cavalier le plus performant se verra remettre la Credit Suisse Gold Cup sous la forme d'un kilo d'or, sans parler de la gloire et des honneurs. Les spectateurs seront eux aussi à la fête. Car le CSI ne se contente pas d'un spectacle sportif. Selon la tradition, il présente également un programme de divertissement, qui sera entièrement consacré à la fascination du cheval. (rh)

Swiss Life CSI. Zurich, Hallen-
stadion, 31.1.02–3.2.02.

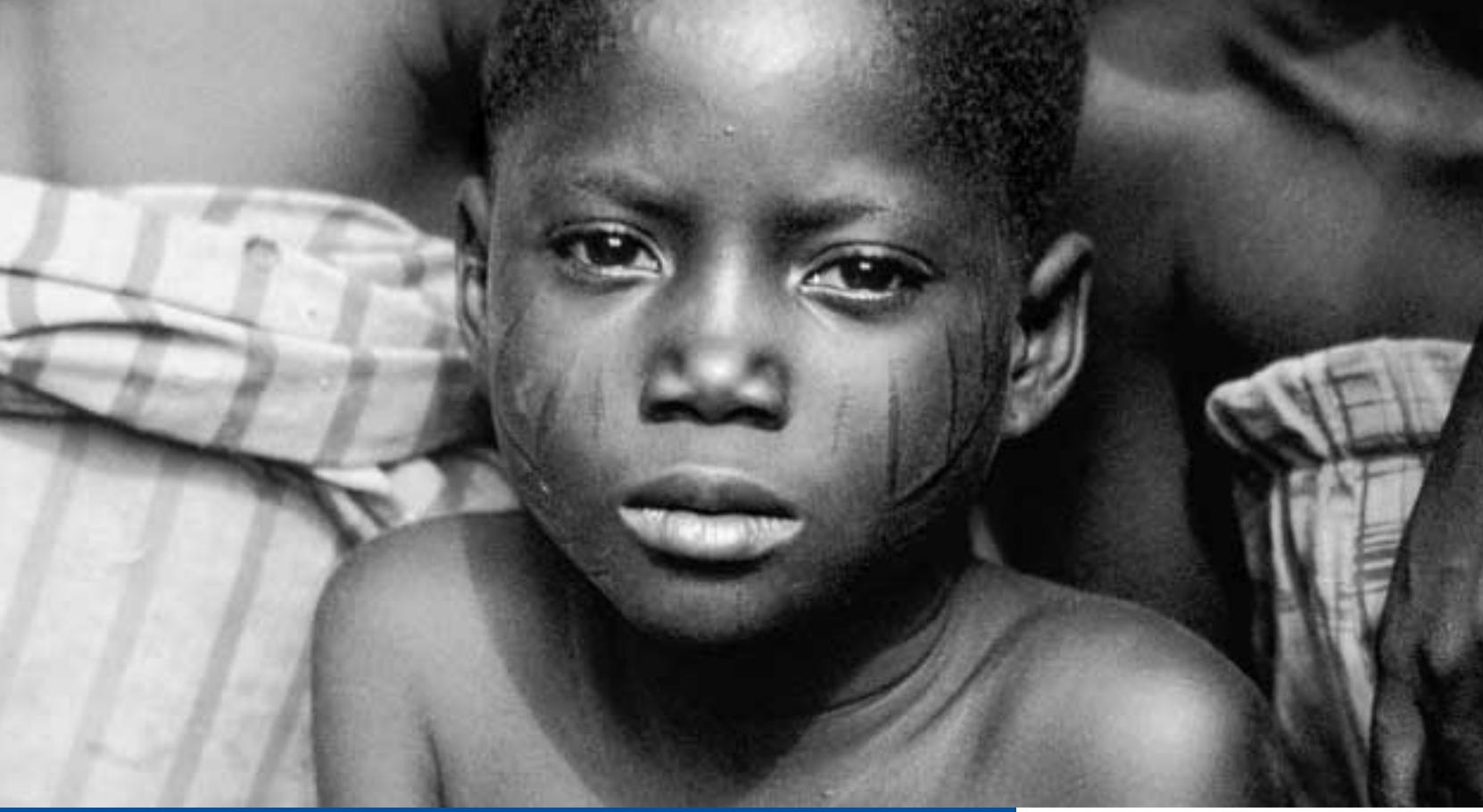
Informations : wwwcsi-zuerich.ch



Souhaitez-vous assister dans les loges, pendant une journée entière, à ce spectacle mêlant sport de haut niveau et divertissement ?
Le Bulletin met en jeu trois fois deux billets de loges pour le 2 février 2002.

BULLETIN

Editeurs Credit Suisse Financial Services et Credit Suisse Private Banking, case postale 100, 8070 Zurich, téléphone 01 333 1111, fax 01 332 5555 **Rédaction** Christian Pfister (cp) (direction), Ruth Hafner (rh), Daniel Huber (dhu), Jacqueline Perregaux (jp), Andreas Schiendorfer (schi) **Bulletin Online**: Andreas Thomann (ath), Martina Bosshard (mb), Heinz Deubelbeiss (hd), Michèle Luderer (ml), René Maier (rm), Olivier Matter (om) (stagiaire) **Secrétariat de rédaction**: Sandra Häberli, téléphone 01 333 7394, fax 01 333 6404, e-mail : bulletin@credit-suisse.ch, Internet : www.bulletin.credit-suisse.ch **Réalisation** www.arnolddesign.ch: Urs Arnold, Adrian Goepel, Karin Bolliger, Alice Kälin, Annegret Jucker, Isabel Welti, Muriel Lässer, Bea Freihofer-Neresheimer (assistante) **Adaptation française** Anne Civel, Michèle Perrier, Gaëlle Madelrieux **Annonces** Yvonne Philipp, Strasshus, 8820 Wädenswil, téléphone 01 683 15 90, fax 01 683 15 91, e-mail : yvonne.philipp@bluewin.ch **Lithographie/ impression** NZZ Fretz AG / Zollikofer AG **Commission de rédaction** Andreas Jäggi (Head Corporate Communications Credit Suisse Financial Services), Peter Kern (Head Corporate Communications Credit Suisse Private Banking), Claudia Kraaz (Head Public Relations Credit Suisse Private Banking), Martin Nellen (Head Internal Communications Credit Suisse Banking), Werner Schreier (Head Communications Winterthur Life & Pensions), Markus Simon (Head Webservices Credit Suisse e-Business), Fritz Stahel (Credit Suisse Economic Research & Consulting), Burkhard Varnholt (Global Head of Research Credit Suisse Private Banking), Christian Vonesch (Head Private Clients Credit Suisse Banking Zurich) **107^e année** (paraît six fois par an en français, allemand et italien) **Reproduction** autorisée avec la mention «Extrait du Bulletin de Credit Suisse Financial Services et de Credit Suisse Private Banking» **Changements d'adresse** Les changements d'adresse doivent être envoyés par écrit, en joignant l'enveloppe d'expédition, à votre succursale du Credit Suisse ou au Credit Suisse, KISF 14, case postale 100, 8070 Zurich



TOUTES LES 15 SECONDES, une petite fille subit la mutilation de ses organes génitaux. Souvent dans des conditions peu hygiéniques et sans anesthésie. L'excision est un rite vain et cruel qui entraîne des conséquences pour toute la vie, par exemple des douleurs au moment d'uriner ou de dangereuses complications à l'accouchement. La lutte contre **L'EXCISION** est délicate. Le parrainage de projet «Fleur du désert» lancé par l'UNICEF est un début. Pour assurer sa poursuite, il s'agit de trouver de nouveaux parrains et marraines. Serez-vous l'un d'eux?

Parrainage de projet: une aide à long terme.

Aider est utile:

- Oui, pour un franc par jour – donc 360.– par an – je souhaite prendre en charge un parrainage «Fleur du désert». Veuillez m'envoyer les documents utiles.
- J'aimerais devenir membre de l'UNICEF. Veuillez m'envoyer un bulletin de versement approprié.

Nom

Prénom

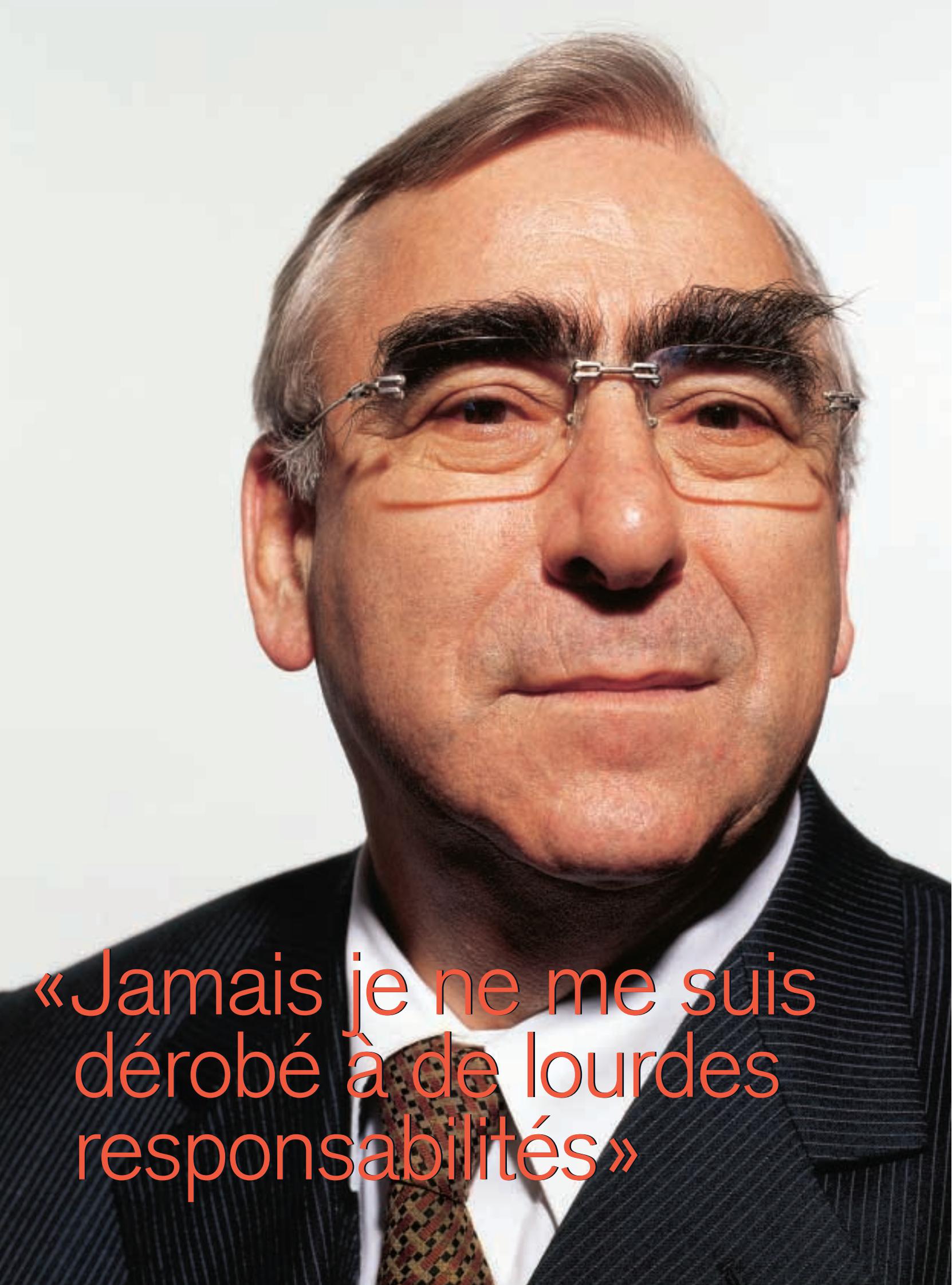
Adresse

NPA/Localité

Prière de renvoyer ou de faxer ce talon dûment rempli à: UNICEF Suisse, Baumackerstrasse 24, 8050 Zurich. Numéro de fax: 01-317 22 77
www.unicef.ch

Compte postal pour les dons:
80-7211-9

unicef 
L'enfance aux enfants.

A close-up portrait of a middle-aged man with dark hair and glasses. He is wearing a dark pinstripe suit jacket, a white shirt, and a patterned tie. He has a slight smile and is looking directly at the camera.

«Jamais je ne me suis dérobé à de lourdes responsabilités»

Ministre des finances de l'Allemagne entre 1989 et 1998, Theodor Waigel a toujours été une forte personnalité. Il parle au Bulletin de valeurs, de courage et de recul par rapport aux gens de pouvoir.

Interview : Christian Pfister, rédaction Bulletin

CHRISTIAN PFISTER Bien que d'origine modeste, vous avez occupé l'une des plus hautes fonctions de l'Etat. Votre père était contremaître dans le bâtiment, et agriculteur à titre accessoire. Quelles sont les idées qu'il vous a laissées en héritage ?

THEODOR WAIGEL Il m'a donné quelque chose de très important : la confiance en soi et la fierté du simple citoyen qui ne se met à genoux que devant son Dieu. Il avait un respect tout relatif pour les hommes politiques en vue. J'ai hérité de ce scepticisme à de nombreux égards. Mon père m'a appris à ne pas m'inféoder à des idéologies. Il m'a aussi parlé des horreurs nazies, une exception à l'époque.

C.P. Que vous a-t-il dit ?

T.W. Voici un exemple parmi d'autres : il y avait chez nous, à Ursberg, un grand centre pour handicapés, et les nazis avaient assassiné 500 d'entre eux. Mon père n'était pas nazi. Ni héros d'ailleurs, mais il parlait de ces atrocités, alors qu'aucun enseignant, aucun prêtre n'osait aborder le sujet avec les jeunes. C'est ce qui distinguait mon père : il avait l'esprit ouvert, il était courageux et ne s'en laissait pas conter par les gens de pouvoir.

C.P. Quel est le souvenir que vous évoquez le plus volontiers ?

T.W. Il y a eu des moments très forts dans ma vie : en mars 1989, par exemple, lorsque Helmut Kohl me proposa le ministère des finances. Cela méritait réflexion, car je savais à quoi je m'exposais. A l'époque, les sondages créditaient l'Union CDU-CSU de 32% d'opinions favorables. Accepter une responsabilité gouvernementale s'apparentait donc plutôt à une opération suicide. Contre l'avis de presque tous mes amis, j'acceptai. Jamais je ne me suis dérobé à de lourdes responsabilités ou à une tâche difficile. Et je n'ai

jamais regretté cette décision qui m'a permis d'être à la fois témoin et acteur au cours des dix années sans doute les plus intéressantes de l'histoire allemande et européenne du siècle dernier.

C.P. Vous avez rencontré les puissants de ce monde. Y a-t-il une scène qui vous reste particulièrement en mémoire ?

T.W. L'une de ces rencontres a gardé une grande importance pour moi. C'était en juillet 1990. Helmut Kohl, Hans Dietrich Genscher et moi-même nous étions rendus en Union soviétique. C'est là que Mikhaïl Gorbatchev et Edouard Chevardnadze nous donnèrent leur accord pour la réunification de l'Allemagne. Je me souviens qu'au cours de cette visite d'Etat, notre hélicoptère se posa une fois dans un champ où les moissons battaient leur plein. En signe d'amitié, les paysans donnèrent un pain à Mikhaïl Gorbatchev et un autre à Helmut Kohl. Gorbatchev rompit son pain, y ajouta du sel et nous en offrit. Kohl fit de même, avec un signe de croix au-dessus de la miche, comme le lui avait appris sa mère. Ce fut un moment émouvant.

C.P. On dit que le monde est un village. Pourtant, la réunification de l'Allemagne ne s'est pas faite sans mal. Quelles leçons tirez-vous des années qui ont suivi 1989 ?

T.W. La certitude que l'Europe peut retrouver un rôle dans le monde si elle unit ses forces. Mais nous ne voulons pas d'une Europe qui gomme l'identité des nations et des patries. Nous voulons une Europe cultivant la diversité de ses cultures et de ses langues. Une Europe où l'on peut garder ses racines. Cela dit, nous ne tiendrons notre rang dans un monde globalisé qu'en étant unis sur les plans de la politique extérieure, de l'économie et de la défense. Les petits pays n'ont aucune chance face à de grands

espaces économiques comme l'ALENA ou le Mercosur. Si nous n'avions pas eu l'euro, ces dernières semaines, les monnaies européennes auraient toutes joué au yoyo, avec les conséquences désastreuses que l'on imagine. L'euro a réussi son baptême du feu.

C.P. Le 11 septembre n'a pas eu que des conséquences monétaires.

T.W. Les événements tragiques aux Etats-Unis ont entraîné un changement de paradigme : nous avons compris que la liberté avait un prix. La libre économie a besoin d'un système de règles et de valeurs à l'intérieur duquel elle puisse se développer. C'est un point très important dont les dirigeants politiques et économiques doivent prendre conscience.

C.P. Vous représentez un parti dit « chrétien ». Quels sont les liens entre politique et religion ?

T.W. Bien entendu, les démocraties modernes connaissent la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Il y a cependant des convergences, notamment en matière de valeurs. La mission des Eglises et des religions, c'est de répondre à des questions de fond : « Pourquoi suis-je sur terre ? La vie a-t-elle un sens ? Comment puis-je répondre de mes actes devant mon prochain, le monde et Dieu ? » Ce sont des questions qui touchent à la transcendance, à l'au-delà. Personnellement, je ne pourrais pas accepter de responsabilités politiques si je n'avais pas cette notion de transcendance. A ce propos, un éminent juriste social-démocrate avait très justement observé que « la démocratie se fonde sur des valeurs qu'elle ne crée pas elle-même ».

C.P. Qu'est-ce à dire ?

T.W. Les valeurs auxquelles nous nous référons ne viennent ni de la politique, ni



Theodor Waigel

de la démocratie. Ce sont des idées fondatrices issues de la religion, de la théologie et de la philosophie. Si cette base fait défaut, le principe qui prévaut est celui du «n'importe quoi et son contraire». Cela serait très dangereux pour une société quelle qu'elle soit; la démocratie comme la liberté disparaîtraient. Car la liberté ne consiste pas à faire ce que l'on veut, mais ce que l'on doit.

C.P. Dans vos discours, vous citez Joseph Bernhart, un prêtre d'Ursberg. Pourquoi ?

T.W. Joseph Bernhart était dans une situation difficile par rapport à l'Eglise catholique parce qu'il s'était marié secrètement en 1912, ce qui lui avait valu d'être excommunié. Il resta cependant fidèle à l'Eglise et laissa des écrits théologiques d'importance. Adversaire du national-socialisme, il affirmait que notre devoir était de reconnaître l'ordre des choses et de «mettre de l'ordre en nous-mêmes». C'était une façon d'inciter à la réflexion sur la relation entre l'ordre et la liberté, y compris pour soi.

C.P. Avez-vous réussi à mettre de l'ordre en vous-même ?

T.W. J'ai essayé. Mais personne n'y arrive entièrement.

C.P. Vous êtes un leader politique. Quelle est pour vous la clé du succès ?

T.W. Etre un dirigeant politique signifie avoir ses propres repères. Le théologien Karl Barth a dit à juste titre que dans les périodes troublées, on ne sait ni ce qui va venir, ni même ce qui devrait venir. Il est vrai que nous ne savons jamais avec certitude ce qui va se produire, mais à mon avis il serait bon que nous sachions ce qui devrait advenir. Pour cela, il faut des principes et des convictions profondes.

THEODOR WAIGEL – UN GRAND MINISTRE DES FINANCES

Theodor Waigel est né en 1939. Il est membre de la CSU depuis 1960 et a représenté ce parti en tant que ministre des finances du gouvernement Kohl entre 1989 et 1998. Theodor Waigel est député au Bundestag depuis 1972.

«La liberté, c'est de faire

ce que l'on doit»

C.P. Y a-t-il un projet politique qui vous tenait à cœur et que vous n'avez pas pu réaliser ?

T.W. Après la réunification, j'ai souffert de voir se dissiper l'enthousiasme de la liberté reconquise. Nous avions sous-estimé un facteur: deux millions de personnes avaient déjà fui la RDA avant 1989; elles ont été deux millions de plus à quitter l'Est après la réunification. Les nouveaux Länder n'ont pas réussi à compenser cette perte de substance. Ce ne sont ni l'argent, ni les investissements ou autres aides qui manquent, ce sont tous ces gens capables et engagés qui sont partis. Il reste beaucoup à faire dans ce domaine.

C.P. Vous avez reçu la médaille de l'Ordre de l'humour. Quel honneur !

T.W. (rires) J'ai surtout eu du succès lors de la remise du prix, en racontant la petite histoire que voici sur mon rôle de ministre des finances et de tête de Turc des contribuables : le ministre des finances, rentré au pays, s'était hasardé sur un lac gelé, et la glace avait cédé sous son poids. Trois gamins lui sauvèrent la vie. Le ministre leur demanda ce qu'il pouvait leur offrir pour les remercier. Le premier des garçons voulait une bicyclette, le deuxième un train miniature. «Aucun problème», dit le ministre. Le troisième, quant à lui, souhaitait un enterrement en grande pompe. «Ah bon, pourquoi donc?», lui demanda le ministre, inter-

loqué. «Vous savez, quand je rentrerai chez moi en disant que je viens de sauver la vie de Waigel, le ministre des finances, mon père va me tuer.»

C.P. Par contre, vous ne plaisantiez pas lorsque vous avez dit: «Je ne mentirais plus pour n'importe qui». Pouvez-vous nous éclairer ?

T.W. C'est vrai, je l'ai dit, mais l'expression n'est pas de moi. Je la tiens de Hermann Höcherl, qui était ministre de l'intérieur CSU dans les années 60. C'était un esprit brillant, et il avait beaucoup d'humour. J'étais jeune député et je lui demandai s'il accepterait d'organiser une réunion pour moi. Il me répondit: «Pour vous, Waigel, d'accord, mais pas forcément pour un autre. Je ne mentirais plus pour n'importe qui.» Il voulait dire qu'il n'avait nullement l'intention de parcourir le pays et de haranguer les foules. C'était une forme d'honnêteté intellectuelle, et j'ai volontiers repris la phrase à mon compte.

C.P. Quels seront les projets de l'Europe dans cinquante ans ?

T.W. Je souhaite que l'Europe devienne quelque chose d'unique, et pas un «melting pot» à l'américaine. Il s'agit de constituer peu à peu une union de peuples égaux en droits, où les petits pays seraient surreprésentés par rapport à leur population et où les différentes identités nationales auraient leur place. Si nous réussissons à intégrer les pays de l'Est et à mettre en place un ordre tel que toute guerre soit impensable, alors nous aurons tiré les leçons de l'Histoire et institué de manière irréversible les conditions de la paix en Europe.

En tout cas. Nous sommes là.



WINTERTHUR et CREDIT SUISSE – une équipe gagnante en bancassurance.

Vous pouvez nous joindre en tous cas toute l'année, 24 heures sur 24, au numéro 0800 809 809 ou sur www.winterthur.com/ch.
Votre conseiller se tient également à votre disposition pour vous donner de plus amples informations.

winterthur

PATEK PHILIPPE
GENEVE

LE TEMPS DES SENTIMENTS



PARMIGIANI
FLEURIER

Breguet
Depuis 1775

Glashütte
ORIGINAL

AP
AUDEMARS PIGUET
Le maître de l'horlogerie depuis 1875

JAEGER LE COULTRE


GÜBELIN
JOAILLERIE • HORLOGERIE

LUZERN ZÜRICH GENÈVE LUGANO BERN ST. MORITZ BASEL GRINDELWALD

Ω
OMEGA

www.gubelin.ch